

N° 63
DECEMBRE 1991

ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**Documents sur la question juive
et la révolution palestinienne**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires internationaux*

- S O M M A I R E -

	Page
- Roland FILIATRE	2
- Présentation	3
- <u>La position de Trotsky sur le problème juif</u>	
. Lettre à "KLOPKEIT" du 10 Mai 1930	4
. Sur le problème juif (28 Janvier 1934)	7
. Sur le problème juif (Février 1934)	8
. La question juive (18 Janvier 1937)	10
. L'importance de la question juive (4 Février 1938)	13
. Entretien avec un sioniste	14
- Extraits de la "Conception matérialiste de la question juive par A. LEON (Décembre 1942)	15
- Projet de thèses sur la question juive (Bulletin intérieur du S.I. de la IVème Internationale - Octobre 1947)	28
- <u>Extraits de la revue "Quatrième Internationale " No. 36 de Mars 1969 :</u>	
. Plate-forme du Front de Libération Populaire de la Palestine	41
. Déclaration de l'Organisation Socialiste Israélienne (MATZPEN)	44
- Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient (C.E.M. du 30 Octobre 1970)	47
- La résistance palestinienne en danger (Quatrième Internationale No. 45 de Septembre 1970).	63
- Nathan WEINSTOCK : Sionisme, antisémitisme, désionisation (Quatrième Internationale No. 46 de Novembre 1970)	64
- Déclaration du S.U. sur le conflit israélo-arabe (23 Octobre 1973)	69
- Résolution sur la révolution palestinienne (IVème Internationale- CIR de janvier 1988)	70

Roland FILIATRE (1900 - 1991)

Le 4 Septembre 1991, notre camarade, Roland Filiâtre, membre du Conseil d'Administration du C.E.R.M.T.R.I., s'est éteint.

Sa vie est l'histoire d'un militant politique révolutionnaire entièrement dévoué à la classe ouvrière. Adhérent à l'âge de 13 ans à la Jeunesse Socialiste de la Garenne-Colombes, Filiâtre fut peu après, en 1916, membre du Comité des jeunes pour la reprise des relations internationales. Pour cela, il fut arrêté pour "intelligences avec l'ennemi" et emprisonné pendant 4 mois à Versailles. Il devint ensuite un farouche partisan de l'adhésion à la IIIème Internationale.

Militant au Parti Communiste dès sa fondation, il s'oppose à la bolchévisation du parti par ALBERT TREINT, cours impulsé à l'époque par ZINOVIEV, Président de la IIIème Internationale. Entre-temps, en 1925, il avait été incarcéré pendant 15 Jours pour son activité militante. Il quitta le Parti Communiste peu avant l'exclusion de TREINT. Durant cette période, jusqu'en 1934, il ne suit que de l'extérieur l'évolution du mouvement ouvrier. La menace du fascisme et la mobilisation ouvrière du 12 Février 1934 le décide à adhérer à la S.F.I.O. C'est là qu'il rejoint la tendance des "bolchéviks-léninistes".

Ensuite, après son exclusion de la section socialiste de Maisons-Alfort, il milite au sein du Parti Ouvrier Internationaliste (P.O.I.) où il est élu au Comité Central. Refusant d'adhérer au P.S.O.P., au début de l'année 1939, il continue de militer jusqu'au 1er Septembre 1939, date de sa mobilisation. Prisonnier à Dunkerque en Juin 1940, il est rapatrié en France en 1942. Il rejoint immédiatement le groupe trotskyste qui publie "La Vérité" clandestine. Il dirige alors, avec sa femme Yvonne et Marcel HIC, l'intervention des militants trotskystes en direction de l'armée allemande, les contacts avec les soldats allemands et la diffusion d'"Arbeiter und Soldat". Arrêté le 7 Octobre 1943 par la Gestapo, ainsi que plusieurs de ses camarades, il est déporté à Dachau, à Buchenwald et enfin à Dora. Sa femme, Yvonne, est envoyée à Ravensbrück. Libéré par les troupes russes, en Juin 1945, il rejoint le Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.) qui vient de réunifier trois courants trotskystes en son sein.

Membre du Comité Central du P.C.I., il est un des représentants du P.C.I. aux élections de 1945 et 1946. Avec plusieurs camarades dirigeants de sa tendance, il quitte le P.C.I. en 1948. Quelques années après, il adhère à la Nouvelle Gauche dont il devient un des responsables parisiens. En 1957, il est élu au Comité politique de l'Union de la Gauche Socialiste (U.G.S.). En 1960, il devient membre du Comité politique national du P.S.U. En 1963, il abandonne ses responsabilités au P.S.U. pour des raisons de santé. Néanmoins, il continue une activité militante au comité de rédaction de Perspectives Socialistes et de la Nouvelle Revue Marxiste et participe activement au Centre d'Etudes Socialistes (C.E.S.).

Ouvrier et autodidacte, Filiâtre était un homme généreux et étranger à toutes les manoeuvres d'appareil. Il fit preuve d'un grand courage dans la période de clandestinité.

Roland Filiâtre laissera le souvenir d'un militant révolutionnaire dévoué et fidèle à ses idées.

Les membres du C.E.R.M.T.R.I. adressent à sa femme Yvonne, à sa famille et ses amis, l'assurance de leur profonde sympathie.

* * * *

- P R E S E N T A T I O N -

Dans le numéro 63 des "Cahiers du CERMIRI", nous présentons à nos lecteurs des documents sur la question juive et la révolution palestinienne, sujets d'une brûlante actualité, puisqu'en ce moment se réunit, sous l'égide de l'impérialisme américain, une Conférence Internationale pour trouver une solution aux conflits au Moyen-Orient, dans le cadre du "nouvel ordre mondial".

Il est évident que dans ce cadre, les droits nationaux du peuple palestinien seront foulés aux pieds. Dans le meilleur des cas, cette Conférence aboutirait à la création d'un Etat croupion palestinien dans les territoires occupés sous la surveillance de l'armée d'Israël et de celle du roi Hussein de Jordanie. Ce conflit est une guerre de classes. Il y a incompatibilité entre la révolution palestinienne et son exigence d'un seul état palestinien en Palestine et l'existence de l'Etat d'Israël et les intérêts des monarchies féodales arabes. Depuis longtemps, les dirigeants des pays arabes, qui prétendent être du côté des palestiniens, ont abandonné la revendication d'un Etat palestinien indépendant, même celle d'une représentation palestinienne indépendante à la Conférence internationale, tout en reconnaissant l'existence de l'Etat d'Israël.

Le peuple palestinien, dépossédé de sa terre, privé de ses droits nationaux, continue la lutte. Depuis 1948, les guerres successives de 1956, 1967, 1973, 1982 et la trahison de ses dirigeants n'ont pas empêché le peuple palestinien de se battre et de résister pour la défense de ses droits légitimes.

Depuis le 9 Décembre 1987, l'Intifada est là pour montrer aux travailleurs du monde entier qu'un peuple se bat pour sa survie, face à une coalition contre-révolutionnaire des Etats impérialistes, de l'Etat d'Israël et des Etats arabes.

Il n'y a pas de solution valable, en dehors de la satisfaction des droits légitimes du peuple palestinien. Un seul Etat en Palestine, une République palestinienne laïque et démocratique, par l'élection au suffrage universel et direct d'une Assemblée Constituante palestinienne qui respectera les droits égaux des communautés juives et arabes.

Dans ce "Cahier", les lecteurs trouveront des documents divers sur la question juive et sur la lutte des palestiniens; des articles de Léon Trotsky sur la question juive, des extraits du livre de A. LEON "Conception matérialiste de la question juive", les thèses de 1946 du Secrétariat International de la IVème Internationale, des documents de 1969 du Front de Libération de la Palestine et de l'Organisation Socialiste Israélienne (MATZPEN), des documents publiés dans les années 1970 du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale et de l'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I.), enfin un document de 1988 de la IVème Internationale -CIR.

Dans un autre "Cahier", nous publierons ultérieurement d'autres documents notamment sur l'histoire des révolutionnaires israéliens et arabes.

* * * *

LEON TROTSKY

Lettre à « Klorkeit » et aux travailleurs juifs de France

Cette lettre du 10 mai 1930 fut publiée dans le numéro 3 de Klorkeit, à Paris, en mai 1930, sous le titre « le rôle des travailleurs juifs au sein de l'ensemble du mouvement ouvrier français ».

Chers camarades,

Je vous remercie vivement de votre intéressante lettre qui m'a pour la première fois donné un compte-rendu complet et approfondi du mouvement ouvrier juif d'Europe occidentale. Je me réjouis du ton d'optimisme militant qui émane de ces lignes et qui reflète certainement l'esprit de votre organisation. D'ailleurs, le camarade Fr. [Pierre Frank] m'a déjà fait part avec beaucoup de sympathie de l'esprit militant du Groupe d'Opposition juive de Paris.

L'idée de transformer *Klorkeit* en un organe juif international est intéressante. Mais pour l'instant, je n'ai encore aucune idée précise des relations que cet organe entretiendrait avec les mouvements nationaux et les organisations d'opposition concernés. Plus *Klorkeit* deviendra « international » d'un point de vue technique, et plus il devra assumer un caractère théorique et propagandiste car il ne pourra bien entendu traiter des questions politiques spécifiques à chaque pays.

Je maintiens que c'est sans aucun doute une obligation très importante pour les travailleurs juifs de France, comme pour ceux de tous les autres pays, que de prendre part au mouvement ouvrier du pays où ils vivent, travaillent et luttent.

Les travailleurs juifs de France, dans leur majorité, se considèrent-ils comme des immigrants définitifs ou envisagent-ils de quitter le pays dans un proche avenir ? Je crois que c'est la première supposition qui est la bonne. Si tel est le cas, il est très important de connaître la langue française. Dans la situation présente, il y va non seulement de l'intérêt individuel de chacun mais aussi de l'intérêt politique de la classe ouvrière française et internationale. Les 60 000 travailleurs juifs de Paris constituent une force importante. Les travailleurs étrangers en France représentent avant tout un facteur très important dans le développement du pays, et plus puissant encore que les Noirs en Amérique, avec lesquels ils n'ont de commun que leur statut de parias.

Traditionnellement, les organisations purement françaises n'ont pas un caractère de masse. Dans une certaine mesure, elles ont pour base l'aristocratie politique et syndicale de la classe ouvrière. L'écrasante majorité de celle-ci demeure inorganisée et à l'écart des activités des organisations politiques et syndicales. En France, c'est la question cruciale. Il me semble que le rôle joué aujourd'hui par les travailleurs étrangers en France secouera le conservatisme profond de ce pays. Puisque les travailleurs étrangers appartiennent dans leur grande majorité aux couches inférieures du prolétariat de ce pays, ils sont de ce fait liés à ces couches et proches d'elles. Ils partagent la condition de la lie du prolétariat français qui, pour sa part, reste à l'écart des organisations officielles. Les travailleurs étrangers ont une mentalité différente, tout simplement parce que ce sont des étrangers, une mentalité d'émigrants, plus mobile, plus réceptive aux idées révolutionnaires. Voilà pourquoi l'idéologie communiste peut gagner le respect des travailleurs étrangers et en faire un puissant instrument de pénétration dans l'ensemble de la classe ouvrière française.

Votre organisation, tout comme les autres, doit avoir une claire appréciation de cette grande mission historique. Naturellement, non pas dans l'esprit de je ne sais quel chauvinisme messianique — il ne saurait en être question — mais dans l'esprit

d'une grande obligation internationale. C'est dans cette perspective que j'ai posé le problème de la nature de *Klorkeit*. Bien entendu, son rôle ne sera pas de tenir les travailleurs juifs à l'écart des mouvements ouvriers de leurs pays respectifs, comme c'était auparavant le cas pour la presse du Bund juif, mais au contraire de les amener à participer à la vie de la classe ouvrière de ces pays.

En ce qui concerne l'Opposition dans son ensemble, elle doit trouver chez les travailleurs étrangers un secteur d'intervention non seulement important mais aussi très opportun. Le bureaucratisme de l'organisation du parti officiel [le parti communiste — N.D.L.R.], qui exerce partout ses ravages, doit tout d'abord attaquer la partie la plus vulnérable que constituent naturellement les travailleurs étrangers. Puisque ceux-ci sont, du fait de leur position d'infériorité sociale, plus enclins à adopter une position critique, je crois qu'il est possible, à travers une grande action menée consciemment dans un esprit de sacrifice sincère, de construire une Opposition qui soit le point de cristallisation de la majorité des travailleurs étrangers.

J'envoie mes salutations sincères à tous les membres du groupe.

L. TROTSKY
(Prinkipo, Turquie).

LEON TROTSKY :

Extrait du Tome 3 des "Oeuvres", page 217.

SUR LE PROBLÈME JUIF

(28 janvier 1934)

Cher Camarade Kling

J'ai été très heureux d'apprendre par votre lettre que vous étiez devenu au cours de l'année dernière militant actif de l'American League et membre du comité de rédaction d'*Unzer Kampf*.

Un des représentants les plus actifs de notre organisation polonaise juive se trouve en ce moment à Paris. Je l'ai rencontré une fois. Nous avons longuement parlé de la situation en Pologne ainsi que du travail parmi les ouvriers juifs, et, en particulier, je lui ai fait part de votre idée sur une certaine centralisation de la propagande parmi les ouvriers juifs. Je parle de *propagande*, parce qu'il est bien entendu impossible de centraliser le travail politique actif dans les différents pays. Le camarade de Varsovie a promis de réfléchir à cette question et de présenter votre suggestion au comité exécutif. Vous serez bien entendu tenu au courant de tout fait nouveau à ce sujet.

En ce qui concerne la question juive dans son ensemble, moins que toute autre en ce moment, elle ne saurait être résolue par la « réforme ». La question juive est devenue plus que jamais une composante de la révolution prolétarienne mondiale.

Pour ce qui est du Birobidjan, son destin est lié à l'ensemble de celui de l'Union soviétique. En tout cas, nous ne traitons pas ici d'une solution du problème juif dans son ensemble, mais d'une tentative de solution pour une certaine partie des Juifs vivant en U.R.S.S. La question juive, en tant que résultat de l'ensemble du destin historique du judaïsme, est devenue internationale. Elle ne peut se résoudre par le « socialisme dans un seul pays ». Les travailleurs juifs peuvent et doivent, dans les conditions actuelles de persécutions et de pogroms antisémites les plus abjectes, tirer une fierté révolutionnaire de la conscience que le destin du peuple juif ne peut se régler que par la victoire finale totale du prolétariat.

TROTSKY :

Extrait des "Oeuvres, Tome 3 - Page 220 -

SUR LE « PROBLÈME JUIF »

(février 1934)

L'Opposition de gauche doit-elle formuler des revendications particulières pour gagner la classe ouvrière juive aux Etats-Unis ?

— Le rôle de l'ouvrier juif émigré aux Etats-Unis sera grand et même à certains égards décisif dans la révolution prolétarienne américaine. Il n'y a pas de doute que l'Opposition de gauche doit faire tout son possible pour pénétrer dans la vie de l'ouvrier juif.

Quelle est votre position par rapport à la langue yiddish ? Dans votre autobiographie, pourquoi l'avez-vous caractérisée comme un « jargon » ?

— J'ai la même position par rapport à la langue yiddish que par rapport à toutes les autres langues. Si j'ai vraiment employé dans mon autobiographie le mot de « jargon », c'est parce que, dans les années de mon enfance à Odessa, la langue yiddish ne s'appelait pas yiddish, comme aujourd'hui, mais « jargon ». C'était l'expression des Juifs eux-mêmes qui n'y voyaient pas un signe de mépris. Le mot yiddish est employé universellement depuis les quinze ou vingt dernières années, je peux le constater même en France.

Dans les milieux juifs, vous êtes considéré comme un « assimilateur ». Quelle est votre position sur l'assimilation ?

— Je ne comprends pas pourquoi on me considérerait comme un « assimilateur ». De façon générale, je ne sais pas ce que veut dire ce mot. Je suis, bien entendu, opposé au sionisme et à toute forme semblable d'auto-isolement de la part des ouvriers juifs. J'appelle les ouvriers juifs de France à mieux apprendre à connaître les problèmes de la vie française et de la classe ouvrière française. Sans cela, il leur serait difficile de participer au mouvement ouvrier du pays où ils sont exploités. Du fait que le prolétariat juif est dispersé dans plusieurs pays, il faut que l'ouvrier juif, outre sa propre langue, cherche à apprendre la langue du pays où il vit comme une arme dans la lutte de classes. Qu'est-ce que cela a à voir avec l'assimilation ?

Le parti communiste officiel a caractérisé incontestablement les événements entre Juifs et Arabes de 1929 en Palestine comme un soulèvement révolutionnaire des masses arabes opprimées. Que pensez-vous de cette politique ?

— Malheureusement, je ne connais pas assez les faits pour me risquer à donner une opinion catégorique. Je suis en train d'étudier cette question. Il me sera plus facile ensuite de déterminer dans quelle proportion et dans quelle mesure sont représentés des éléments comme, d'une part, des partisans de la libération nationale — anti-impérialistes — et, de l'autre, des musulmans réactionnaires et des pogromistes antisémites. Apparemment, il me semble que tous ces éléments étaient présents.

Quelle est votre position sur la Palestine en tant qu'éventuel « foyer national » pour les Juifs, et de façon générale, sur un pays pour les Juifs ? Ne croyez-vous pas que l'antisémitisme du fascisme allemand oblige les communistes à aborder de façon différente la question juive ?

— Aussi bien l'Etat fasciste en Allemagne que la lutte arabo-juive fournissent de nouvelles occasions de vérifier le principe suivant lequel la question juive ne peut pas être résolue dans le cadre du capitalisme. J'ignore si le judaïsme peut être reconstruit en tant que nation. Mais il n'est pas douteux que les conditions matérielles pour l'existence du judaïsme en tant que nation indépendante ne peuvent être créées que par la révolution prolétarienne. Il n'y a pas place sur notre planète pour l'idée que l'un aurait plus de droit que l'autre à un pays.

L'établissement d'une base territoriale pour le peuple juif en Palestine ou dans tout autre pays n'est concevable que par une immigration de masse. Le socialisme victorieux peut seul prendre en charge une telle tâche. On peut prévoir que cela pourrait se réaliser soit sur la base d'une entente mutuelle, soit par le recours à quelque tribunal international qui prendrait en main cette question et la réglerait.

L'impasse dans laquelle se trouvent les Juifs d'Allemagne, comme l'impasse dans laquelle se trouve le sionisme, sont inséparables de l'impasse du capitalisme mondial dans son ensemble. Ce n'est que quand les ouvriers juifs verront clairement ce rapport mutuel qu'ils seront immunisés contre le pessimisme et le désespoir.

Léon TROTSKY :

Extrait des "Oeuvres" - Tome 12 page 111 -

[I. A QUESTION JUIVE]

(18 janvier 1937)

Avant d'essayer de répondre à vos questions, je dois vous prévenir que je n'ai malheureusement pas eu l'occasion d'apprendre la langue juive, laquelle s'est en outre développée depuis que je suis devenu adulte. Je n'ai pas eu et je n'ai toujours pas la possibilité de suivre la presse juive, ce qui m'empêche de donner une opinion précise sur les différents aspects d'un problème aussi important et aussi tragique. Je ne puis donc, dans ma réponse, me prévaloir d'aucune espèce d'autorité. Je vais néanmoins essayer de dire ce que je pense.

Lorsque j'étais jeune, j'avais plutôt tendance à pronostiquer que les Juifs des différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait ainsi, presque automatiquement. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a malheureusement pas confirmé cette perspective. Le capitalisme en déclin a déchainé partout un nationalisme exacerbé dont l'antisémitisme est un aspect. La question juive est devenue particulièrement grave dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, l'Allemagne.

D'un autre côté, les Juifs de différents pays ont créé leur propre presse et développé la langue yiddisch comme un instrument adapté à la culture moderne. Il faut donc tenir compte du fait que la nation juive va se maintenir, pour toute une époque à venir. Aujourd'hui les nations ne peuvent exister normalement sans territoire commun. Le sionisme est précisément né de cette idée. Mais les faits quotidiens démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit

entre Juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et toujours plus menaçant. Je ne crois absolument pas que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l'impérialisme britannique.

Mais, me demandez-vous, comment le socialisme peut-il résoudre cette question ? Je ne puis là-dessus formuler que des hypothèses. Quand le socialisme sera devenu maître de notre planète, ou au moins de ses parties les plus importantes, il disposera dans tous les domaines de ressources inimaginables. L'histoire de l'humanité a connu l'ère des grandes migrations sur la base de la barbarie. Le socialisme ouvrira la possibilité de grandes migrations sur la base des techniques et de la culture les plus développées. Il va sans dire qu'il ne s'agit pas ici de déplacements forcés, c'est-à-dire de la création de nouveaux ghettos pour certaines nationalités, mais de déplacements librement consentis, ou plutôt réclamés par certaines nationalités ou fractions de nationalités. Les Juifs dispersés qui voudront se réunir dans la même communauté trouveront sous le soleil un endroit suffisamment étendu et riche. La même possibilité sera offerte aux Arabes comme à toutes les nations dispersées. *La topographie nationale fera partie de l'économie planifiée.* Telle est la vaste perspective historique que j'envisage. Travailler pour le socialisme international, c'est travailler aussi pour la solution de la question juive.

Vous me demandez si la question juive existe encore en U.R.S.S. Oui, elle existe, de même qu'existent les questions ukrainienne, géorgienne et même russe. La bureaucratie omnipotente étouffe le développement de la culture nationale comme de la culture tout court. Pire encore, le pays de la grande révolution prolétarienne est en train de traverser aujourd'hui une période de profonde réaction. Si la vague révolutionnaire avait ravivé les plus beaux sentiments de solidarité humaine, la réaction thermidorienne, elle, a fait surgir à nouveau tout ce qu'il y avait de bas, d'obscur et d'arriéré dans cet agglomérat de 170 millions d'hommes. La bureaucratie n'hésite même pas, pour renforcer sa domination, à recourir de façon à peine dissimulée aux tendances chauvines, et surtout aux tendances antisémites. Le dernier procès de Moscou, par exemple, a été organisé avec le dessein à peine dissimulé de présenter les internationalistes comme des Juifs sans foi ni loi, capables de se vendre à la Gestapo allemande.

Depuis 1925 et surtout 1926, la démagogie antisémite, bien camouflée, inattaquable, va de pair avec des procès symboli-

ques contre des pogromistes avoués. Vous me demandez si l'ancienne petite bourgeoisie juive en U.R.S.S. a été socialement assimilée par le nouvel environnement soviétique. Je ne peux vraiment pas vous donner de réponse claire sur ce point. Les statistiques sociales et nationales en U.R.S.S. sont extrêmement tendancieuses. Elles ne servent pas à établir la vérité, mais, avant tout, à glorifier les chefs, les dirigeants, ceux qui créent le bonheur. Une importante partie de la petite bourgeoisie juive a été absorbée par les formidables appareils de l'Etat, de l'industrie, du commerce, des coopératives, etc., surtout des couches supérieures et intermédiaires. Ce fait a engendré une atmosphère de sentiments antisémites que les dirigeants manipulent adroitement afin de canaliser particulièrement contre les Juifs le mécontentement qui existe contre la bureaucratie.

Sur le Birobidjan, je ne peux vous donner guère plus que mes estimations personnelles. Je ne connais pas cette région, et encore moins les conditions dans lesquelles les Juifs s'y sont installés. De toute façon, ce ne peut être qu'une expérience limitée. L'U.R.S.S. à elle seule serait encore trop pauvre pour résoudre sa propre question juive, même sous un régime beaucoup plus socialiste que ne l'est le régime actuel. Je le répète, la question juive est indissolublement liée à l'émancipation complète de l'humanité. Tout ce qui peut être fait d'autre en ce domaine ne peut constituer qu'un palliatif, voire souvent une lame à double tranchant, ainsi que le démontre l'exemple de la Palestine.

LEON TROTSKY :

Extrait des "Oeuvres" Tome 16, page 137 -

[L'IMPORTANCE DE LA QUESTION JUIVE]

(4 février 1938)

Chers Camarades Sara et Jack,

1) Je vous envoie une copie en russe de mon article pour *The Day* dans l'éventualité d'une édition de la traduction anglaise.

2) Je suis tout à fait d'accord avec vous que la question juive est maintenant devenue d'une énorme importance, pour notre parti. Seule la IV^e Internationale est capable de faire une critique destructrice de tous les moyens par lesquels les classes dirigeantes, les charlatans petits-bourgeois, y compris la bureaucratie soviétique, essaient ou promettent de résoudre la question juive. Nous devons la présenter comme elle est, une terrible convulsion historique du capitalisme déclinant. Les Juifs ont joué un grand rôle dans le développement de la société capitaliste et ils sont maintenant victimes de sa décomposition. C'est un privilège négatif des masses juives que de ne pouvoir, moins encore que les autres masses, être sauvées de la famine, de l'humiliation, de l'extermination physique par d'autres moyens que par une révolution prolétarienne. Il est possible, me semble-t-il, d'évoquer un authentique esprit messianique chez les ouvriers juifs, les séparant définitivement des rêveurs et charlatans bourgeois et petits-bourgeois et de les gagner à la IV^e Internationale qui est maintenant l'unique parti de la révolution mondiale et de la libération humaine. Il me semble que le parti américain devrait donner l'exemple ici à toutes les sections par une activité énergique dans ce domaine. Il est possible qu'une commission spéciale soit nécessaire afin d'élaborer des thèses, un manifeste, de publier des projets en yiddisch et aussi naturellement des articles en anglais dans le *Socialist Appeal* et *The New Internationalist*. Ne croyez-vous pas que Solow pourrait être attiré par un tel travail comme « sympathisant » ?

Je n'ai rien lu ici sur le complot des Allemands avec Cedillo. Il est possible qu'il soit inventé par les staliniens pour rendre importants aux yeux du gouvernement mexicain.

Léon TROTSKY :

Extrait des "Oeuvres" Tome. 20, page 117 -

[ENTRETIEN AVEC UN SIONISTE]

(14 février 1939)

Cher Camarade Glotzer,

Merci pour l'information au sujet de Ruskin . Votre lettre est arrivée à temps, c'est-à-dire avant sa visite. Toute cette affaire n'a pas la moindre importance. Ruskin s'intéresse à la question juive et je suppose qu'il a quelque fonction officielle en rapport avec la Palestine.

Il m'a interrogé sur ce que je pensais de la Palestine et une possible intervention de l'U.R.S.S. en faveur de la création d'un Etat juif, etc. Il y a 400 000 Juifs en Palestine, mais Ruskin et ses associés espèrent en installer 500 000 de plus (Comment? Quand?). Je lui ai répondu qu'ils étaient en train de préparer aux Juifs un beau piège en Palestine. Avant d'installer 500 000 personnes, vous aurez une question de Palestine interne avec les 2 500 000 Juifs des Etats-Unis. Avec le déclin du capitalisme américain, l'anti-sémitisme va devenir de plus en plus terrible aux Etats-Unis — en tout cas plus important qu'en Allemagne. Si la guerre arrive et elle arrivera, bon nombre de Juifs en seront les premières victimes et seront pratiquement éliminés.

« Mais », répondit-il, « il faut faire quelque chose. »

Oui, mais quelque chose d'efficace. La Révolution française, puis la Révolution d'Octobre ont accompli un petit peu plus pour les Juifs que ne l'ont fait le sionisme et les autres « solutions » spécifiques à une question qui n'a pas de solution sous le régime du capitalisme déclinant. Seule une révolution internationale peut sauver les Juifs.

Il a trouvé ces arguments inacceptables. Il est très loin de sympathiser avec nos idées... un petit-bourgeois conservateur et borné — peut-être un petit-bourgeois désespéré, mais rien de plus.

EXTRAITS DE L'OUVRAGE DE A. LEON

"Conception matérialiste de la question juive"

Ecrit en Décembre 1942 et paru aux Editions "Pionniers" en 1946.

D) Sur la race juive

« La théorie » raciale dominante actuellement n'est rien d'autre qu'un essai d'asseoir « scientifiquement » le racisme. Elle est dénuée de toute valeur scientifique. Il suffit d'observer les pitoyables acrobaties auxquelles se livrent les théoriciens racistes pour démontrer la parenté des « germains » et des Nippons ou l'antagonisme irréductible entre « l'héroïque esprit germanique » et « l'esprit mercantile anglo-saxon », pour en être complètement vaincu. Les divagations d'un Montadon sur la « déprostitution » de l'« ethnologie » juive par... l'obligation de porter des étoiles de David ne valent certainement pas mieux. La prostitution véritable de certains « savants » au racisme montre un spectacle rare de déchéance de la dignité humaine. Ce n'est là d'ailleurs que l'aboutissement de la déchéance complète de la science bourgeoise qui déjà, sous la démocratie, n'était rien moins qu'objective.

Les niaiseries racistes ne doivent pas nous empêcher cependant d'examiner dans quelle mesure il est nécessaire de parler d'une race juive. Or, l'examen le plus superficiel de la question nous amène à la conclusion que les Juifs constituent en réalité un mélange de races des plus hétéroclites. C'est évidemment le caractère diasporique du judaïsme qui est la cause essentielle de ce fait. Mais même en Palestine, les Juifs furent loin de constituer une « race pure ». Sans parler du fait que, d'après la Bible, les Israélites ont emmené à leur sortie d'Egypte une masse d'Egyptiens et que Strabon les considérait comme descendants d'Egyptiens, il suffit de rappeler les nombreuses races qui s'étaient établies en Palestine : Hittites, Cananéens, Philistins, (« aryens »), Egyptiens, Phéniciens, Grecs, Arabes. La Judée était habitée, d'après Strabon, par des Phéniciens, des Egyptiens et des Arabes. Le développement du prosélytisme juif durant l'époque grecque et romaine, a fortement accentué le caractère mêlé du judaïsme. Déjà, en 139 avant J.-C., les Juifs sont chassés de Rome pour y avoir fait des prosélytes. La communauté d'Antioche était composée en grande partie de prosélytes. Le prosélytisme n'a jamais cessé, même durant les périodes postérieures. La conversion forcée d'esclaves au judaïsme, la conversion des Chasara ainsi que d'autres races et peu-

plades au cours de la longue diaspora, ont constitué autant de facteurs qui ont fait du judaïsme un conglomérat caractéristique de races.

Actuellement, il n'y a absolument aucune homogénéité raciale entre les Juifs yéménites par exemple et les Juifs du Daghestan. Les premiers sont du type oriental tandis que les derniers appartiennent à la race mongole. Il y a des Juifs noirs aux Indes, des Juifs éthiopiens (Falascha), des Juifs « troglodytes » en Afrique. Cependant cette différence fondamentale existant par exemple entre les Juifs du Daghestan et les Juifs yéménites n'épuise pas la question. En effet, les neuf dixièmes des Juifs actuels sont des Juifs habitant l'Europe orientale ou des descendants de Juifs de cette contrée. Y a-t-il une race juive européenne-orientale ? Voilà comment y répond le théoricien antisémite Hans Gunther : « Le judaïsme oriental qui forme près des neuf dixièmes des Juifs, composé aujourd'hui des Juifs de Russie, de Pologne, de Galicie, de Hongrie, d'Autriche et d'Allemagne, ainsi que de la plus grande partie des Juifs de l'Amérique du Nord ainsi que de l'Europe occidentale, constitue un mélange des races asiatique-antérieure (vor deradiatisch) orientale-balte-asiatique (inner asistisch) intérieure-nordique-hamiltique-nègre (Rassenkunde des judieches Volkes). D'après les recherches auxquelles on s'est livré à New-York, sur 4.235 Juifs, il y avait :

	<i>Juifs</i>	<i>Juives</i>
Types bruns	52,62 %	56,94 %
Types blonds	10,42 %	10,27 %
Types mêlés	36,96 %	32,79 %

14,25 % des Juifs et 12,70 % des Juives possédaient ce qu'on appelle le nez juif, qui n'est d'autre que le nez commun aux peuples de l'Asie mineure, particulièrement répandu parmi les Arméniens. Ce nez est aussi fortement répandu parmi les peuples méditerranéens ainsi que parmi les Bavarois (race dynarique). Ces quelques remarques nous permettent de conclure à l'inanité du concept de la « race juive ». La race juive est un mythe. Par contre, il est juste de dire que les Juifs constituent un mélange racial différent des mélanges raciaux de la plupart des peuples européens, principalement des slaves et des germains.

Cependant ce ne sont pas tellement les caractéristiques anthropologiques des Juifs qui les distinguent des autres peuples que leurs caractéristiques physiologiques, pathologiques et surtout psychiques.

C'est surtout la fonction économique et sociale du judaïsme à travers l'histoire qui explique ce phénomène. Durant des siècles, les Juifs furent des habitants des villes, livrés au commerce. Le type juif est beaucoup plus un résultat de cette fonction séculaire qu'une caractéristique raciale. Les Juifs ont absorbé une masse d'éléments raciaux hétérogènes, mais tous ces éléments ont été soumis à l'influence des conditions spécifiques dans lesquelles vivaient les Juifs, ce qui, à la longue, aboutit à la création de ce qu'on appelle le « type juif ». C'est le résultat d'une longue sélection non pas raciale, mais économique et sociale. La faiblesse corporelle, la fréquence de certaines maladies telles que le diabète, la nervosité, une attitude corporelle spécifique, etc..., ne sont pas des caractéristiques raciales, mais résultent d'une position sociale spécifique. Il n'y a rien de plus ridicule que d'expliquer, par exemple, le penchant au commerce ou la tendance vers l'abstraction des Juifs par leur race. Partout où les Juifs s'assimilent économiquement, partout où ils cessent de former une classe, ils perdent rapidement toutes ces caractéristiques. Il se fait ainsi que là où les théoriciens racistes pensaient se trouver en face d'une « véritable race », ils ne sont, en réalité, que devant une communauté humaine dont les caractéristiques spécifiques sont avant tout le résultat des conditions sociales dans lesquelles ils ont vécu durant de longs siècles. Un changement de ces conditions sociales doit naturellement entraîner la disparition des « caractéristiques raciales » du judaïsme.

E) Le sionisme

Le sionisme est né à la lueur des incendies provoqués par les pogromes russes de 1882 et dans le tumulte de l'affaire Dreyfus, deux événements qui reflétèrent l'acuité que commence à prendre le problème juif à la fin du XIX^e siècle.

La capitalisation rapide de l'économie russe après la réforme de 1863 rend intenable la situation des masses

juives des petites villes. En Occident, les classes moyennes, broyées par la concentration capitaliste, commencent à se tourner contre l'élément juif dont la concurrence aggrave leur situation. En Russie se fonde l'Association des « Amants de Sion ». Léo Pinsker écrit « l'Auto-émancipation », livre dans lequel il préconise le retour en Palestine, unique solution possible de la question juive. A Paris, le baron Rotschild, qui, comme tous les magnats juifs, considère avec très peu de faveur l'arrivée massive dans les pays occidentaux des immigrants juifs, commence à s'intéresser à l'œuvre de la colonisation juive en Palestine. Aider « leurs frères infortunés » à retourner dans le pays des « ancêtres », c'est-à-dire à aller le plus loin possible, n'a rien pour déplaire à la bourgeoisie de l'Occident, craignant avec raison la montée de l'antisémitisme. Un peu après la parution du livre de Léo Pinsker, un journaliste juif de Budapest, Théodore Herzi, assiste à Paris aux manifestations antisémites provoquées par l'affaire Dreyfus. Il écrira « l'Etat juif » qui demeure jusqu'à aujourd'hui l'Evangile du mouvement sioniste. Dès le début, le sionisme apparaît comme une réaction de la petite bourgeoisie juive (qui forme d'ailleurs encore le noyau du judaïsme), durement frappée par la vague montante de l'antisémitisme, ballottée d'un pays à l'autre, et qui essaie d'atteindre la Terre promise où elle pourra se soustraire aux tempêtes déferlant sur le monde moderne.

Le sionisme est donc un mouvement très jeune; c'est le plus jeune des mouvements nationaux européens. Cela ne l'empêche pas de prétendre, bien plus que tous les autres nationalismes, qu'il tire sa substance d'un passé extrêmement lointain. Tandis que le sionisme est en fait le produit de la dernière phase du capitalisme, du capitalisme commençant à pourrir, il prétend tirer son origine d'un passé plus que bimillénaire. Alors que le sionisme est essentiellement une réaction contre la situation créée au judaïsme par la combinaison de la destruction du féodalisme et de la décadence du capitalisme, il affirme qu'il constitue une réaction contre l'état de choses existant depuis la chute de Jérusalem en l'an 70 de l'ère chrétienne. Sa naissance récente est naturellement la meilleure réplique à ces prétentions. En effet, comment croire que le remède, à un mal existant depuis deux mille ans, ait seulement pu être trouvé à la fin du XIX^e siècle? Mais comme

tous les nationalismes, et bien plus intensément encore, le sionisme considère le passé historique à la lumière du présent. C'est ainsi d'ailleurs qu'il déforme l'image du présent. Tout comme on présente aux enfants français la France comme existant depuis la Gaule de Vercingétorix; tout comme on présente aux enfants de Provence les victoires que les rois de l'Ile de France ont remportées contre leurs ancêtres, comme leurs propres succès, ainsi le sionisme essaie de créer le mythe d'un judaïsme éternel, éternellement en butte aux mêmes persécutions.

Le sionisme voit dans la chute de Jérusalem la cause de la dispersion et par conséquent l'origine de tous les malheurs juifs dans le passé, le présent et le futur. « La source de tous les malheurs du peuple juif est la perte de sa patrie historique et sa dispersion dans tous les pays », déclare la délégation marxiste du « Poalé-Sion » au Comité hollando-scandinave. Après la dispersion violente des Juifs par les Romains, la lamentable histoire continue. Chassés de leur patrie, les Juifs n'ont pas voulu (ô beautés du libre arbitre!) s'assimiler. Pénétrés de leur « cohésion nationale », « d'un sentiment éthique supérieur » et d'« une croyance indestructible dans un Dieu unique » (voir l'article de Ben Adir, « Antisémitisme » dans la *Allgemeine Encyklopedie* »), ils ont résisté à toutes les tentatives d'assimilation. Leur seul espoir, pendant ces jours sombres qui ont duré deux mille ans, fut la vision d'un retour dans leur antique patrie.

Le sionisme ne s'est jamais sérieusement posé cette question : pourquoi, pendant ces deux mille ans, les Juifs n'ont-ils jamais tenté réellement de retourner dans cette patrie? Pourquoi a-t-il fallu attendre la fin du XIX^e siècle pour que Herzl parvienne à les convaincre de cette nécessité? Pourquoi tous les prédécesseurs de Herzl, comme le fameux Sebetai Zevi, s'étaient-ils vus traiter de faux messie? Pourquoi les adhérents de Sabetai Zevie furent-ils féroceement persécutés par le judaïsme orthodoxe?

Naturellement, pour répondre à ces questions intéressantes, on se réfugie derrière la religion. « Aussi longtemps que les masses croyaient qu'elles devaient demeurer dans la Diaspora jusqu'à la venue du Messie, il fallait souffrir en silence », dit Zitlovski (« Matérialisme et la Question nationale »), dont le sionisme est d'ailleurs assez conditionnel. Mais cependant cette explication ne nous

explique rien. Il s'agit précisément de savoir pourquoi les masses juives croyaient qu'il fallait attendre le Messie pour pouvoir « retourner dans leur patrie » ? La religion étant un reflet idéologique des intérêts sociaux, elle doit forcément leur correspondre. Aujourd'hui, la religion ne constitue nullement un obstacle au sionisme (1).

En réalité, aussi longtemps que le judaïsme était incorporé dans le système féodal, le « rêve de Sion » n'était précisément rien d'autre qu'un rêve et ne correspondait à aucun intérêt réel du judaïsme. Le cabaretier ou le « fermier » juif de Pologne du XVI^e siècle pensait aussi peu à « retourner » en Palestine qu'aujourd'hui le millionnaire juif d'Amérique. Le messianisme religieux juif ne se distinguait en rien des messianismes propres aux autres religions. Les pèlerins juifs qui se rendaient en Palestine y trouvaient des pèlerins catholiques, orthodoxes, musulmans. Ce n'était d'ailleurs pas tant le « retour en Palestine » qui constituait le fond de ce messianisme que la croyance dans la reconstruction du temple de Jérusalem.

Toutes ces conceptions idéalistes du sionisme sont naturellement inséparables du dogme de l'antisémitisme éternel. « Aussi longtemps que les Juifs habiteront la Diaspora, ils seront haïs par les « autochtones ». Ce point de vue essentiel au sionisme, son ossature, peut-on dire, est naturellement nuancé par ses divers courants. Le sionisme transpose l'antisémitisme moderne à toute l'histoire, il s'épargne la peine d'étudier les diverses formes de l'antisémitisme, son évolution. Cependant, nous avons vu qu'à diverses époques historiques, le judaïsme faisait partie des classes possédantes et était traité comme elles. En somme, les sources du sionisme devraient être cherchées dans l'impossibilité de s'assimiler, à cause de l'antisémitisme « éternel » et de la volonté de sauvegarder les « trésors du judaïsme » (Bôhm, « Die Zionistische Bewegung », Chap. III).

En réalité, l'idéologie sioniste, comme toute idéologie, n'est que le reflet déformé des intérêts d'une classe. C'est l'idéologie de la petite bourgeoisie juive, étouffant entre le féodalisme en ruine et le capitalisme en décadence. La

(1) Il y a un parti bourgeois religieux-sioniste (Misrakhi) et un parti ouvrier religieux-sioniste (Poalé-Misrakhi).

réfutation des fantaisies idéologistes du sionisme ne réfute naturellement pas les besoins réels qui l'ont fait naître. C'est l'antisémitisme moderne, et non pas le mythique antisémitisme « éternel » qui est le meilleur agitateur en faveur du sionisme. De même, la question essentielle qui se pose est de savoir dans quelle mesure le sionisme est capable de résoudre, non pas « l'éternel problème juif, mais la question juive à l'époque de la décadence capitaliste ».

Les théoriciens sionistes aiment à comparer le sionisme à tous les autres mouvements nationaux. Mais, en réalité, les fondements des mouvements nationaux et du sionisme sont tout à fait différents. Le mouvement national de la bourgeoisie européenne est la conséquence du développement capitaliste; il reflète la volonté de la bourgeoisie de créer les bases nationales de la production, d'abolir les survivances féodales. Le mouvement national de la bourgeoisie européenne est étroitement lié à la phase ascendante du capitalisme. Mais au XIX^e siècle, à l'époque de l'efflorescence des nationalismes, loin d'être « sioniste », la bourgeoisie juive était profondément assimilatrice. Le procès économique, d'où sont issues les nations modernes, posait les bases de l'intégration de la bourgeoisie juive dans la nation bourgeoise.

C'est seulement quand le procès de la formation des nations touche à sa fin, quand les forces productives se trouvent depuis longtemps à l'étroit dans les frontières nationales, que commence à se manifester le procès de l'expulsion des Juifs de la société capitaliste, que commence à se développer l'antisémitisme moderne. L'élimination du judaïsme accompagne la décadence du capitalisme. Loin d'être un produit de développement des forces productives, le sionisme est précisément la conséquence de l'arrêt total de ce développement, le résultat de la pétrification du capitalisme. Tandis que le mouvement national est le produit de la période ascendante du capitalisme, le sionisme est le produit de l'ère impérialiste. La tragédie juive du XX^e siècle est une conséquence directe de la décadence du capitalisme.

C'est là que gît l'obstacle principal à la réalisation du sionisme. *La décadence capitaliste, base de la croissance du sionisme, est aussi cause de l'impossibilité de sa réali-*

sation. La bourgeoisie juive est obligée de créer de toutes pièces un Etat national, de s'assurer les cadres objectifs du développement de ses forces productives, précisément à l'époque où les conditions d'un tel développement ont depuis longtemps disparu. Les conditions de la décadence du capitalisme qui ont posé d'une façon si aiguë la question juive, rendent aussi impossible sa solution par la voie sioniste. Et il n'y a rien d'étonnant à cela. On ne peut supprimer un mal sans en détruire les causes. Or, le sionisme veut résoudre la question juive sans détruire le capitalisme qui est la source principale des souffrances des Juifs.

A la fin du XIX^e siècle, à l'époque où le problème juif commençait seulement à se poser dans toute son acuité, 150.000 Juifs quittaient annuellement leur pays d'origine. Entre 1881 et 1925, près de 4 millions de Juifs se sont expatriés. Malgré ces chiffres énormes, le judaïsme de l'époque orientale est passé de 6 à 8 millions.

Ainsi, même quand le capitalisme se développait encore, même quand les pays d'outre-mer accueillaient encore les émigrants, la question juive ne pouvait recevoir même un commencement de solution (dans le sens sioniste) ; loin de diminuer, la population juive montrait un mauvais penchant à vouloir croître encore. Pour commencer à résoudre la question juive, c'est-à-dire pour commencer à transplanter réellement les masses juives, il faudrait que les pays d'immigration absorbassent au moins un peu plus que l'accroissement naturel des Juifs dans la Diapora, soit au moins 300.000 Juifs par an. Et si, avant la première guerre impérialiste, lorsque toutes les conditions étaient encore favorables à l'émigration, lorsque tous les pays développés tels les Etats-Unis laissaient entrer les immigrants en masse, un tel chiffre n'a jamais pu être atteint, comment croire qu'une telle réalisation soit possible à la période de la crise persistante du capitalisme, à l'époque des guerres presque incessantes.

Naturellement, il y a suffisamment de navires dans le monde pour transporter des centaines de milliers, voire même des millions de Juifs. Mais si tous les pays ont fermé leurs portes aux émigrants, c'est parce qu'il y a une surproduction de forces de travail, comme il y a une surproduction de marchandises. Contrairement à Malthus qui croyait qu'il y aurait trop d'hommes parce qu'il y aurait trop peu de produits, c'est précisément l'abondance des

produits qui est cause de la « pléthore » des humains. Par quel miracle, à l'époque où les marchés mondiaux sont saturés de produits, à l'époque où le chômage s'installe partout en permanence, par quel miracle un pays aussi grand et aussi riche qu'il fut (nous laissons donc de côté les données spécifiques à la pauvre et petite Palestine), pourrait-il développer ses forces productives au point de pouvoir accueillir chaque année 300.000 émigrants? En réalité, les possibilités d'émigration juive diminuent en même temps qu'augmente sa nécessité. Les causes qui poussent à l'émigration sont les mêmes que celles qui empêchent sa réalisation; elles proviennent toutes de la décadence du capitalisme.

C'est de cette contradiction essentielle entre la *nécessité* et la *possibilité* d'émigrer que découlent aussi les difficultés politiques du sionisme. L'époque du développement des nations européennes fut aussi la période d'une intense colonisation dans les pays d'outre-mer. C'est au début et au milieu du XI^e siècle, dans l'âge d'or du nationalisme européen, que fut colonisée l'Amérique du Nord; c'est aussi dans cette période que l'Amérique du Sud et l'Australie commencèrent à se développer. De vastes étendues de la Terre étaient presque entièrement sans maître et se prêtaient merveilleusement à l'établissement des millions d'émigrants européens. A cette époque, pour les raisons que nous avons étudiées, les Juifs ne songèrent pas ou peu à émigrer.

Aujourd'hui, le monde entier est colonisé, industrialisé et divisé entre les divers impérialismes. Partout, les émigrants juifs se heurtent à la fois au nationalisme des « indigènes » et à l'impérialisme dominant. En Palestine, le nationalisme juif se heurte à un nationalisme arabe de plus en plus agressif. Le développement de la Palestine par l'immigration juive accroît même l'intensité de ce nationalisme arabe. Le développement économique du pays a pour résultat l'accroissement de la population arabe, sa différenciation sociale, la croissance d'un capitalisme national. Pour vaincre la résistance arabe, les Juifs ont besoin de l'impérialisme anglais. Mais son « appui » est aussi nuisible que la résistance arabe. L'impérialisme anglais voit d'un œil favorable une faible immigration juive constituant un contrepoids au facteur arabe, mais il est résolument hostile à l'établissement d'une nombreuse

population juive en Palestine, au développement industriel, à l'accroissement du prolétariat. Il se sert simplement des Juifs pour contre-balancer la menace arabe, mais il fait tout pour susciter des difficultés à l'immigration juive.

Ainsi, aux difficultés croissantes provenant de la résistance arabe, s'ajoute le jeu perfide de l'impérialisme britannique. Enfin, il faut tirer une dernière conclusion des prémisses fondamentales qui ont été établies. A cause de son caractère nécessairement artificiel, à cause du peu de perspectives d'un développement rapide et normal à l'économie palestinienne à notre époque, l'œuvre de colonisation sioniste demande des capitaux considérables. Le sionisme demande aux races juives du monde des sacrifices sans cesse croissants. Mais aussi longtemps que la situation des Juifs est plus ou moins supportable dans la Diaspora, aucune classe juive ne sent la nécessité de faire ces sacrifices. Au fur et à mesure que les masses juives sentent la nécessité d'avoir une « patrie », au fur et à mesure aussi que les persécutions augmentent d'intensité, les masses juives sont de moins en moins en mesure de contribuer à l'édification sioniste. « Un peuple juif fort dans la Diaspora est nécessaire à la reconstruction palestinienne », dit Ruppin. Mais aussi longtemps que le peuple juif est fort dans la Diaspora, il ne ressent aucun besoin de la reconstruction palestinienne. Quand il la ressent fort, cette nécessité, la possibilité de la réaliser n'existe plus. Il serait difficile de demander aujourd'hui aux Juifs européens, qui ont un pressant besoin vital d'émigrer, de faire quelque chose pour la reconstruction palestinienne. Le jour où ils pourront le faire, il y a beaucoup à parier que leur enthousiasme pour cette tâche baissera beaucoup.

On ne peut naturellement pas exclure une réussite relative du sionisme dans le sens de la création d'une majorité juive en Palestine et de la formation même d'un « Etat juif », c'est-à-dire d'un Etat placé sous la domination complète de l'impérialisme anglais ou américain. Ce serait en quelque sorte un retour à l'état de choses ayant existé en Palestine avant la destruction de Jérusalem et, à ce point de vue, il y aura « réparation d'une injustice bimillénaire ». Mais ce minuscule Etat juif « indépendant » au milieu d'une Diaspora mondiale ne sera qu'un retour apparent à l'état de choses d'avant 70. Ce ne sera même pas le

commencement de la solution de la question juive. En effet, la Diaspora juive de l'époque romaine avait de solides bases économiques; les Juifs jouaient dans le monde un rôle économique important. L'existence ou la non existence d'une métropole palestinienne n'avait, pour les Juifs de cette époque, qu'une importance secondaire. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de donner aux Juifs un centre politique ou spirituel (comme le voulait Achaad Haem). Il s'agit de sauver le judaïsme de l'anéantissement qui le guette dans la Diaspora. Or, en quoi l'existence d'un petit Etat juif en Palestine changera-t-elle quelque chose à la situation des Juifs polonais ou allemands? En admettant même que tous les Juifs du monde eussent été aujourd'hui citoyens palestiniens, la politique d'Hitler eût-elle été différente? Il faut être frappé d'un incurable crétinisme juridique pour croire que, surtout à l'époque actuelle, la création d'un petit Etat juif en Palestine pourrait changer quoi que ce soit à la situation des Juifs dans le monde. La situation, après la création éventuelle d'un Etat juif en Palestine, ressemblera à l'état de choses qui existait à l'époque romaine en ceci seulement que, *dans les deux cas, l'existence d'un petit Etat juif en Palestine n'exerce aucune influence sur la situation des Juifs dans la Diaspora.* A l'époque romaine, la position économique et sociale du judaïsme de la Diaspora était très forte, aussi la disparition de cet Etat juif ne l'a nullement compromise. Aujourd'hui, la situation des Juifs dans le monde est très mauvaise; aussi le rétablissement d'un Etat juif en Palestine ne saura nullement la rétablir. Dans les deux cas, la situation des Juifs ne dépend nullement de l'existence d'un Etat en Palestine, mais est fonction de la situation économique, sociale et politique générale. En supposant même que le rêve sioniste se réalise et que « l'injustice séculaire » soit réparée — et nous en sommes encore très loin — la situation du judaïsme mondial n'en sera nullement modifiée. Le temple sera peut-être rebâti, mais les fidèles continueront à souffrir.

L'histoire du sionisme est la meilleure illustration des difficultés invincibles qu'il rencontre, difficultés résultant, en dernière analyse, de la contradiction essentielle qui le déchire: contradiction entre la nécessité croissante de résoudre la question juive et l'impossibilité croissante de la résoudre dans les conditions de capitalisme décadent.

Immédiatement après la guerre impérialiste, l'émigration juive en Palestine ne rencontrait pas de grands obstacles sur son chemin. Malgré cela, il y eut relativement peu d'immigrants; les conditions économiques des pays capitalistes après la guerre rendaient moins pressant le besoin d'émigrer. C'est d'ailleurs à cause de la faible étendue de cette émigration que le gouvernement britannique ne se sentait pas obligé d'accumuler des obstacles à l'entrée des Juifs en Palestine. Dans les années 1924-25-26, la bourgeoisie polonaise ouvrit une offensive économique contre les masses juives. Ces années sont aussi la période d'une immigration très importante en Palestine. Mais cette immigration massive se heurte bientôt à d'insurmontables difficultés économiques. Le reflux est presque aussi grand qu'avait été le flux. Jusqu'à 1933, date de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'immigration continue à être très peu importante. Après cette date, des dizaines de milliers de Juifs commencent à arriver en Palestine. Mais cette « conjoncture » est bientôt arrêtée par une rafale de manifestations et massacres antijuifs. Les Arabes craignent sérieusement de devenir une minorité dans le pays. Les féodaux arabes craignent d'être submergés par la vague du capitalisme. L'impérialisme britannique profite de cette tension pour accumuler des obstacles à l'entrée des Juifs, pour essayer d'approfondir le fossé existant entre Juifs et Arabes, en proposant le partage de la Palestine. Jusqu'à la seconde guerre impérialiste, le sionisme se trouvait ainsi aux prises avec des difficultés croissantes. La population palestinienne vivait dans un état de terreur permanente. Précisément quand la situation des Juifs devenait de plus en plus désespérée, le sionisme se montrait absolument incapable d'y porter remède. Les immigrés juifs « clandestins » étaient accueillis à coups de fusil par les « protecteurs » britanniques.

L'illusion sioniste commençait à perdre de l'attrait même aux yeux des moins avertis. En Pologne, les dernières élections montrèrent que les masses juives se détournaient complètement du sionisme. Les masses juives commençaient à comprendre que non seulement le sionisme ne pouvait pas améliorer sérieusement leur situation, mais qu'il fournissait des armes aux antisémites par ses théories sur la « nécessité objective de l'émigration juive ». La guerre impérialiste et le triomphe de l'hitlé-

risme en Europe constituant pour le judaïsme un désastre sans précédent. Le judaïsme se trouve devant la menace de l'extermination complète. Que peut le sionisme devant un tel désastre? N'est-il pas évident que la question juive dépend très peu des destinées futures de Tel-Aviv, mais beaucoup du régime qui s'établira demain en Europe et dans le monde? Les sionistes placent beaucoup d'espoir dans une victoire de l'impérialisme anglo-saxon. Cependant, existe-t-il une seule raison de croire que l'attitude des impérialistes anglo-saxons différera après leur victoire éventuelle de leur attitude d'avant cette guerre? Il est évident que non. En admettant même que l'impérialisme anglo-saxon crée une espèce d'Etat juif avorton, nous avons vu que la situation du judaïsme mondial en serait à peine influencée. Une large immigration juive en Palestine, après cette guerre, se heurtera aux mêmes difficultés qu'elle a connues avant. Dans les conditions de la décadence capitaliste, il est impossible de transplanter des millions de Juifs. Seule, une économie planifiée mondiale socialiste serait capable d'un tel miracle. Mais cela suppose naturellement la Révolution prolétarienne.

Or, précisément, le sionisme prétend vouloir résoudre la question juive indépendamment de la Révolution mondiale. En méconnaissant les sources réelles de la question juive à notre époque, en se berçant de rêves puérils et de sots espoirs, le sionisme démontre qu'il est une excroissance idéologique et non pas une doctrine scientifique.

(1) Dans ce chapitre, il n'est question du sionisme qu'en tant qu'il est lié à la question juive. Le rôle du sionisme en Palestine constitue naturellement un autre problème.

BULLETIN INTERIEUR.
DU SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IVÈME INTERNATIONALE

NUMERO SPECIAL - Prix : 10 F.

OCTOBRE 1947

S O M M A I R E :

- Projet de thèses sur la question juive
après la IIème guerre impérialiste.

Note : Le "Projet de thèses sur la question juive après la IIème
guerre impérialiste est soumis à la discussion dans l'Inter-
nationale par le Secrétariat International.

Octobre 1947

Le S.I.

A - LA QUESTION JUIVE DANS LE MONDE CAPITALISTE

1. - Peuple commerçant dont la survivance au milieu d'autres peuples trouve sa racine dans une fonction sociale particulière, les juifs ont vu leur sort déterminé à travers les âges par l'évolution générale de la société, évolution qui changea leurs rapports avec les différentes classes. La révolution bourgeoise dans l'Europe occidentale ouvrit la porte des ghettos et intégra les masses juives dans la société environnante. L'assimilation des juifs sembla chose faite. Mais les pays d'Europe centrale et orientale, les plus vastes réservoirs des juifs cantonnés depuis des siècles dans des fonctions d'intermédiaires, entrent dans la voie du développement capitaliste au moment où le capitalisme mondial était déjà entré dans sa phase impérialiste. Alors que les rapports d'échange et de production séculaires se virent brusquement bouleversés, enlevant aux juifs la base matérielle de leur existence, aucune industrialisation massive ne permit l'intégration dans le prolétariat de ces millions d'intermédiaires devenus inutiles. La différenciation sociale des masses juives fut de ce fait entravée. Une petite partie des juifs seulement devint capitaliste ou prolétaire ; une partie plus importante émigra, contrecarrant ainsi la tendance à l'assimilation complète qui régnait dans les pays occidentaux. La grande majorité resta dans un état misérable de petits commerçants, "écrasés entre le féodalisme, la putréfaction de l'un augmentant la putréfaction de l'autre" (A. Leon).

2. - Les mouvements antisémites du passé possédèrent toujours une base sociale directe ou indirecte. Ce furent des mouvements de classes sociales différentes, dont les intérêts entrèrent successivement en conflit avec la fonction sociale du juif. Il n'en est pas autrement du renouveau que connut l'antisémitisme vers le début du XXème siècle.

a) Dans les pays arriérés d'Europe Orientale, des forces politiques réactionnaires pouvaient réussir à détourner le mécontentement et le désespoir des masses vers des pogromes périodiques parce que la haine du petit peuple envers le petit usurier et prêteur à gage juif, envers le petit commerçant et le cabaretier juif était une réalité sociale indéniable.

b) Dans les pays d'Europe centrale, les mouvements antisémites tels que celui du bourgmestre Lueger à Vienne, trouvèrent leur racine sociale dans l'exacerbation de la concurrence à l'intérieur des classes moyennes, libérales et commerçantes, submergées par un flot d'immigrants juifs.

c) En France, le mouvement antisémite qui se déclencha à l'occasion de l'affaire Dreyfus trouva son origine sociale dans la haine de l'aristocratie face aux banquiers juifs qui achetèrent leurs châteaux, et des fils d'aristocrates qui voyaient les carrières qui leur étaient autrefois "réservées", exclusivement occupées par ces dangereux concurrents.

Ces couches sociales réussirent à orienter contre les juifs, pour un certain temps, les sentiments nationalistes exacerbés d'une grande partie de la petite bourgeoisie.

Ayant leurs racines dans les conflits sociaux déterminés, ces différents mouvements antisémites apparurent, avec des manifestations fort diverses, allant des phénomènes de la plus pure barbarie (pogromes russes) à la formulation de théories nationalistes "raffinées" caractéristique pour l'époque impérialiste (Charles Maurras).

3. - Les possibilités sociales de l'assimilation des juifs en Europe occidentale avaient créé un puissant mouvement idéologique vers l'assimilation totale. L'impossibilité d'une assimilation massive des juifs en Europe orientale provoque un courant puissant favorable à une renaissance nationale et à une conservation des particularités nationales. C'est au milieu de fortes concentrations de masses populaires juives, en Pologne, en Lithuanie, en Russie occidentale, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie que se développa une nouvelle littérature en Yiddisch, un nouveau folklore, une intense vie culturelle et même politique autonome (le "Bund" dans le mouvement ouvrier). Dans la mesure où les masses juives émigrées aux Etats-Unis s'y retrouvèrent socialement cantonnées dans des secteurs déterminés de la vie économique, et géographiquement concentrées, ce mouvement se prolongea jusque dans ces pays. LENINE qui, seul, sut appliquer dans la IIème Internationale une stratégie marxiste dans la question nationale, rejeta tout pédantisme dans son jugement de ce courant. Il partit du point de vue que la tâche du parti révolutionnaire consistait à intégrer dans le mouvement d'émancipation prolétarienne tous les courants d'autonomie culturelle et nationale correspondant à la véritable aspiration des masses laborieuses. C'est pourquoi il reconnut la légitimité, du point de vue socialiste, de ce mouvement juif autant que du mouvement polonais ou tchèque. La tâche des ouvriers juifs consistait à lutter à côté des travailleurs du pays dans lequel ils habitaient, pour le renversement du capitalisme, après quoi il leur serait laissée entière liberté d'adopter l'organisation de leur autonomie nationale et culturelle d'après leur choix.

4. - L'époque du capitalisme décadent est en même temps l'époque de la crise aggravée du problème juif. L'inflation, la pression accentuée du capital bancaire, puis la grande crise économique, ruinent les millions de petits artisans et commerçants, et exacerbent à l'extrême la haine contre les concurrents juifs. Le chômage terrible qui sévit parmi les travailleurs

intellectuels et la misère accrue des professions libérales en Europe centrale et orientale, créent un climat particulièrement favorable pour l'apparition de vastes mouvements petits-bourgeois de masse, trouvant dans l'antisémitisme une de leurs armes idéologiques propres. Dans les pays d'Europe orientale, ces mouvements traduisent un courant populaire extrêmement profond qui s'extériorise en de nombreuses explosions sanglantes. En Allemagne, c'est le pouvoir d'état, tombé entre les mains des dirigeants nazis, qui a organisé d'en haut la persécution et plus tard l'extermination des juifs. En ce sens, c'est le capitalisme décadent qui est pleinement responsable du sort effroyable des masses juives en Europe, pour avoir remis sciemment entre les mains d'une bande de criminels sanglants les instruments de répression contre les juifs. L'extermination des juifs européens par l'impérialisme allemand est un avertissement pour tous les autres peuples, leur montrant le sort qui les attend si la société actuelle continue à pourrir.

5. - LE SIONISME

Le sionisme est né dans la petite bourgeoisie juive d'Europe centrale en réaction à la renaissance de l'antisémitisme au début du XXème siècle. Mouvement typiquement petit-bourgeois, il est resté longtemps dépourvu de l'aide de la bourgeoisie juive et isolé des masses populaires. Au cours de la première guerre mondiale, l'impérialisme britannique voulant en faire un instrument pour s'installer en Palestine, sembla lui donner la possibilité de devenir une réalité par la déclaration Balfour. A partir de ce moment commencèrent à se déclarer un léger afflux de capitaux et un faible mouvement d'immigration. Ce n'est qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir et la chute rapide dans l'abîme de tout le judaïsme européen, que ces deux mouvements s'"accélérent" contracarrés à la fois par des explosions nationalistes arabes et par la politique de l'impérialisme britannique, dressant de plus en plus des barrières à la pénétration juive en Palestine.

Pour le prolétariat révolutionnaire, le sionisme doit être considéré comme un mouvement à la fois UTOPIQUE et REACTIONNAIRE :

- Utopique

a) par ce qu'il juge possible un développement harmonieux "des forces productives dans une "économie fermée" en Palestine, au milieu d'un monde capitaliste sujet à des convulsions économiques de plus en plus grandes. Le formidable développement de l'économie palestinienne qui serait nécessaire pour permettre l'absorption de plusieurs millions d'immigrés est irréalisable dans le cadre de l'économie capitaliste mondiale actuelle.

b) parce qu'il juge possible la création d'un état juif (ou bi-national) au milieu de l'hostilité avérée de 50 millions d'arabes, alors même que l'immigration juive et l'industrialisation progressive du pays développent dans les mêmes proportions la population arabe.

c) parce qu'il espère obtenir ce résultat en comptant sur des manœuvres entre les grandes puissances, qui, en réalité, veulent toutes utiliser uniquement le mouvement sioniste comme un pion dans leur jeu de puissances envers le monde arabe.

d) parce qu'il pense pouvoir neutraliser l'antisémitisme dans le monde par le simple octroi d'une nationalité aux juifs, alors que cet antisémitisme a des racines sociales historiques et idéologiques profondes qui seront d'autant plus difficiles à arracher à mesure que se prolonge l'agonie du capitalisme.

- Réactionnaire

a) parce qu'il sert de soutien à la domination impérialiste britannique, en donnant à l'impérialisme le prétexte de servir "d'arbitre" des différends judéo-arabes, en demandant lui-même le maintien du mandat britannique et en développant une économie juive "fermée" en miniature,

dont les masses laborieuses ont un standard de vie beaucoup plus élevé et des intérêts immédiats différents de ceux des masses laborieuses arabes.

b) parce qu'il provoque une réaction nationaliste de la part des masses arabes, cause une division raciale du mouvement ouvrier, accentue "l'union sacrée" chez les juifs et les arabes et permet ainsi à l'impérialisme d'éterniser ce conflit, moyen d'éterniser la présence des troupes en Palestine.

c) parce qu'il ralentit le mouvement pour la révolution agraire en achetant des terres aux propriétaires fonciers arabes et en les exploitant grâce aux subsides étrangers comme une agriculture juive "fermée" à l'intérieur de l'agriculture palestinienne arabe. De ce fait la position des propriétaires fonciers est dans une certaine mesure renflouée, des terres sont enlevées aux paysans arabes et, ce qui est plus important que tout, la masse juive de Palestine n'a aucun intérêt à combattre pour le partage des terres des "effendis" parmi les paysans arabes car ce partage signifierait la fin de ses achats de terre.

d) parce qu'il freine la participation des masses ouvrières juives à la lutte des classes dans le reste du monde, les sépare du prolétariat mondial, leur donne des buts autonomes à atteindre et crée des illusions quant à la possibilité d'améliorer leur sort dans le cadre du capitalisme mondial décadent.

Pour toutes ces raisons, le mouvement révolutionnaire ouvrier a toujours mené une lutte violente contre l'idéologie et la pratique sioniste. Les arguments que les représentants "socialistes" du sionisme avancent en faveur de leur cause sont soit les arguments réformistes classiques ("possibilité d'améliorer progressivement la situation des masses juives"...), soit des arguments sociaux-patriotes ("il faut d'abord résoudre la question nationale pour tous les juifs avant d'entamer la solution des problèmes sociaux pour les travailleurs juifs"), soit les arguments classiques des défenseurs de l'impérialisme ("la pénétration des juifs en Palestine n'a pas seulement développé l'industrie, mais aussi le mouvement ouvrier, la culture générale des masses, leur niveau de vie etc...), arguments avancés par les défenseurs du colonialisme dans tous les pays.

B - L'ASPECT ACTUEL DE LA QUESTION JUIVE DANS LE MONDE

6 - Après la seconde guerre mondiale, la situation particulièrement tragique des juifs semble un symbole pour toute la tragédie de l'humanité glissant vers la barbarie. Après l'effroyable catastrophe du judaïsme européen, les juifs, partout où ils se trouvent, font face à une recrudescence de l'hostilité de la population envers eux.

a) En Europe, deux ans après la "libération", plus de 100 000 juifs continuent à être soumis au plus infamant des régimes dans des camps ; les maîtres impérialistes qui réussirent, au cours de leurs opérations militaires, à déplacer des millions d'hommes en quelques jours de temps, n'ont pu trouver, après 20 mois de recherches, un refuge quelconque pour ces malheureux rescapés des camps nazis. Dans le reste du continent, il subsiste à peine un million de juifs.

b) En Palestine, 700 000 juifs font face au monde arabe en pleine ébullition. Le développement du capitalisme égyptien et syrien ajoute le facteur de concurrence économique aux multiples causes de l'anti-sionisme militant. L'impérialisme britannique, les féodaux et les bourgeois arabes feront, de leurs côtés, tout leur possible pour détourner la haine des masses opprimées arabes contre le bouc émissaire juif. De ce fait, les juifs palestiniens risquent de se voir exterminer dans l'explosion générale qui se prépare au Moyen Orient.

c) En U.R.S.S., la bureaucratie a utilisé dans sa lutte contre l'opposition, l'antisémitisme qui restait latent dans les masses paysannes et les couches ouvrières arriérées. Durant les années du premier et du second plan quinquennal, des millions de commerçants et d'artisans juifs furent intégrés dans les rangs inférieurs et moyens de la bureaucratie comme ingénieurs, techniciens, directeurs de coopératives, et dans les couches supérieures des kolkhoses. Ils constituent en Russie occidentale cette partie de la bureaucratie qui est la plus directement en contact avec les masses opprimées et, de ce fait, c'est en grande partie sur eux que se concentre la haine des masses contre les parasites et les profiteurs du régime. Les pogromes sanglants déclenchés par la population indigène lors de l'invasion allemande constituent des indices très clairs quant à l'exacerbation de cette haine (70 000 juifs tués à Kiev en 24 heures de temps). Une accentuation de la crise sociale en Russie, l'épuration de la guerre civile passeront certainement par l'extermination des masses juives au cas où se produirait une victoire de la contre-révolution.

d) Enfin aux Etats-Unis, le cantonnement des juifs dans des secteurs déterminés de l'artisanat, des professions commerciales et libérales, créera, lors de la prochaine crise économique violente, l'exacerbation de la concurrence qui donnera à l'antisémitisme présent de façon latente dès maintenant, une puissante base matérielle. L'exploitation des préjugés réactionnaires contre les "minorités raciales" est depuis longtemps l'arme préférée des gangsters fascistes américains. A mesure que l'accentuation de la crise sociale, la politisation du mouvement ouvrier, et la décomposition rapide de la "démocratie" américaine, engendreront le développement d'un parti fasciste de masse, l'antisémitisme autant que l'agitation anti-nègre, prendront des dimensions monstrueuses. Le sort des juifs aux Etats-Unis est lié de la façon la plus intime à l'issue de la lutte gigantesque de la classe ouvrière américaine et de la bourgeoisie yankee. Une victoire de celle-ci, à travers l'établissement d'une dictature, signifierait à brève échéance, une catastrophe comparable seulement à la catastrophe que constitua pour les juifs d'Europe l'arrivée de Hitler au pouvoir.

7 - La série interminable d'épreuves par lesquelles sont passées les masses juives en Europe, a sans aucun doute accentué le développement d'une conscience nationale, autant auprès des survivants qu'auprès des masses juives d'Amérique et de Palestine qui se sentent le plus étroitement liées au sort de leurs frères en Europe. Cette conscience nationale s'exprime de la façon suivante :

a) les masses juives, en général, désirent maintenant affirmer leur nationalité propre, en face des autres peuples. Un nationalisme juif violent répond à la violence des persécutions et de l'antisémitisme.

b) les masses juives en Europe ont les yeux tournés vers l'émigration. En présence de la fermeture hermétique de toutes les frontières, par suite des conditions générales du monde d'après guerre et en concordance avec la vague de nationalisme qui les entraîne, cette volonté de quitter le continent qui, pour eux, n'est qu'un vaste cimetière, s'exprime avant tout en une volonté sioniste d'aller en Palestine.

c) à l'intérieur du mouvement sioniste, la lutte pour "l'Etat Juif", jadis menée exclusivement par l'extrême droite ("les révisionnistes") est actuellement reprise par tous les partis ("Programme de Biltmore"), sauf par le parti centriste Haschomer Hazair.

La renaissance de la conscience nationale des masses est un résultat de la décomposition du capitalisme qui remet en question tous les problèmes résolus lors de sa période d'essor. S'appuyant fermement sur son programme et sur une analyse scientifique de la situation en Palestine, mais considérant en même temps l'état réel de conscience des masses juives, la IVème Internationale doit reconnaître comme légitime leur volonté de mener une existence nationale à eux. Elle doit démontrer concrètement que la conquête de cette nationalité est irréalisable dans la société capitaliste décadente, et plus particulièrement irréalisable et réactionnaire en Palestine. Elle doit démontrer que, pour les juifs, comme pour tous les autres peuples de la terre, la défense ou la conquête définitive de leur nationalité propre ne peut pas s'obtenir au moyen de la construction d'Etats et d'économies "fermées", mais que l'économie socialiste planifiée mondiale constitue le seul cadre réaliste dans lequel est actuellement possible un libre développement normal des peuples. La IVème Internationale doit rendre les masses juives conscientes des terribles catastrophes qui les attendent si la putréfaction du capitalisme poursuit son cours. Seule, l'intégration du mouvement d'émancipation juif dans le mouvement ouvrier mondial permettra une solution harmonieuse du problème juif. La planification socialiste "bouleversant la topographie du globe" (Trotsky) assurera à tous ceux qui le désirent une existence nationale particulière dans le cadre des Etats-Unis du monde.

8 - Mais la IVème Internationale ne gagnera jamais une influence décisive auprès des masses juives en prêchant uniquement la nécessité de la révolution socialiste pour leur émancipation. Ce n'est qu'en prenant la tête d'un vaste mouvement mondial de solidarité de la part du prolétariat envers les victimes des persécutions impérialistes et fascistes ; ce n'est qu'en montrant en pratique aux juifs que les solutions proposées par le mouvement révolutionnaire sont plus favorables et plus réalisables que la "solution" sioniste, que la IVème Internationale réussira au prochain tournant à englober les masses juives dans la lutte anti-impérialiste mondiale. Marcher actuellement contre le courant sioniste, lui opposer une issue autre immédiate et concrète, tels sont les deux éléments indispensables pour préparer l'étape prochaine ; quand les masses juives auront fait leur expérience décevante avec le sionisme, quand elles auront compris l'inutilité de leurs efforts et de leurs sacrifices, elles se tourneront vers nous à condition que nous sachions dès maintenant aller vers elles avec nos solutions autant qu'avec une critique implacable du sionisme.

a) Toutes les sections de la IVème Internationale doivent mettre en avant le mot d'ordre : "Ouvrez les portes de tous les pays aux réfugiés juifs!", "Abolition de toutes les restrictions à l'immigration". Ce slogan doit être défendu plus spécialement par le SWP des Etats-Unis d'une part, et par nos sections anglaise, canadienne, française et toutes nos sections de l'Amérique Latine d'autre part. Ces dernières ainsi que notre section australienne, et plus particulièrement les sections d'Argentine et du Brésil doivent joindre à ces slogans les mots d'ordre : "Abolition de toutes les clauses de discrimination raciale et religieuse dans la législation sur l'immigration". Chaque occasion concrète (plaintes sur le manque de main d'oeuvre et sur la diminution de la population ; ouverture partielle du pays pour certaines catégories d'immigrés ; acte de commémoration en faveur des victimes du fascisme ...) doit être employée pour alerter l'opinion publique ouvrière du pays et pour exiger le déclenchement d'actions concrètes en vue d'obtenir des résultats immédiats. Des résolutions telles que celles du CIO doivent être employées comme point de départ pour exiger des actions de la part de la FSM, pour organiser des mouvements concertés dans les secteurs de la vie économique et sociale les plus aptes à exprimer leur solidarité par l'action (marins, employés gouvernementaux, fonctionnaires...) à travers des grèves perlées, des sabotages organisés des mesures de discrimination, des protestations, des meetings et des manifestations coordonnées etc... C'EST SEULEMENT DANS

LA MESURE OU NOS SECTIONS POURRONT PROUVER AUX JUIFS QU'ELLES LUTTENT REELLEMENT ET EFFICACEMENT POUR L'OUVERTURE DE LEUR PROPRE PAYS A L'IMMIGRATION QU'ELLES POURRONT LES AMENER A PREFERER L'IMMIGRATION DANS CES PAYS A L'IMMIGRATION EN PALESTINE, plus dure à obtenir et constituant en même temps un acte contraire aux intérêts vitaux des masses anti-impérialistes du Moyen-Orient.

b) Toutes les sections de la IVème Internationale doivent s'atteler sérieusement à la tâche de combattre les relents d'idéologie antisémite qui subsistent ou se développent toujours davantage, dans de larges couches de la population de tous les pays. Ce travail de désintoxication est d'autant plus urgent que le mouvement ouvrier "officiel", à la fois par conformisme, par lâcheté ou par d'étroits calculs partisans (l'antitrotskisme du PCF s'exprime pas mal de fois par des arguments antisémites...) ne fait rien pour éliminer de la conscience des masses le poison anti-juif déposé par la propagande hitlérienne. En toute occasion concrète, nos sections doivent détruire les mensonges fascistes au sujet du "capitalisme juif" ou des "accapareurs juifs". Elles doivent alerter systématiquement les organisations de masse prolétariennes contre chaque tentative de reconstruire ces organisations antisémites. Utilisant les exemples tragiques des dernières années, elles doivent imprégner la conscience des masses de cette vérité fondamentale, leur propre sort est en jeu dans la lutte contre le gangstérisme antisémite. C'est seulement dans la mesure où nos sections feront admettre par les masses cette vérité et la feront traduire en actes, qu'elles réussiront à convaincre les juifs que seule l'intégration de leur mouvement d'émancipation dans le mouvement ouvrier mondial les rendra aptes à se défendre efficacement contre de nouvelles vagues d'antisémitisme.

c) Toutes les sections de la IVème Internationale qui font face à un mouvement fasciste organisé utilisant à fond la démagogie antisémite et passant à des actes terroristes contre les juifs, doivent s'efforcer de mobiliser la classe ouvrière dans des formations armées (Milice ...) pour la défense des juifs. Là où la population juive est géographiquement concentrée en des quartiers juifs, elles doivent proposer et favoriser la création de milices d'auto-défense armées en s'efforçant de les fusionner avec les milices ouvrières. Elles doivent expliquer aux masses juives que seule cette fusion dans la lutte armée peut garantir une défense efficace ; mais, en même temps, elles doivent avertir les travailleurs que seule une défense armée des juifs préviendra l'écrasement ultérieur par les mêmes armées fascistes du mouvement ouvrier tout entier.

C- L'ASPECT ACTUEL DU PROBLEME PALESTINIEN

9 - Le problème palestinien a reçu une importance nouvelle et particulière depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par suite d'une série de "facteurs nouveaux" qui changent profondément sa physionomie.

a) L'industrialisation du Proche et du Moyen Orient a raffermi, dans une certaine mesure, les bourgeoisies arabes indigènes en Egypte, en Palestine même, en Syrie, au Liban et dans une moindre mesure dans d'autres pays arabes. La différenciation sociale de la vieille société arabe féodale ou patriarcale s'est accélérée. Un prolétariat arabe beaucoup plus puissant numériquement et politiquement, déjà conscient, est apparu sur la scène politique dans de nombreux pays du Moyen-Orient (grèves en Egypte, Palestine, Syrie, Irak et Iran). Le nationalisme arabe se différencie de la même façon. A côté du panislamisme féodal et réactionnaire apparaît maintenant un courant panarabe progressif qui voit dans la réalisation d'une Union des pays arabes du Moyen-Orient le seul cadre réel pour le développement des forces

productives et pour la reconstitution d'une nation arabe. La bourgeoisie ne peut défendre cette idée que d'une façon hésitante sur le plan idéologique, dans la mesure où elle désire une expansion du marché pour son industrie qui, dès la fin de la guerre, se trouve plongée dans une profonde crise. La seule force capable de réaliser ce programme de la révolution nationale - démocratique du monde arabe est le prolétariat qui seul est capable de mener jusqu'au bout, à travers le mécanisme de la révolution permanente, la lutte contre le féodalisme pour la révolution agraire, pour l'émancipation du monde arabe de l'intervention impérialiste et pour la constitution de l'unité du monde arabe.

b) L'accentuation des mouvements anti-impérialistes dans le cadre des révolutions coloniales, les plus importants bouleversements dans la période immédiate après la seconde guerre mondiale, l'affaiblissement des vieilles puissances impérialistes (Grande Bretagne, France, Italie) a eu pour conséquence que la bourgeoisie et même certaines couches féodales ont saisi la possibilité d'obtenir par pression, et sans devoir déclencher de véritables luttes de masses, devant quoi elles reculent toujours, des concessions importantes de la part des puissances occupantes, telles que le retrait des troupes françaises de la Syrie et du Liban, et la préparation du retrait des troupes britanniques de l'Egypte. Ces différents reculs de la part de l'impérialisme constituent un stimulant pour la lutte anti-impérialiste dans les autres pays coloniaux ou semi-coloniaux du Moyen-Orient. Ils donnent un coup très fort au prestige de l'impérialisme et augmentent la confiance des masses indigènes dans leurs propres forces.

c) La transformation de la Palestine en position-clé du système de défense impériale dans la Méditerranée orientale. Après le retrait des troupes britanniques d'Egypte, la Palestine sera la base essentielle de la flotte, de l'aviation, de l'armée de terre et des services secrets britanniques dans la Méditerranée orientale, la position-clé pour la défense du Canal de Suez et la route impériale vers les Indes. Les fortes concentrations de troupes britanniques en Palestine prennent les troubles terroristes uniquement comme prétexte. En réalité, il s'agit pour l'impérialisme britannique de construire une base durable en vue des conflits guerriers futurs et de la défense de l'Empire.

d) La transformation du Moyen-Orient en un des enjeux principaux de la rivalité entre les "trois grands". Avant la guerre, le Moyen-Orient était le secteur du monde où l'influence prédominante de l'impérialisme britannique était le moins menacée. Depuis lors, la poussée de Rommel jusqu'à El Alamein, l'installation "d'observateurs" américains dans le royaume d'Ibn Seoud, le déclenchement de la dispute anglo-américaine pour le pétrole iranien, la pénétration russe en Azerbaïdjan iranien, les tentatives russes de mettre en question l'intégrité du territoire turc, l'organisation de l'Eglise orthodoxe dans tout le Moyen-Orient comme une grande agence de la diplomatie du Kremlin, -- tous ces événements ont remis en question la domination exclusive britannique sur cette partie du monde et ont transformé celle-ci en un terrain de conflits constants entre les grandes puissances. Le Moyen-Orient constituant en outre le réservoir le plus vierge et le plus important de pétrole dans le monde entier, il devient également, à l'étape actuelle, le terrain de dispute principal dans la lutte mondiale pour cette matière première stratégique dont les réserves aux Etats-Unis et en URSS sont fortement atteintes.

Les différents mouvements "tactiques" de la diplomatie américaine et soviétique envers le mouvement sioniste doivent être considérés essentiellement comme des éléments de leurs intrigues tendant à supplanter la domination britannique dans le monde arabe.

e) La demande d'immigration en Palestine mise en avant par la masse des réfugiés juifs en Europe, et soutenue par un mouvement puissant de protestation de la part du sionisme américain et culminant dans les actions "pacifiques" entreprises par la Hagana en Palestine, ainsi que dans le terrorisme des bandes "Irgun Zwei Leumi" et "Stern".

10 - Le point de départ de la position de la IVème Internationale, en face du problème palestinien, doit être constitué par la compréhension de la nécessité de la lutte anti-impérialiste menée par les arabes, à laquelle elle donne comme objectif la constitution de l'Union des pays arabes du Moyen-Orient. Ce sont les masses arabes, les ouvriers et paysans pauvres qui constituent la force révolutionnaire du Moyen-Orient et également de la Palestine, grâce à leur nombre, à leurs conditions sociales, à leur vie matérielle qui les mettent directement en conflit avec l'impérialisme. C'est sur le dynamisme de la lutte des classes, menée pour la défense de leurs intérêts que doit s'appuyer tout d'abord le parti révolutionnaire. Se développant, au fur et à mesure que le prolétariat arabe croit et se renforce, la section du Moyen-Orient de la IVème Internationale constituée sur la base de noyaux existants en Palestine et en Egypte, doit diriger les sections des masses pour la défense de leurs intérêts quotidiens, élever la conscience ouvrière à la compréhension de la nécessité de l'action politique et travailler à souder le bloc de tous les exploités autour du prolétariat révolutionnaire à travers la lutte pour les quatre revendications essentielles suivantes :

- a) Départ immédiat des troupes britanniques. Indépendance complète de la Palestine.
- b) Convocation immédiate d'une Assemblée Constituante Unique et souveraine.
- c) Expropriation des terres des effendis et gestion des terres expropriées par des comités de paysans pauvres.
- d) Expropriation de toutes les entreprises propriété du capital étranger et gestion par les travailleurs des entreprises nationalisées.

C'est à travers la lutte pour ces quatre objectifs principaux et centraux que le parti révolutionnaire éduquera les masses quant à la nécessité de s'opposer de plus en plus à la bourgeoisie arabe, étroitement liée aux effendis. Quand la lutte des masses atteindra son point culminant, quand des comités ouvriers et paysans couvriront le Moyen-Orient et quand la question de la prise du pouvoir par le prolétariat arabe sera mise à l'ordre du jour, le parti révolutionnaire aura suffisamment éduqué les masses pour les amener également à l'expropriation de la bourgeoisie "nationale".

11 - Ces quatre objectifs peuvent-ils se réaliser à l'étape actuelle dans une lutte commune entre les masses arabes et les masses ouvrières juives? Pour répondre à cette question, on ne doit pas partir de schémas abstraits, mais de la réalité sociale et idéologique de la vie juive en Palestine. A l'exception de quelques milliers d'ouvriers juifs employés aux chemins de fer, à l'I.P.C., à la raffinerie et aux installations portuaires, tout le prolétariat industriel et agricole juif de Palestine est employé

dans une industrie juive fermée, travaillant avec des afflux constants de capitaux étrangers et garantissant aux travailleurs juifs un standard de vie bien supérieur à celui des travailleurs arabes. En plus, la communauté juive en Palestine vit dans la crainte constante d'un soulèvement arabe et en face de ce danger met tout son espoir dans une immigration continuelle et dans le maintien de l'occupation britannique. Nous pouvons donc constater plus spécialement :

a) Loin de vouloir le départ immédiat des forces d'occupation britanniques, les masses juives désirent au contraire leur maintien dans le pays. La seule chose que réclament les leaders sionistes bourgeois aussi bien qu'ouvriers, ce sont des concessions quant à l'immigration et à la constitution d'un état juif. Mais, l'écrasante majorité des juifs de Palestine (en premier lieu la "Hagana") ne sont prêts à "agir" contre l'impérialisme que dans la mesure où cette "action" ne met pas en danger la "sécurité" fondamentale de la communauté juive en face du monde arabe. Voilà pourquoi une lutte armée, ou même une vaste action de sabotage entreprise par les masses juives est, à l'étape actuelle, pour ainsi dire exclue. Le but de l'action sioniste actuelle, c'est uniquement d'exercer une pression sur l'impérialisme britannique pour obtenir des concessions, et non pas de pousser à son expulsion de Palestine.

Le mouvement terroriste et le soi-disant "comité hébreu de libération nationale" posent bien l'objectif de l'expulsion de l'impérialisme britannique de Palestine. Mais ils ne peuvent concevoir cette expulsion que sous la forme d'un armement général des juifs de Palestine qui tiendraient en échec le monde arabe jusqu'au moment où une immigration massive des juifs les rendrait militairement capables de s'opposer à la "menace arabe". Abstraction faite du caractère parfaitement utopique de ces vues, elles sont ultra-réactionnaires et ne peuvent qu'élargir davantage le fossé qui sépare les travailleurs juifs et arabes de Palestine.

b) Tous les juifs de Palestine sont opposés à la convocation immédiate d'une assemblée Constituante qui mettrait le pouvoir entre les mains de la majorité de la population qui est arabe.

Les terroristes prétendent lutter pour une Palestine libre indépendante et démocratique. Mais étant les partisans les plus acharnés d'un "Etat juif", eux aussi doivent trouver un biais pour enlever la souveraineté à la majorité de la population du pays. Ils déclarent être prêts à organiser des élections générales qu'après avoir donné aux juifs dans l'exil "une chance dans une limite de temps déterminée" de rentrer en leur pays. En d'autres termes, ils ne sont partisans d'élections générales qu'à partir du moment où les juifs constitueraient la majorité absolue de la population.

c) Les juifs n'ont aucun intérêt à l'expropriation des effendis, car cette expropriation leur enlèverait en pratique toute possibilité d'acheter des terres nouvelles et d'élargir leur "économie fermée" en Palestine.

d) Ils sont opposés de façon encore plus acharnée à l'expropriation des entreprises construites avec le capital étranger et à la fermeture du pays à l'importation de capitaux, car cela constituerait un coup mortel pour leur économie juive.

De tout cela s'impose la conclusion qu'à l'étape actuelle les masses juives de Palestine ne constituent pas, dans leur ensemble, une force anti-impérialiste et que la constitution d'un bloc judéo-arabe anti-impérialiste ne peut pas constituer un slogan dans l'agitation immédiate.

12. - C'est en fonction de ces considérations que doit être considérée la question de l'immigration juive en Palestine. Aussi longtemps que les deux

économies, juive et arabe, constitueront des économies séparées en Palestine, la population laborieuse arabe considérera chaque nouvel afflux d'immigrés juifs comme un acte d'hostilité ouvert. Alors que toute la population de Palestine vit avec la perspective de l'éclatement d'un conflit sanglant dans le Moyen-Orient, les masses arabes doivent nécessairement considérer l'arrivée de nouveaux immigrants comme l'arrivée de soldats ennemis, ce qui se confirme d'ailleurs par la façon dont les masses juives considèrent cette immigration. Voilà pourquoi il faut avoir conscience du fait que la continuation de l'immigration juive en Palestine élargit la brèche entre ouvriers juifs et arabes, renforce les positions et éternise la présence de l'impérialisme britannique et ne peut que préparer, à l'étape suivante, l'extermination complète de la minorité juive lors du soulèvement arabe.

Si donc la IVème Internationale doit faire tout son possible pour déconseiller aux réfugiés juifs l'émigration vers la Palestine, si dans le cadre d'un mouvement de solidarité mondiale, elle doit essayer de leur faire ouvrir les portes d'autres pays, et les avertir que la Palestine constitue pour eux un véritable guet-apens, elle doit dans sa propagande concrète, en face de la question de l'immigration juive, partir de la souveraineté de la population arabe. Seule, cette population a le droit de déterminer, si oui ou non, l'immigration en Palestine doit être ouverte ou fermée aux juifs. La question de l'immigration doit être décidée par l'Assemblée Constituante, élue par tous les habitants du pays, âgés de 18 ans au moins. Telle est la seule position démocratique en face de ce problème, position qui en même temps entre dans la cadre de la stratégie générale de la révolution au Moyen-Orient.

Par conséquent, la IVème Internationale doit condamner et combattre la répression britannique en face de l'immigration juive, dénoncer toutes les mesures policières et y opposer chaque fois concrètement la revendication du retrait immédiat des troupes britanniques. Il n'est pas difficile d'expliquer aux masses arabes que cette répression impérialiste limitée contre les juifs n'est que la préparation d'une répression beaucoup plus violente contre les futurs mouvements arabes. Il est dans l'intérêt des masses arabes de profiter de chaque mouvement d'indignation, en face de la terreur policière britannique, pour poser concrètement la question du retrait des troupes britanniques. Il s'avérerait d'ailleurs dans ce cas que les "victimes" mêmes de cette répression n'accepteraient pas du tout cette lutte conséquente contre leurs "opresseurs".

De même la IVème Internationale doit s'opposer à toutes les "solutions" que l'impérialisme propose et réaliserait éventuellement avec ou sans l'aide de ses agents dans l'Agence juive. Ces solutions, telles que le partage de la Palestine, l'immigration limitée de 100 000 juifs, la remise du mandat à l'O.N.U. ont toujours pour but d'éterniser la présence des troupes britanniques dans ce pays et enlèvent toujours à la majorité de la population son droit de disposer d'elle-même.

13. - A l'étape actuelle, l'union générale entre juifs et arabes en Palestine est irréalisable ; ce n'est que sur un plan tout à fait limité, et dans la mesure où une partie des travailleurs juifs est employée en dehors de l'économie juive "fermée" que des grèves judéo-arabes comme celles de l'année passée ont pu se produire. Mais cela ne signifie pas que cette union soit exclue pour tout le temps. Actuellement, la population juive de Palestine a tendu tous ses efforts vers le renforcement de ses positions autonomes économiques et politiques. Mais déjà, la partie radicale de la jeunesse nationaliste juive a eu conscience de l'inutilité de ces efforts de "conciliation" et de "manoeuvre" de la part de l'Agence juive afin d'obtenir de l'impérialisme, ou de grandes puissances, une immigration illimitée et la constitution d'un Etat juif. La vague actuelle de terrorisme de la part des bandes "Irgun Zvai Leumi" et "Stern" constitue des actes de désespoir

de la part de cette minorité, utilisée et abandonnée ensuite par les leaders bourgeois du mouvement sioniste et provenant de l'impasse dans laquelle s'est fourvoyé tout le mouvement. Bien entendu ce terrorisme de désespoir ne constitue pas en lui-même la voie d'une solution au problème palestinien. Bien au contraire. Face au terrorisme, les féodaux et les bourgeois arabes réussissent à créer une atmosphère de "solidarité" factice entre les masses et l'impérialisme et accentuent l'hostilité entre ouvriers arabes et juifs. Du point de vue militaire, ces actes ne peuvent qu'accélérer l'établissement d'une force policière étrangère britannique en Palestine, but de toute la politique impériale d'après-guerre. Mais, en tant que stade ultime du sionisme, le terrorisme, en ne donnant aucun résultat concret, peut rendre les éléments les plus conscients et les plus actifs dans les masses juives aptes à reconsidérer toute la question du sionisme et de la solution du problème juif. C'est cette reconsidération que la IVème Internationale doit préparer à l'étape actuelle.

Une union éventuelle entre juifs et arabes doit tout d'abord passer par l'abolition de toute idéologie et pratique raciste de la part des juifs.

- A bas les entreprises exclusivement juives ! Pour l'embauche d'ouvriers arabes dans toute l'industrie du pays !
- A bas les syndicats juifs et arabes séparés ! Pour la constitution des syndicats juifs et arabes.
- A bas le boycott camouflé des produits arabes ou juifs. A bas "l'économie juive fermée" ! Pour l'intégration mutuelle des économies juives et arabes.
- A bas l'idée d'un "Etat juif" imposé à la majorité de la population du pays ! Pour l'élimination des idées sionistes du mouvement ouvrier ! Pour l'intégration des travailleurs juifs dans le mouvement de la révolution nationale-démocratique des masses arabes.
- Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières juives avec l'Agence Juive, et la publication intégrale de tous les procès-verbaux secrets de cet organisme.
- Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières arabes avec la Ligue Arabe et le Haut Comité Arabe pour la Palestine, et la publication intégrale de tous les procès-verbaux secrets de cet organisme.

Tous ces mots d'ordre qui ne peuvent être défendus actuellement qu'en tant que slogans de propagande générale se heurtent nécessairement à une opposition farouche de la part des sionistes, non seulement pour des raisons idéologiques, mais aussi et surtout parce que la situation matérielle favorisée des juifs par rapport aux arabes est ainsi mise en jeu. Mais, à mesure que la faillite du sionisme éclatera de plus en plus aux yeux des masses ; à mesure que l'immigration se ralentira et que le danger extrême de l'explosion arabe approchera davantage ; à mesure que notre propagande contribuera à faire admettre aux masses que c'est une question de vie ou de mort pour elles de trouver un terrain d'entente avec les masses arabes, même au prix d'un abandon momentané de certains privilèges -- nos mots d'ordre pourront passer du stade propagandiste au stade de l'agitation, et pourront favoriser une scission entre le mouvement ouvrier et le sionisme. C'est cela qui constitue la condition sine qua non pour la réalisation de l'unité d'action judéo-arabe contre l'impérialisme, et c'est cela qui pourra seul empêcher que la révolution arabe du Moyen-Orient passe sur le cadavre du judaïsme palestinien. Ici, comme parmi les masses juives dans le reste du monde, une ferme position contre le courant à l'étape actuelle est seule capable de préparer un renversement du courant à l'étape suivante.

Cela implique également la nécessité pour les sections de la IVème Internationale de mener un travail de propagande préparatoire à l'intérieur des organisations d'extrême gauche sionistes. En démontrant que le slogan d'un "Etat bi-national" est un slogan nationaliste, anti-démocratique, allant à la fois à l'encontre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des besoins immédiats de la lutte anti-impérialiste en Palestine, nos militants doivent en même temps mettre à tout moment, à l'ordre du jour, la question de la réalisation concrète du slogan de l'unité judéo-arabe. Ils doivent mettre les dirigeants centristes en face de leurs responsabilités, mettre à l'ordre du jour l'adoption du programme anti-racial énuméré plus haut et accélérer ainsi l'évolution de la conscience de l'avant-garde ouvrière juive au-delà du sionisme.

* * * *

Extrait de la revue :

"Quatrième Internationale" No. 36 de Mars 1969 -

Plateforme du Front de Libération Populaire de la Palestine

La crise du mouvement de guérilla en Palestine

L'absence d'une théorie révolutionnaire.

La lutte révolutionnaire palestinienne est placée devant un choix. Ou bien elle sert la révolution, ou bien elle dévie, consciemment ou non, vers la contre-révolution. Car les conditions objectives de nos problèmes et de notre combat révolutionnaire nous placent devant une responsabilité historique en ce qui concerne l'avenir de la lutte de libération palestinienne et nous devons faire un choix historique : servir la révolution ou dévier vers la contre-révolution.

Le devoir de tous les révolutionnaires est d'étudier les problèmes les plus urgents de la révolution et d'adopter une position sans être prisonniers d'influences personnelles. Si nous insistons ici sur notre façon d'envisager les problèmes essentiels de notre lutte, c'est que nous avons l'intention de provoquer la prise de position de tous sur ce choix décisif — à savoir marcher avec la révolution ou avec la contre-révolution.

1. La guerre régulière est la guerre de la bourgeoisie. La guerre révolutionnaire est une guerre populaire.

La bourgeoisie arabe a créé des armées de métier qui n'étaient pas prêtes à sacrifier leurs intérêts et les avantages qui leur étaient garantis. Le militarisme arabe a grandi jusqu'à devenir effectivement un appareil que la bourgeoisie nationale a utilisé pour affermir sa position et étouffer les oppositions internes ainsi que le mouvement national.

Derrière le masque de la question nationale, la bourgeoisie a utilisé les armées pour renforcer sa domination bureaucratique sur les masses et empêcher les ouvriers et les paysans d'accéder au pouvoir politique. Elle a pratiqué dans nos pays une grande politique de tromperie et d'hypocrisie. Elle a exigé et elle exige aujourd'hui encore le soutien des classes laborieuses sans les organiser ou sans développer leur idéologie. Dès qu'une couche de la bourgeoisie nationale arrive au pouvoir — normalement par un putsch militaire et sans l'intervention réelle des masses — cette couche en revient très vite à la position bureaucratique de classe qu'elle avait à l'origine. Elle institue un système de terreur qui permet certes de parler de la révolution, mais en même temps elle réprime tout mouvement révolutionnaire et arrête celui qui essaie de s'engager sur le vrai chemin de la révolution. Dans la question palestinienne, la bourgeoisie arabe a toujours trouvé un prétexte pour détourner la masse des Arabes de leurs intérêts et problèmes primordiaux. La victoire à l'extérieur des frontières nationales — en Palestine — a toujours été un rêve de la bourgeoisie nationale, dont elle a toujours parlé, pour pouvoir consolider ses intérêts de classe et ses positions bureaucratiques. La bourgeoisie nationale s'appuie sur la théorie fautive d'une guerre traditionnelle pour pouvoir réaliser ce rêve.

La guerre de juin 1967 a prouvé l'erreur de cette théorie. Car la direction de la bourgeoisie nationale a provoqué la défaite complète. La meilleure stratégie de l'ennemi est de frapper vite. L'ennemi ne peut pas mobiliser ses forces militaires constamment et à long terme, parce que cela aggraverait sa crise économique. Il jouit du soutien total de l'impérialisme américain qui lui fournit les armes les plus modernes. Il est donc dans une situation qui impose l'obtention d'une victoire militaire éclair. Avec l'aide de l'impérialisme américain, il est technologiquement supérieur et par conséquent en état de réaliser une guerre éclair.

La meilleure stratégie de notre pauvre peuple est, à long terme, la guerre populaire. Notre peuple doit surmonter ses faiblesses et tirer profit des faiblesses de l'ennemi. On doit mobiliser la capacité de lutte du peuple palestinien et arabe, ce qui exige un processus d'éducation politique et idéologique permanent. L'affaiblissement de l'impérialisme et du sionisme en territoire arabe exige que la lutte révolutionnaire serve de méthode de confrontation avec la domination impérialiste et sioniste.

II. La lutte de guérilla comme moyen de pression pour obtenir le « règlement pacifique ».

Mais, en tenant compte des nécessités de la guerre populaire, la lutte de guérilla a besoin, à long terme, des capacités potentielles des masses palestiniennes et arabes pour être en mesure de se transformer en un mouvement populaire armé possédant une idéologie claire qui lui permet de jouer un rôle historique décisif dans le mouvement révolutionnaire. Parce que le peuple palestinien était directement concerné par la prépondérance de l'impérialisme et du sionisme au Proche Orient, il a été mis au premier rang de la lutte contre le sionisme et le néo-capitalisme conduits par les Etats-Unis.

La lutte palestinienne n'est pourtant qu'une partie d'un tout — donc une partie du mouvement révolutionnaire arabe dans son ensemble et des mouvements nationaux de libération dans le monde.

L'importance de ce lien s'accroît avec les essais constants de la bourgeoisie arabe et de l'impérialisme mondial, avec les Etats-Unis à leur tête, pour obtenir un « règlement pacifique ». Car toutes les propositions qui doivent permettre une solution pacifique au problème palestinien favorisent :

- une solution en faveur de l'impérialisme et du sionisme,
- la mise en question des possibilités de la lutte du peuple en tant que moyen de libération,
- le maintien de l'assujettissement de la bourgeoisie arabe aux marchés mondiaux impérialistes.

Ce que craint la bourgeoisie, c'est d'être isolée de ce marché et de perdre son rôle d'intermédiaire entre le capitalisme mondial et son marché. C'est pourquoi les pays producteurs de pétrole sont revenus sur le boycott des pays occidentaux et c'est pourquoi aussi Mc Namara était prêt à accorder des crédits.

Si la bourgeoisie arabe s'efforce d'arriver à un « règlement pacifique » du problème du Proche Orient, elle s'efforce en réalité de préserver durablement le profit qu'elle tire de son rôle d'intermédiaire entre le marché impérialiste mondial et le sien.

La bourgeoisie arabe ferme encore les yeux sur l'activité de la guérilla, elle la soutient même quelquefois. Car la présence des guérillas constitue toujours un moyen de pression en vue d'un règlement pacifique. Du fait qu'elles ne possèdent pas d'appartenance de classe claire, ni de position politique claire, du fait qu'elles sont liées à la bourgeoisie, elles sont toujours incapables de résister effectivement à de telles tentatives. Mais la discussion des guérillas avec ceux qui recommandent un règlement pacifique est inévitable. A cause de cela et à cause de la possibilité d'une guerre limitée dans cette région, les guérillas doivent entreprendre des démarches pour transformer leurs actions en une guerre populaire avec des buts clairs.

III. Pas de mouvement révolutionnaire sans une théorie révolutionnaire.

L'exigence fatale à laquelle le combat révolutionnaire se voit confronter au Proche Orient, requiert des forces révolutionnaires un examen des raisons des faiblesses de notre mouvement de guérilla, afin d'être en mesure de faire face à l'impérialisme et au sionisme avec un mouvement populaire armé. Ce mouvement doit avoir un objectif clair et disposer de masses combattives — ce qui garantit la victoire.

La raison essentielle de la faiblesse des guérillas est le manque d'une idéologie révolutionnaire qui éclaire l'horizon politique du combattant palestinien et doit s'incarner dans un programme militaire et politique conçu par étapes. Sans une idéologie révolutionnaire, le combat national reste prisonnier de ses nécessités pratiques et matérielles. La bourgeoisie arabe est prête à satisfaire en partie les exigences du combat national tant que celui-ci reste dans les limites prévues par elle. En voici un exemple clair, c'est l'aide matérielle que l'Arabie Séoudite accorde à Al-Fatah, tandis que Al-Fatah de son côté

déclare la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes. Le but de cette politique de non-ingérence est d'assurer cette petite aide matérielle de la bourgeoisie arabe. Comme la plupart des mouvements de guérilla n'ont pas d'armes idéologiques, la bourgeoisie peut déterminer dans ce cas le destin de la guerre de guérilla. Il en résulte que la lutte du peuple palestinien doit être soutenue par les classes laborieuses arabes qui luttent contre toute forme de domination de l'impérialisme, du sionisme et de la bourgeoisie.

Le programme d'action conçu par étapes ne peut pas être réalisé sans idéologie révolutionnaire. Cette idéologie révolutionnaire, c'est l'idéologie marxiste-léniniste qui contient les lois de la lutte de classe, du matérialisme historique et dialectique, celui-ci étant le véritable garant de l'action des masses à toutes les étapes de la lutte. Car le marxisme-léninisme sert les intérêts des classes laborieuses et relie la théorie à la pratique de façon dialectique, de sorte qu'il n'en découle aucun paradoxe. Au contraire : dans le marxisme-léninisme, la pensée est déterminée par l'existence sociale et en retour agit sur l'existence par l'intermédiaire de la conscience.

IV. La guerre de libération est une guerre de classe qui est guidée par une idéologie révolutionnaire.

Si nous considérons que le problème central, en ce qui concerne l'avenir de la guerre de guérilla et aussi de notre mouvement est l'absence d'une théorie révolutionnaire, il faut que nous prenions l'initiative et que nous exposions les données élémentaires qui doivent être une partie du processus de la dialectique historique dans le mouvement révolutionnaire. Nous ne pouvons pas nous contenter de faire le tour des problèmes de notre combat révolutionnaire sous prétexte que notre lutte est une lutte nationale et non pas une lutte de classe. Car la lutte nationale représente à son origine un problème de la lutte de classe. La lutte nationale est une lutte pour la terre et ceux qui luttent sont les paysans qui ont été chassés de leur terre... La bourgeoisie est toujours prête aussi à se mettre à la tête du mouvement national, dans l'espoir de dominer le marché intérieur. Si la bourgeoisie réussit à contrôler le mouvement national, elle l'amène à faire des compromis avec l'impérialisme et le sionisme sous la masque d'un « règlement pacifique », qui renforce sa position. Cela lui apporte une aisance relative même si celle-ci ne constitue qu'une petite fraction de la richesse totale que le néo-colonialisme enlève à nos pays par diverses méthodes.

C'est pourquoi la phrase « la lutte de libération est fondamentalement une lutte de classe » insiste sur la nécessité pour la classe ouvrière et paysanne d'avoir un rôle dirigeant dans la révolution nationale. Si la classe ouvrière et paysanne n'assume pas ce rôle dirigeant, le danger existe alors de voir la révolution nationale dévier de son objectif essentiel. Si la petite bourgeoisie prend la direction, la révolution nationale est sacrifiée aux intérêts de classe de cette direction. On commet une grave faute si on en conclut que la provocation sioniste exige l'union nationale. Alors on ne comprend vraiment pas la véritable structure de classe du sionisme.

La lutte contre Israël est avant tout une lutte de classe. C'est pourquoi la classe opprimée est la seule qui soit en mesure de se charger d'une telle confrontation avec le sionisme.

V. Le champ principal de notre lutte révolutionnaire est la Palestine.

Nous ne devons pas oublier que l'affaiblissement de l'impérialisme et du sionisme dans le monde entier ouvre le chemin vers la victoire. De même le renforcement de notre capacité de lutte révolutionnaire dépend de la recrudescence du combat révolutionnaire des masses arabes contre l'impérialisme et la bourgeoisie internationale. Il dépend aussi du soutien que nous recevons de toutes les forces révolutionnaires du monde.

Mais la bataille décisive contre le sionisme doit avoir lieu sur le sol palestinien. Le facteur décisif pour la victoire est la durée extrême de notre lutte révolutionnaire. De ce fait, la possibilité de transporter notre lutte révolutionnaire à l'intérieur de la Palestine est le problème essentiel et décisif. La lutte armée du peuple à l'intérieur de la Palestine peut utiliser les armes les plus simples pour détruire l'économie et la machine de guerre de l'ennemi sioniste. Il peut même se servir des armes de l'ennemi. Le déplacement de la lutte populaire à l'intérieur de la Palestine s'appuie davantage sur l'agitation et l'orga-

nisation des masses que sur l'action à la frontière, au-delà de la vallée du Jourdain, des guerillas, même si cela est également important pour la lutte à l'intérieur de la Palestine.

VI. La vallée du Jourdain - un handicap pour la guerilla.

Après avoir commencé leurs actions dans la partie occupée, les organisations de guerilla rencontrèrent une répression militaire brutale des forces militaires sionistes.

Comme ces organisations n'ont pas d'idéologie révolutionnaire et par conséquent pas de programme révolutionnaire, elles se sont pliées à ce qu'exigeait leur propre conservation et se sont retirées dans les territoires situés à l'Est de la vallée du Jourdain. L'ensemble des actions devint donc des actions de frontière. Par la présence aussi des organisations de guerilla dans la partie jordanienne, la bourgeoisie de Jordanie et ses services secrets peuvent anéantir ces organisations si elles ne sont plus considérées comme un moyen de pression pour le règlement pacifique.

VII. La révolution dans les deux parties de la Jordanie.

Si nous parlons du déplacement de la guerre de guerillas vers la Palestine, nous ne devons pas négliger la lutte en Jordanie orientale, car ce pays était davantage lié à la Palestine qu'aux autres pays arabes. Le problème de la révolution en Palestine est dialectiquement relié au problème de la révolution en Jordanie orientale. Une série de complots de la monarchie jordanienne avec l'impérialisme et le sionisme a prouvé ce lien.

Les actions de frontière doivent continuer à exister pour assurer des renforts aux révolutionnaires qui luttent à l'intérieur de la Palestine.

Mais la lutte en Jordanie orientale doit prendre la voie juste, c'est-à-dire celle de la lutte de classe. La lutte révolutionnaire palestinienne ne doit pas — consciemment ou non — être utilisée comme moyen pour soutenir la monarchie jordanienne sous le masque de l'unité nationale.

Le problème essentiel de la lutte révolutionnaire en Jordanie orientale est la création d'un parti marxiste-léniniste qui ait un programme d'action clair d'après lequel il puisse organiser les masses pour pouvoir jouer son rôle national et son rôle dans la lutte de classe. La liaison de la lutte dans les deux parties doit être facilitée par des organes de coordination. Les tâches essentielles de ces organes de coordination sont :

- d'assurer des renforts à l'intérieur — en Palestine ;
- de réaliser des actions de frontière contre l'ennemi sioniste ;
- l'agitation et l'organisation des paysans et des soldats dans la région frontalière.

C'est la seule voie par laquelle Amman peut devenir le « Hanoï » arabe, donc représenter un arrière-pays pour les révolutionnaires qui luttent à l'intérieur de la Palestine.

(Traduit du journal Al-Hurria)

Déclaration de l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen)

La guerre de juin 67 a révélé et exprimé succinctement les contradictions qui se développent dans les pays du Moyen-Orient.

En Israël, la nature sioniste de l'Etat et de sa direction est devenue plus évidente ; la tendance à l'annexion et à l'expansion, en demi-sommeil depuis la guerre de Suez, s'est maintenant réveillée. Les liens du régime sioniste d'Israël avec l'impérialisme ont été manifestes et se sont raffermis.

Il est apparu que dans les pays arabes, particulièrement en Egypte, la révolution nationale anti-impérialiste n'a pas fait plus de la moitié du chemin.

A la veille de la guerre de juin, les dirigeants israéliens déclaraient qu'ils ne désiraient annexer aucun territoire. Mais toutes ces déclarations furent oubliées le lendemain. L'appétit vint en mangeant. La vérité, c'est que la tendance à l'annexion et à l'expansion fut toujours inscrite dans la politique du sionisme — non seulement dans le parti Heruth qui le proclamait publiquement, mais aussi dans les tendances plus modérées qui ne le reconnaissent pas ouvertement, pour des raisons d'ordre politique et propagandiste quand le moment n'était pas opportun.

Après la guerre de juin, le contrôle d'Israël s'étend sur la totalité du territoire du mandat de Palestine, sur de vastes étendues de l'Egypte et sur une région du sud de la Syrie.

Au début, les dirigeants d'Israël déclaraient que, dans cette situation où « Israël détient toutes les cartes », il leur était possible d'imposer selon leur gré, un accord aux Arabes, qui auraient à accepter les conditions d'Israël. Mais ces espoirs s'avèrent faux. La victoire militaire, loin d'avoir résolu les problèmes d'Israël, les a intensifiés.

Le conflit historique entre le sionisme et Israël dans sa forme présente, d'une part, et le monde arabe, d'autre part, provient de ce que la « tentative sioniste » dès son tout début, fut un processus de colonisation délibéré et planifié par des étrangers qui s'établirent dans le pays et déplacèrent la population indigène ; dans cela, le sionisme fut soutenu et assisté par l'impérialisme pour s'opposer aux développements révolutionnaires dans le monde arabe. L'une des raisons principales du refus des Arabes d'accepter l'existence d'Israël était qu'elle leur apparaissait non seulement comme le produit du sionisme, mais aussi comme un instrument de poursuite et d'extension de ce processus à leurs dépens.

Par l'attitude d'Israël depuis la guerre, les Arabes ont vu confirmées leurs pires craintes, le conflit historique s'approfondissant ainsi grandement.

La tentative à courte vue du sionisme d'exploiter ce « moment opportun » pour gagner des territoires et pour imposer ses propres conditions aux Arabes, se retournera sans nul doute contre Israël à long terme.

La croyance que le contrôle d'Israël sur de vastes territoires améliorerait sa sécurité actuelle s'est avérée erronée.

La victoire militaire n'a pas mis un terme aux actions de guerrillas et aux sabotages. Au contraire, dans la situation nouvelle, elles ont pris une ampleur accrue. Mais, alors que l'opinion mondiale avant la guerre condamnait largement de telles actions, elle regarde désormais ces actions de plus en plus comme des moyens légitimes de résistance d'un peuple battu et soumis.

Le peuple arabe palestinien, victime principale et directe de la colonisation sioniste, a été réduit dans sa grande partie, depuis 1948, à un état de réfugiés paupérisés ; une autre partie a vécu durant vingt années en Israël, dans des conditions de discrimination et d'appauvrissement ; ce peuple est maintenant dans une situation de soumission totale. Il s'est vu ôté non seulement les droits politiques les plus élémentaires, mais aussi toutes chances d'une existence nationale et humaine. Quant au sort de ce peuple, les propositions diverses formulées par les cercles gouvernementaux israéliens vont de l'annexion complète à Israël (accompagnée de pressions pour le forcer à émigrer du territoire annexé et même de mesures pour tenter de réduire le taux de natalité arabe, « d'agir sagement avec eux de crainte qu'ils ne se multiplient », comme s'exprima jadis le Pharaon...), à l'établissement d'un Bantoustan, d'un « hameau stratégique » politique sous la forme d'un protectorat camouflé, dans une « fédération » entre le seigneur israélien et le sujet arabe.

Pour un peuple battu et soumis, se battre est à la fois un droit et un devoir. Les voies, les moyens, les méthodes appropriés et nécessaires pour une telle lutte doivent être choisis par ce peuple lui-même ; il serait hypocrite de la part d'étrangers — particulièrement s'ils appartiennent à la nation opprimante — de lui adresser des sermons indiquant « Ceci tu feras, ceci tu ne feras pas. »

Bien que reconnaissant le droit inconditionnel des opprimés à résister à l'occupation, nous ne pouvons soutenir que des organisations qui, en plus de la résistance à l'occupation, reconnaissent aussi le droit du peuple d'Israël à l'autodétermination. Sur de telles bases, la lutte du peuple palestinien peut se combiner dans une lutte commune des Arabes et des Juifs dans cette région pour un avenir commun.

Une chose est évidente : le renforcement du joug de la répression, les punitions collectives massives, le dynamitage des maisons, les massacres organisés sur une grande échelle (comme celui de Kerameh, le 21 mars) tout ceci est quasiment incapable de mettre un terme à la résistance.

A ceux qui expriment leur dégoût et leur indignation de voir des Israéliens Innocents victimes d'actions de sabotage, nous disons : Votre dégoût et votre indignation sont parfaitement justifiés. Cette situation d'une horrible tragédie doit cesser immédiatement, et le moyen d'y mettre fin est le retrait immédiat de tous les territoires occupés. Ce n'est qu'à partir de cela qu'il sera possible de progresser vers une solution complète du différend israélo-arabe et du problème palestinien.

L'effondrement de l'armée égyptienne au cours de la guerre de juin a révélé les graves contradictions sociales déchirant la société égyptienne. Ces contradictions ne furent que reflétées et accrues dans l'armée.

Le coup d'Etat des « officiers libres » dirigé par Gamal Abd-el Nasser installa en Egypte un régime petit-bourgeois. Ce fut une « révolution faite à moitié ». Du fait de sa nature véritable, ce régime est constamment à la recherche d'un équilibre entre l'anti-impérialisme et la tendance à passer des compromis avec l'impérialisme, entre la gauche et la droite, entre la pression des masses et les intérêts de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de la caste des officiers hyper-privilegiés.

Ce régime a réalisé une série d'importantes réformes, certaines très avancées ; il a aussi empêché l'Egypte de dépendre d'une manière excessive de l'impérialisme. Mais il n'a pas rempli les espoirs des masses, ni défendu leurs intérêts. Il n'est pas allé jusqu'à une révolution socialiste transformant les ouvriers de sujets de l'Etat en maîtres de l'Etat. Des coups ont été portés aux classes exploiteuses de l'ancien régime, mais elles ne furent pas détruites. Elles ont largement continué à exister aux côtés d'une nouvelle couche militaro-bureaucratique qui leur est liée par ses origines et par ses perspectives.

A la suite de la guerre, les contradictions au sein du régime égyptien sont devenues plus aiguës. Le Président a été obligé de chasser, de leurs postes dans l'armée et au sein du pouvoir, certains éléments d'extrême-droite dont l'infamie avait été mise en lumière. Il a affaibli ainsi son aile droite et il lui est devenu plus difficile que jamais d'osciller entre la droite et la gauche.

Dans le même temps, la pression des masses sur le régime s'est accentuée. A la fin de février, les ouvriers égyptiens descendirent dans les rues et, pour la première fois depuis de nombreuses années, présentèrent spontanément leurs revendications. Dans son discours du 3 mars, le Président dut reculer devant la pression des masses et, deux semaines plus tard, un nouveau cabinet fut formé, plus orienté à gauche.

Dans d'autres pays arabes aussi, d'âpres luttes intérieures se développent.

Ce ferment que les conséquences de la guerre ont catalysé, confère une plus grande actualité au problème de la transformation socialiste du monde arabe.

Nous pensons que la solution des principaux problèmes du Moyen-Orient, y compris du problème israélo-arabe, nécessite une transformation radicale des régimes dans toute la région : une révolution socialiste qui donnera le pouvoir à la classe ouvrière, qui libèrera d'immenses énergies latentes dans les masses et les entraînera vers des progrès économiques et sociaux. Une telle transformation est nécessaire non seulement dans des pays aujourd'hui sous domination monarcho-féodale, mais aussi dans les pays arabes relativement progressistes qui sont aujourd'hui des régimes petits-bourgeois, se qualifiant eux-mêmes de « socialistes ». Sans aucun doute, la transformation socialiste des pays arabes aura des conséquences sous la forme de la lutte du peuple arabe de Palestine et lui confèrera une nette coloration de gauche.

Quant à Israël, une révolution socialiste y est nécessaire pour changer radicalement la nature de cet Etat, le transformant d'un Etat sioniste, instrument de la poursuite de la colonisation sioniste, allié naturel de l'impérialisme, en un Etat socialiste représentant les intérêts véritables des masses israéliennes, ouvert sur la région environnante, désirent et s'efforçant en même temps de s'y intégrer.

Nous pensons que la solution socialiste révolutionnaire au conflit israélo-arabe reste valable — et est en fait plus valable que jamais — dans la nouvelle situation créée après la guerre. La voie de la solution c'est la désionisation de l'Etat d'Israël et son intégration dans une union socialiste avec les pays arabes.

A la place de la haine chauvine et nationaliste qui plonge le Moyen-Orient dans des guerres sans fin et inutiles, nous offrons aux deux côtés, aux Arabes et aux Juifs, la perspective socialiste de la prospérité économique, du progrès social et de la fraternité entre les nations.

REVOLUTION et CONTRE-REVOLUTION au MOYEN-ORIENT

**LA SEANCE DU CERCLE D'ETUDES MARXISTES
DE PARIS, DU 30 OCTOBRE 1970**

Rapport de Pierre LAMBERT

INTRODUCTION

Comrades, en commençant cette conférence, je ferai quelques remarques préliminaires. Nous avons une certaine réputation, et nous supportons bien des réprobations. Nous sommes considérés comme des archéo-marxistes ou archéo-leninistes par ceux qui révisent le marxisme et les principes du *Programme de transition* de la IV^e Internationale, comme des gens imperméables aux idées nouvelles. Nous n'avons aucun tabou. Et nous disons à ceux qui nous qualifient de cette manière et de bien d'autres encore : si vous êtes capables de nous démontrer que la méthode qui est la vôtre, et que vous voulez substituer à celle de Marx-Lénine-Trotsky, est plus correcte, plus conforme aux intérêts du prolétariat et des couches exploitées et opprimées, alors, nous sommes tout prêts à vous écouter, à nous laisser convaincre. Vous souffrirez néanmoins que nous ayons le droit de considérer vos prétendues innovations comme des vieilleries petites-bourgeoises qui ne conduisent qu'à la capitulation. De quel point de vue nous plaçons-nous ? Du point de vue des intérêts du prolétariat international, dont la lutte des Palestiniens pour leur libération et celle des travailleurs juifs contre le Capital et l'Etat sont parties intégrantes ? Du point de vue des ouvriers et des paysans qui,

dans le nord de la Jordanie, ont constitué un soviet pour résister à l'agression des forces spéciales de Hussein, montrant ainsi la voie de la libération nationale, qui est aussi celle de la destruction de l'Etat bourgeois-féodal de Jordanie ! Du point de vue des ouvriers américains de la General Motors qui, depuis sept semaines sont en grève parce qu'ils ne veulent pas supporter les frais de la politique impérialiste de domination du monde de Wall-Street ! Du point de vue des travailleurs juifs de la Compagnie El Al qui, contre les conditions de travail que leur impose le gouvernement Meir-Dayan, ont commencé une grève du zèle !

Nous entendons, à partir de cette position de principe, démontrer et non pas simplement affirmer.

Nous nous excusons par avance du caractère polémique de notre exposé. Il est à la mesure des immenses problèmes qui se trouvent posés par la guerre civile en Jordanie, avant-poste de la guerre civile internationale que les classes exploiteuses, les impérialistes, les castes de propriétaires fonciers et les classes bourgeoises organisent et préparent dans le monde entier contre les peuples — et des fausses solutions qu'on apporte à ces problèmes.

LA MORT DE NASSER

Tout un chacun en a pris connaissance, Nasser, le champion de la « nation arabe », est mort à la tâche. Il avait, avant de mourir, imposé une solution de capitulation à la résistance palestinienne, une solution qui préservait le pouvoir de Hussein le boucher. Il est mort et chacun, à l'échelle internationale, y est allé de sa larme : Nixon, qualifiant Nasser de grand homme d'Etat et ajoutant qu'il soutenait le plan Rogers — Nixon ne perd pas le nord ; Kossyguine, saluant en lui l'ami fidèle et ajoutant : nous continuons à appuyer le plan Rogers — la bureaucratie du Kremlin ne perd pas le nord ; Hussein qui déclare : nous ne pouvons pas croire à sa mort, il est mort au moment où il était le plus nécessaire. Bien entendu, Nasser depuis des années et des années, s'était efforcé de sauver le trône chancelant du souverain hachémite, agent direct de l'impérialisme au Moyen-Orient. Ben Gourion salue également la mémoire de Nasser, avec l'empereur Haïlé Sélassié et Chou en Lai. Tous, tous, ils apportent leur contribution à la mémoire du champion de la nation arabe, du héros du monde arabe, comme le qualifie un prétendu marxiste dénommé Rodinson. Le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), dont les dirigeants se prétendent marxistes et dont nous citons la déclaration bien que nous ne plaçons pas sur le même plan le F.P.L.P. et les gouvernements impérialistes, le F.P.L.P. donc déclare dans un communiqué : « *Nasser est un géant mort, dont la direction et le pouvoir faisaient le guide éclairé de la libération du monde arabe. Nasser est un moment palpitant de l'histoire des Arabes.* »

Yasser Arafat, chef du commandement de la résistance palestinienne, télégraphie à son tour : Nasser est le plus grand héros de notre temps, le martyr de la révolution palestinienne.

Il saute aux yeux, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'une telle unanimité mérite réflexion. Il saute aux yeux que les masses laborieuses du monde entier, et particulièrement les ouvriers et fellahs subissant le joug féodal dans les pays du Proche et Moyen-Orient sont en droit de se poser des questions. Nasser, représentant de la bourgeoisie et de la caste des propriétaires fonciers égyptiens, mérite de ce fait les hommages à lui adressés par Nixon, Hussein, Kossyguine et Ben Gourion. Mais s'il mérite les hommages d'Arafat et des dirigeants du F.P.L.P., alors, on peut se demander si Arafat et les dirigeants du F.P.L.P. ne pratiquent pas une politique contraire aux intérêts des masses qu'ils prétendent diriger vers la révolution palestinienne. Nasser a répondu lui-même : en 1955, il a écrit un opuscule et il a fait des déclarations dans lesquelles il définit sa philosophie :

« *Je n'ai rien lu sur le socialisme, le communisme, la démocratie ou le fascisme — notre*

révolution ne sera qualifiée par aucune de ces idéologies. Nous sommes sans idéologie. » Que voilà bien un novateur ! Et il poursuivait : « *Je suis contre le matérialisme et je ne désire pas changer les propriétaires en travailleurs. Je suis convaincu qu'il y a un Dieu.* » Que voilà un novateur ! Et il continuait : « *Je ne permettrai jamais la soviétisation de l'Egypte.* »

Et là, Nasser disait la vérité : toutes les réformes agraires décrétées depuis son accession au pouvoir n'ont abouti qu'à renforcer la puissance de la caste des propriétaires fonciers et qu'à soumettre encore un peu plus les fellahs égyptiens à leurs dures servitudes semi-médiévales — tandis que les capitalistes égyptiens voyaient leur puissance économique se renforcer. Nasser croit en Dieu ! Ben Gourion également, qui déclare : « *Je ne suis pas athée. L'essence de l'être juif réside dans l'enseignement des prophètes. En cet enseignement il y a deux idées : vous devez aimer un seul Dieu et vous devez conduire votre vie selon la morale.* » Ben Gourion est noble. Il a le cœur sensible, et il ajoute : « *Nous arriverons, nous Juifs, à nous entendre avec nos frères musulmans* » et il termine par un hommage à Nasser et à Hussein. La fraternité en Dieu des exploités !

Camarades, ces quelques déclarations que je viens de vous lire appellent pour le moins un sentiment de méfiance à l'égard de ceux pour qui il y a, dans les conflits du Proche-Orient, face à face, les Juifs et les Arabes. Pour notre part, nous ne connaissons ni Juifs ni Arabes ! Nous ne connaissons que les travailleurs Juifs et les ouvriers et fellahs arabes ! Nous ne connaissons que les capitalistes Juifs et les capitalistes et propriétaires fonciers arabes ! Nous ne connaissons que les classes. Nous ne connaissons pas d'Etats fondés sur la race. Nous considérons que sionisme et pan-arabisme sont les deux faces d'une même médaille, destinées à tromper les travailleurs Juifs et arabes et, avec eux, les travailleurs du monde entier. Notre position, c'est celle qui procède du soviét d'Irbid et de la grève des travailleurs d'El Al, du point de vue des grévistes de la General Motors, du point de vue des exploités et opprimés du monde entier.

Sans nul doute, les problèmes posés par la question palestinienne soulèvent les plus grandes passions. Ce n'est pas par hasard. Certes, ces passions sont fondées sur des combats réels, des combats où des millions et des millions d'hommes avec leur chair et leur sang cherchent à trouver des solutions positives aux plus angoissantes questions qui les étouffent. Mais la passion a également d'autres racines. C'est la passion du petit-bourgeois affolé qui se refuse à poser la question de l'Etat, c'est-à-dire la question de la destruction des Etats bourgeois, c'est-à-dire la question des soviets, du pouvoir centralisé de la classe ouvrière, comme solution à tous les problèmes, en particulier comme solu-

tion à la question nationale. Ces passions sont de même origine, de même nature que celles qui ont déferlé en mai-juin 1968 en France, lorsque les illusionnistes de tous genres et de toute espèce serinaient aux oreilles de la grève générale le POUVOIR OUVRIER, le POUVOIR DANS LA RUE, le POUVOIR DANS LES FACULTES, le POUVOIR PAYSAN — autant de prétendus pouvoirs disloqués, CONTRE le POUVOIR CENTRALISE DE LA GREVE GENERALE qui ne pouvait avancer vers la victoire que par le COMITE CENTRAL ET NATIONAL DES COMITES DE GREVE. Cette question de l'Etat, nous allons la placer au centre de notre exposé, parce que ce sont les faits et non une quelconque position idéologique a priori, qui lui fixent cette place centrale. Ce ne sont pas les idées que l'on se fait du monde dont il s'agit, mais le monde de la réalité d'où découlent les idées réelles. Il s'agit des classes !

Il s'agit des organes par lesquels ces classes assurent leur domination ou, pour ce qui est de la classe ouvrière, peuvent prétendre à la domination sur le monde, afin de supprimer finalement toute forme de domination sur le monde. Mais auparavant, il semble nécessaire de montrer comment le sionisme et le pan-arabisme, qui, à l'heure actuelle, s'expriment respectivement dans l'Etat d'Israël et dans la notion de la « nation arabe », ont été l'un et l'autre forgés par l'impérialisme. Certes, il ne serait pas correct d'oublier que ces créations artificielles de l'impérialisme, forgées pour diviser les travailleurs contre eux-mêmes, se sont chargées pour les masses d'un contenu émotionnel et politique. Il y a à cela, et nous le verrons ultérieurement, des motifs historiques extrêmement précis. Il nous faut en tenir compte dans le combat réel. Mais, auparavant, rappelons un certain nombre de faits essentiels.

SIONISME ET PANARABISME

Il faut savoir que la constitution d'un foyer national juif en Palestine a été décidée par M. Balfour, chef du gouvernement de l'impérialisme anglais, le 2 novembre 1917. Peu auparavant, en 1915, la Grande-Bretagne, qui était en guerre contre la Turquie, se déclarait prête à soutenir l'indépendance des Arabes. L'agent de l'impérialisme Lawrence appuyait la dynastie des Hachémites, champions de la nation arabe et champions de l'arabisme.

Il faut savoir qu'à la conférence de paix de Versailles, après la première guerre impérialiste, un des Hachémites, qui deviendra ensuite roi d'Irak, a réclamé l'indépendance pour les peuples d'Asie parlant arabe ; et que, le 2 juin 1922, M. Churchill a dit : « La déclaration Balfour reconnaît comme mission au foyer juif en Palestine le développement de la communauté juive existante avec l'aide des Juifs des autres parties du monde, en sorte qu'elle puisse devenir un centre pour lequel le peuple juif dans son ensemble prendra de l'intérêt et de la fierté pour des raisons de religion et de race. »

M. Churchill, en même temps qu'il exposait ce qui est le fond même du sionisme, donnait au même moment l'indépendance politique à la Transjordanie, en y portant au pouvoir un autre Hachémite, aïeul du roi-boucher Hussein. C'est l'impérialisme qui, pour diviser les peuples du Proche et du Moyen-Orient contre eux-mêmes, pour préserver et développer les positions de l'impérialisme britannique, les positions de l'impérialisme mondial dans cette région du monde, a conjointement créé les bases du sionisme et les bases de la « nation arabe ».

Un problème est ici à poser, qui est d'une extrême importance : il ne suffit pas de démon-

trer par les faits comment le sionisme et le pan-arabisme sont des obstacles créés de toutes pièces par l'impérialisme contre la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient. Ce sont là, aujourd'hui, où la barbarie impérialiste envahira la planète si la révolution prolétarienne ne l'abat pas, des questions vitales.

Au moment où le capitalisme était encore facteur de progrès et de civilisation, la question juive, héritée du Moyen Age, tendait à se résorber par une assimilation de plus en plus grande des Juifs dans les nations occidentales. Le sionisme, proclamé au congrès de Bâle en 1897, n'avait alors aucune prise sur les travailleurs et sur le peuple juif. Les chiffres le prouvent : entre 1890 et 1917, 3.057.000 Juifs ont émigré d'Europe orientale vers l'Occident, 60.000 vers la Palestine, soit une moyenne de 1.800 par an : en 1931, l'émigration juive vers la Palestine s'élevait à 4.000 par an, en 1932 à 9.500, en 1933 — l'année où Hitler a accédé au pouvoir en Allemagne — à 30.000, en 1934, à 42.000, en 1935 à 61.500. Aujourd'hui, près de 3 millions de Juifs résident en Palestine. Il est évident que la situation a changé. Certes, l'Etat d'Israël est une création de l'impérialisme dirigée contre l'unité des peuples du Proche et Moyen-Orient. Mais il serait imbécile, il serait criminel de ne voir que cet aspect du problème. Des millions et des millions de Juifs ont péri dans les camps de concentration nazis. Et la question juive aujourd'hui a une autre dimension, une autre densité, elle est chargée d'un pouvoir émotionnel important, elle est un problème particulièrement difficile à résoudre.

Mais, camarades, pas plus difficile que ne l'est la question du Pakistan oriental, pas plus

difficile que ne le sont de nombreux problèmes qui aujourd'hui se trouvent posés à l'échelle de l'humanité, dans la phase de la décadence de l'impérialisme, où, d'une manière directe, l'humanité risque de s'effondrer dans la barbarie. Les camps de concentration nazis n'étaient que la préfiguration de la barbarie envahissante. Je reviendrai tout à l'heure sur cette question : je dirai seulement pour l'instant qu'il est impossible d'avoir une vue simpliste, de prétendre qu'on puisse régler la question palestinienne qui est le problème décisif de la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, en disant simplement : les Juifs à la mer !

Mais il est évident qu'il faut d'abord préciser la nature de l'Etat d'Israël : l'Etat d'Israël est un Etat comprador qui ne survit que par les subsides de l'impérialisme américain. Tous les bavardages des sociaux-démocrates de tous genres sur le socialisme sioniste, sur le socialisme des kibboutz, s'effondrent devant la réalité : aujourd'hui, les prétendus kibboutz autogérés sont en train de se dissoudre sous le

poids même de la pénétration capitaliste. Il y a assistance des Etats-Unis dans tous les domaines ; cette assistance est une assistance militaire, une assistance technique, une assistance économique ; elle vise à forger, à consolider les rapports de production et d'échange capitalistes à la campagne comme dans l'industrie ; elle vise à renforcer un Etat théocratico-militaire, un Etat dans lequel, en 1966, il y avait 100.000 chômeurs avant la guerre des six jours, un Etat dans lequel le syndicat officiel, la Histadruth, a accepté, en 1968, le blocage des salaires pour deux ans, ce qui faisait dire à M. Dayan : « C'est là un des bienfaits de la guerre. »

Voilà ce qu'est l'Etat d'Israël, un Etat bourgeois comprador, artificiel, un Etat qui a été mis en place par Staline et Truman pour empêcher la révolution dans les pays arabes, un Etat qui divise les travailleurs juifs et les travailleurs arabes, un Etat qui coupe les travailleurs juifs du prolétariat international.

NATHAN WEINSTOCK ET LA "NATION ARABE"

Et maintenant que recouvre la notion de « nation arabe » ? J'ai lu, pour préparer cet exposé, un livre d'un homme qui est particulièrement qualifié sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient ; j'ai nommé le pabliste Nathan Weinstock, ami d'Ernest Mandel, et son livre *Le mouvement révolutionnaire arabe* (1). Il y reprend tout ce qui traîne dans tous les livres d'histoire officiels sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient — et puis, comme les pablistes se prétendent trotskystes et marxistes, il y va de sa petite marchandise. La justification de la « nation arabe », pour Weinstock, est faite de beaucoup de choses : il y a l'Islam, il y a le fait que c'est une communauté, le fait qu'ils aient beaucoup des éléments qui, paraît-il, seraient à la base d'une nation. Il n'y manque que le principal : le développement des forces productives, le moteur même, comme Marx nous l'a expliqué, des civilisations et des sociétés.

Je suis obligé ici de vous infliger quelques citations de ce livre. On y lit, page 16 : « Ainsi constatait-on à nouveau que c'est finalement sous l'effet de la pénétration économique capitaliste qu'a RESURGI (souligné par nous) la personnalité nationale arabe. » Donc, pour ce marxiste, il y avait une « personnalité nationale arabe » dans l'Orient médiéval, comme, sans doute, une « personnalité nationale française » ou « allemande » au temps de Charlemagne ! Comme si n'importe quel historien sérieux, sans même parler des marxistes, ne savait pas que l'éveil de la nationalité est lié à l'éveil de la bourgeoisie et à son ascension dans le monde

— alors que, pour cet éminent théoricien du pabliste petit-bourgeois, il y aurait eu une nation arabe du temps de Mahomet. Il poursuit en exposant comment cette « personnalité nationale arabe », une fois « resurgie », s'est exprimée dans des « congrès musulmans », « notamment celui de 1931 » (p. 17) — un congrès forgé de toutes pièces par l'impérialisme, un congrès dont tous les participants étaient des marionnettes entre ses mains. Voilà donc les forces qui, pour le « marxiste » Weinstock, auraient constitué, ou reconstitué, la « nation arabe ». C'est, somme toute, une façon de démontrer qu'il n'y a pas de nation arabe ; parce que, s'il y en avait une fondée, comme le prétend Weinstock, sur la religion, alors, en Europe, nous aurions une nation chrétienne, et en général nous aurions des nations fondées sur la race ou la religion. Voilà la philosophie d'un des novateurs du marxisme qui n'ont pas de mots pour déplorer notre manière insuffisamment courtoise de discuter avec eux.

Inspiré par le « congrès musulman de 1931 », notre auteur conclut : « Il serait donc absurde de nier l'existence d'une nation arabe. » Ainsi, ce sont les Hachémites, les agents de l'impérialisme britannique, qui fondent, ou plutôt qui reconstituent la nation « resurgie » à l'époque de l'impérialisme décadent, cela sur la base de forces productives en régression.

(1) Maspero, éditeur.

Mais Weinstock poursuit — n'est-il pas marxiste ? — en exposant que la seule classe qui est capable de « réaliser les tâches nationales du mouvement arabe, de promouvoir la révolution sociale et de vaincre l'arriération culturelle ne peut être que le prolétariat ». Apparemment rien de plus correct. Et il s'appuie, dans sa démonstration, sur une citation dont le choix est... révélateur (p. 18) : « Les paysans, non seulement à cause de leur niveau culturel terriblement arriéré, mais surtout à cause de leur situation objective de classe, ne sont capables que d'une révolte élémentaire contre leur situation de plus en plus intenable. » C'est là une affirmation élémentaire pour les marxistes, bien des fois ressassée depuis le *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx. Mais Weinstock est allé la chercher dans l'ouvrage intitulé *Lénine* que Lukacs a écrit en février 1924, au lendemain de la mort de ce dernier — et où, pour la première fois, devançant Staline, Lukacs commençait à élaborer la théorie du « socialisme dans un seul pays » pour l'opposer à la théorie de la révolution permanente, à la théorie de la révolution prolétarienne mondiale. Cette théorie bourgeoise selon laquelle le prolétariat, dans les limites d'un seul pays, est capable de construire une société socialiste, cette théorie avec laquelle la bureaucratie du Kremlin a prétendu justifier son existence d'organe bourgeois contre-révolutionnaire développé sur le corps de l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S. et dirigé contre la révolution mondiale, nous allons voir maintenant Weinstock la reprendre au

compte de la « nation arabe » prise à part. Ne poursuit-il pas : « Toute l'histoire du monde arabe le prouve » — notons bien que, pour notre auteur, il y a un « monde chrétien », un « monde bouddhiste », etc. — « la bourgeoisie dite nationale est intimement liée à l'impérialisme et, dans la mesure où elle parvient à s'émanciper de ce dernier » — elle le peut donc ? — « la rend incapable de réaliser le développement industriel, etc. » Mais le prolétariat, lui, le peut, il peut « réaliser l'unité nationale arabe, comme le préalable indispensable » d'une « transformation sociale radicale », il peut, dans le cadre de la « nation arabe », ou du « monde arabe », comme l'on voudra, édifier le socialisme. Voilà pourquoi Weinstock tenait à se référer à Lukacs qui voulait limiter le prolétariat à l'accomplissement des tâches bourgeoises héritées du passé, dans le cadre de pays restant isolés, comme l'U.R.S.S., et lui barrer la route de la révolution mondiale. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si, dans le cadre de la « nation arabe », du mot d'ordre de « l'unité arabe », qui « pose le problème du bouleversement de toutes les structures socio-économiques du Moyen-Orient » (pp. 19-20), Weinstock et ses amis, tout en bavardant sur la révolution permanente et Trotsky, n'ont, finalement, d'autre politique en Palestine que de soutenir des formations bourgeoises, toutes aussi « nationales arabes » que l'on voudra, qui sont incapables de conduire à la victoire le peuple palestinien en lutte pour sa libération.

IL N'Y A PAS DE SOLUTION MIRACLE

Ceux qui nous critiquent de vouloir rester fidèles à l'enseignement de Marx, de Lénine et de Trotsky, ceux qui nous critiquent parce que nous posons publiquement tous les problèmes qui sont en cause pour la révolution prolétarienne, à ceux-là nous disons : quelles opinions, quelle politique avez-vous à nous proposer ? A ceux qui préconisent de prétendues voies nouvelles vers le socialisme, « l'unité arabe », la « révolution arabe » dans le « monde arabe », à ceux-là nous disons : le seul modèle de la révolution socialiste, c'est le soviétique, et ce modèle-là, les paysans et les ouvriers de Jordanie n'ont pas trouvé de meilleure manière pour exprimer leur forme de socialisme que d'y recourir, que de recourir à la destruction de l'Etat bourgeois, à l'Etat-conseil, à la Commune, comme la révolution hongroise des Conseils, suivant la même voie que les travailleurs tchécoslovaques, que les travailleurs français dans la grève générale de 1968 ; nous

préférons être des « archéos » avec notre classe que des « néos » avec ceux qui trahissent notre classe.

Les problèmes en cause sont des problèmes extrêmement douloureux, extrêmement difficiles à résoudre. Il n'y a pas de solution miracle. A ceux qui nous proposent des « formes concrètes » de solution, nous disons : Hors de la voie de la destruction de l'impérialisme et des Etats bourgeois compradores, il n'y a pas de solution. Peut-être le mouvement de masse ne pourra-t-il pas, à une première étape, atteindre ce but, mais s'il ne l'atteint pas, il n'obtiendra pas de satisfaction à ses revendications. 1.400.000 réfugiés palestiniens au Liban, en Syrie, en Cisjordanie, en Jordanie, dans la zone de Gaza et en R.A.U., dont plus de 500.000 en Jordanie, près de 300.000 dans la zone de Gaza, près de 300.000 en Cisjordanie ; 1.400.000 personnes vivant dans des camps de toile, avec des subsides de l'U.N.R.A.M., sont une lourde

charge et une lourde menace que tous les gouvernants, qu'ils s'appellent Golda Meir, Nixon ou Gromyko, voudraient voir disparaître de la carte. 1.400.000 personnes, qui aujourd'hui, concentrent dans leurs aspirations et leur volonté toutes les aspirations du prolétariat international !

Avant d'aborder le problème de ce qui s'est passé dans cette guerre civile et de ce que cela signifie, donc les problèmes de la révolution internationale du prolétariat, qui sont ceux de la révolution prolétarienne en France, qui sont ceux de la construction du parti révolutionnaire dans ce pays, qui sont ceux de la construction d'une nouvelle internationale révolutionnaire, qui sont ceux de la reconstruction de la IV^e Internationale, il est nécessaire d'examiner les forces sociales qui sont en présence à l'échelle internationale et qui tournent toutes autour du prolétariat international montant et cherchent l'occasion d'écraser les ouvriers et les paysans. Nous avons dit que derrière ce qu'on appelle le sionisme comme derrière ce qu'on appelle le pan-arabisme, il y a l'impérialisme. Alors, Nasser agent de l'impérialisme ?

Des millions d'hommes l'ont pleuré, ont considéré sa mort comme celle de leurs espérances. Si ces millions d'hommes pouvaient, par leur propre mouvement, accéder aux déductions du socialisme scientifique, il ne serait pas nécessaire de construire un parti révolutionnaire, de construire une Internationale. Mais cela n'est pas. Des millions d'hommes saisissent leurs aspirations, leurs problèmes à travers une conscience disloquée, par rapport aux conditions matérielles qui sont les leurs. Et ces millions d'hommes ont chargé Nasser d'un contenu qu'il n'avait pas. En janvier 1905, des centaines de milliers d'ouvriers de Pétrograd, avec leurs femmes et

leurs enfants, derrière un pope, un provocateur de la police tsariste, se sont rendus auprès du tsar pour lui demander du pain et la journée de huit heures ; la réponse leur est venue sous forme de mitraille ; et ces centaines de travailleurs de Pétrograd, qui, dupes de leurs illusions, allaient chercher la solution de leurs problèmes auprès du tsar, quelques mois après, en octobre 1905, déclenchaient la première grande grève générale de l'Histoire et bâtissaient le premier soviét. Le problème de Nasser est identique à celui du pope Gapone. Aujourd'hui, derrière ces créations baptisées sionisme et pan-arabisme, il y a l'accord scellé, au nom de la contre-révolution mondiale, par l'impérialisme américain et par la bureaucratie du Kremlin. Sans l'aide des bureaucrates du Kremlin, après la guerre des six jours, l'Etat bourgeois égyptien se serait désintégré. Sans l'aide américaine à Hussein après la guerre des six jours, le royaume hachémite se serait désintégré. Le contenu réel de la politique menée conjointement par les dirigeants dits soviétiques et les dirigeants américains a été formulé par Kossyguine lui-même qui, se rendant au Caire pour assister aux funérailles de Nasser, a déclaré : « *Le gouvernement soviétique désire avant tout un gouvernement stable pour succéder à Nasser, non nécessairement un gouvernement orienté vers l'Union soviétique.* » Kossyguine aurait pu ajouter : « *Certainement pas un gouvernement de travailleurs qui donnerait satisfaction aux revendications des ouvriers et des fellahs.* » Le plan Rogers est le plan de la contre-révolution, élaboré conjointement par la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain pour crucifier la montée révolutionnaire dans les pays du Proche et du Moyen-Orient.

BOURGEOIS ET BUREAUCRATES Y VOIENT CLAIR

Quelques extraits de la presse internationale montrent que bourgeois et bureaucrates y voient très clair. On lit dans *le Figaro* du 1^{er} août 1970 ces lignes qui posent parfaitement le problème : « *Mais la menace la plus grave est celle que font peser les feddayin hostiles à toute négociation. Ils peuvent à tout moment ruiner le fragile échafaudage par n'importe quel coup de force contre le souverain jordanien ou sur tout autre terrain.* » Et, dans l'hebdomadaire américain *Newsweek* du 10 août 1970 : « *Depuis plusieurs mois, Washington et Moscou jouent un jeu diplomatique commun au Proche-Orient. Missiles et tanks russes en Egypte, aide américaine à Israël et à la Jordanie. Rideau de jumelle des déclarations des uns et des autres.* » Quand Nasser accepta le plan Rogers, la *Pravda* le félicita « *pour son opposition aux tendances extrémistes du monde arabe* » ; en même temps

« *le gouvernement soviétique assure Washington qu'il supportera ses efforts pour la paix.* » Un porte-parole du Département d'Etat définissait cependant le contenu du plan Rogers : « *La réaction des militants arabes souligne le fait que le temps est arrivé d'en terminer avec eux dans le Moyen-Orient. Si nous avons attendu encore quelques mois personne n'aurait pu contrôler la situation. Nasser et les Russes connaissent cette situation et estiment que notre initiative pour renverser la tendance dans les prochains mois, les négociations entre Israël et les Arabes, et derrière, en arrière-plan, la pression commune des dirigeants soviétiques et américains démontrera clairement aux feddayins qu'il temps d'en finir* » — qu'il est temps de donner à Hussein les moyens de saigner la révolution.

Voilà quel est le contenu du plan Rogers, voilà quel est le contenu de la politique de

coexistence pacifique prônée par les dirigeants soviétiques et à laquelle s'associent totalement les dirigeants du parti communiste français. Car ce dont il s'agit en Palestine, c'est d'une guerre civile. Dans le *New York Times* du 10 août 1970, après l'acceptation du cessez-le-feu par Nasser et Mme Meir, on lit : « *Personne ne sous-estime, à Washington, les problèmes que vont poser, pour la négociation, les Palestiniens hostiles à un règlement, mais ce qui est important, dit un diplomate, c'est que les modérés sont renforcés.* » Les modérés, c'est M. Hussein. Au début de la dernière offensive, la dernière en date, le 16 septembre, menée par les forces armées spéciales, ces bandes de brigands armés par l'impérialisme américain et fonctionnant sous la direction du roi Hussein avec la bénédiction de Kossyguine, lorsqu'elles se sont ruées contre les masses palestiniennes et que ces masses palestiniennes ont démontré qu'elles refusaient de subir, à Washington, la Maison blanche a été mise en état d'urgence en relation avec les événements de Jordanie. Les plans ont été mis en place pour une intervention au Moyen-Orient. Tandis que *la Jordanie était en flammes*, le gouvernement américain mettait au point un plan durable de paix au Proche-Orient. L'« *urgence* » résultait de ce que l'effondrement de Hussein n'aurait

pas simplement signifié la destruction de la monarchie jordanienne, ajoutaient les officiels américains, elle aurait signifié qu'au moins l'Irak et la Syrie basculeraient, trois éventualités que ni Israël, ni les U.S.A., ni le gouvernement soviétique, ni l'Égypte ne pouvaient accepter.

La comparaison entre la presse française et la presse américaine, pour ce qui est des informations, est toute à l'avantage de cette dernière. La raison en est très simple : la presse américaine est sans fard ; elle dit : « *Ecraser, assommer, tuer* ». La presse française ne le dit pas de manière aussi ouverte ; elle pense « *assommer, écraser, tuer* », mais elle ne le dit pas. Et c'est la raison pour laquelle l'ensemble de ses informations, tout particulièrement pour cet honorable journal qui s'appelle *Le Monde*, sont puisées directement dans la presse américaine, mais transformées de telle façon qu'on ne puisse voir ce qui se passe réellement.

Donc, heure après heure, le groupe spécial d'action prévu en cas de crise à Washington était rassemblé autour du président Nixon, son principal conseiller pour les questions de sécurité, Kiesinger, les chefs d'état-major de l'armée, les dirigeants de la diplomatie et de la C.I.A. suivaient avec lui les événements.

LE SOVIET D'IRBID

Pourquoi ? C'est l'hebdomadaire *Newsweek* du 28 septembre qui, sous le titre « *La naissance d'un soviet arabe* », va nous dire ce qui s'est passé dans la région d'Irbid, où, « *depuis deux semaines* » 150.000 personnes échappent au contrôle des autorités !

Les choses ont commencé lorsque les forces armées spéciales de Hussein ont massacré 23 combattants. « *Ils étaient complètement mutilés* », a déclaré à un reporter de *Newsweek* un commerçant d'Irbid. « *Certains avaient leurs mains liées avec leurs intestins, d'autres les yeux arrachés ou avaient été écartelés.* » La réaction de la foule a été... instantanée... Dans une explosion de colère apparemment (sic) spontanée, les habitants d'Irbid quittèrent la mosquée (où les corps étaient exposés) et mirent le siège devant les bâtiments gouvernementaux. Mais après la flambée du début il n'y a eu que peu d'effusion de sang. La semaine dernière, un tribunal populaire hâtivement constitué a condamné 9 officiers jordaniens à mort, mais comme toutes les troupes gouvernementales avaient déjà quitté la ville, les sentences restèrent sans effet. Le gouverneur d'Irbid et quelques-uns de ses partisans qui avaient trouvé refuge dans la caserne militaire centrale furent approvisionnés en aliments et en eau par les commandos, qui leur dirent qu'on les libérerait s'ils rendaient leurs armes

et renonçaient à leur allégeance au roi Hussein. » Ainsi, une fois encore, les masses, en dépit de la sauvagerie de leurs adversaires, ont fait preuve d'une mansuétude extrême...

« *Au milieu de la semaine, quand j'arrivai à Irbid, la ville était plongée dans un calme surprenant : les boutiques étaient le théâtre d'une grande activité... Le seul signe extérieur d'un changement était la présence de patrouilles de partisans puissamment armés qui parcouraient la ville, souvent remorquant derrière eux un policier gouvernemental à l'air penaud, afin de prouver leur volonté de faire la paix avec les autorités gouvernementales désireuses de collaborer. Un jeune ingénieur chimiste qui prétendait être le commissaire principal d'Irbid me déclara : « Beaucoup de gens du gouvernement se sont montrés disposés à travailler pour nous pour le bien de la révolution. Voyez vous-même comment la situation est normale ici ; nous gouvernons maintenant et les choses marchent mieux qu'avant. »*

Mais, en dépit de la tranquillité qui régnait en surface à Irbid, une authentique activité révolutionnaire se développait derrière la scène. Dans chaque rue, les partisans avaient mis en place des comités populaires pour remplacer l'administration. Ces comités élaient à leur tour des représentants à des comités de quartiers. Ces

derniers, composés de commissaires des partisans ainsi que de dirigeants des habitants d'Irbid qui soutenaient la cause palestinienne, tenaient chaque soir des assemblées pour discuter de sujets tels que la future organisation de la ville et les préparatifs à faire pour sa défense. Quoique leur structure fût semblable à celle des soviets locaux que les bolcheviks ont formés dans les premiers jours de la révolution russe, ces comités semblaient (sic) s'être formés de manière relativement (sic) spontanée, en réponse aux événements locaux, sans aucune influence ouverte (sic) de Moscou ou de Pékin... Avant que je ne quitte Irbid, un "congrès du peuple" a été convoqué au centre de la ville et a décidé d'interdire l'entrée de la ville à tous les fonctionnaires pro-gouvernementaux et de résister à toute attaque de l'armée jordanienne. A cette fin, quelque 1.200 partisans creusèrent en hâte des tranchées sur les principales routes d'attaque et mirent en place des barrages afin de contrôler les mouvements de ou vers la ville. « Nous sommes prêts à lutter ici jusqu'à la mort », a dit le lieutenant Abou Kussal, intellectuel de trente ans qui a la responsabilité de la défense de la ville. « Nous sommes une pauvre nation engagée dans un grand combat, mais nous sommes confiants dans la victoire. »

Mais cette confiance semblait prématurée à la fin de la semaine. On rapportait des escarmouches entre les partisans et des unités de l'armée jordanienne au voisinage d'Irbid. Et il semblait que ce ne fût qu'une question de temps avant que l'armée ne se lance à l'assaut de cette forteresse marxiste. « Si Hussein veut encore gouverner ce pays, il lui faudra reprendre Irbid » a déclaré un diplomate occidental à Amman. « Aucun gouvernement ne peut permettre qu'une telle situation existe et continuer à prétendre être un gouvernement. »

Quand on connaît ces événements, dont très peu de chose a filtré dans la presse française,

y compris la presse de gauche et d'extrême-gauche, on comprend l'angoisse de M. Nixon et de ses conseillers, on comprend l'angoisse et les conseils de modération des dirigeants « soviétiques » de Moscou. La guerre civile s'est développée jusqu'au point où elle ouvre, pour tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient, y compris le peuple juif, la perspective de la solution : les conseils, la Commune, la République des conseils, la République des soviets.

De même que Marx a établi après la Commune de Paris la ligne historique du développement de la lutte de classe internationale ou prolétariat ; de même que Trotsky a posé, après la révolution russe de 1905, avec la théorie de la révolution permanente, le seul pronostic théorique qui dans la pratique a été vérifié, à savoir que seul, le pouvoir des soviets, le pouvoir centralisé de la classe ouvrière, peut ouvrir le chemin de la victoire, y compris pour accéder à l'indépendance nationale et conquérir les libertés et les droits démocratiques ; de même Lénine, après la révolution russe de 1917, ouvrait comme seule perspective positive, pour les pays de l'Orient encore soumis à des relations pré-capitalistes, pour régler la question nationale, celle des soviets. Mais, par là même, les faits ont une nouvelle fois démontré qu'il n'y a aucune solution intermédiaire pour régler les problèmes de la nation dans les pays où les tâches démocratiques sont encore à l'ordre du jour. Il n'y a aucune voie non capitaliste intermédiaire entre la domination de l'impérialisme à travers des États bourgeois-féodaux formellement indépendants et les soviets. Voilà ce que Lénine a enseigné ; voilà ce que les staliniens foulent aux pieds, ce que les centristes foulent aux pieds, voilà ce que les maoïstes foulent aux pieds, voilà ce que tous ceux qui sont peu ou prou reliés à la bourgeoisie, à la petite-bourgeoisie, foulent aux pieds. Camarades, c'est la leçon du soviet d'Irbid. Par là même se trouve réglé d'un seul coup le débat qui oppose depuis des années et des années les marxistes que nous sommes à toutes les autres tendances du monde ouvrier, aux staliniens, avec leur théorie de l'indépendance nationale par étapes, aux gauchistes, avec leur théorie du pouvoir populaire, aux pablistes à la Mandel, avec sa théorie sur des États de transition qui ne seraient ni capitalistes ni soviétiques. Le soviet d'Irbid atteste une nouvelle fois la vérité du marxisme quant à l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, le soviet, c'est le pouvoir de la classe ouvrière et nul autre pouvoir, le soviet, c'est le pouvoir international de la classe ouvrière qui est déjà conquis dans un pays, le soviet, c'est l'expression réalisée de la poussée révolutionnaire du prolétariat français qui tendait lors de la grève générale de mai-juin 1968. Le Comité central national des comités de grève. Le soviet d'Irbid, c'est la révolution hongroise des conseils, par lesquels les ouvriers et paysans hongrois, en 1956, tendaient à reprendre le contrôle des conquêtes socialistes, que la bureaucratie a usurpé. Le soviet d'Irbid, c'est la direc-

tion que prenait et prend encore la révolution politique en Tchécoslovaquie. Le soviet d'Irbid, c'est l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat international contre la bourgeoisie et ses Etats. Le soviet d'Irbid, c'est la déroute pour ceux qui, dans les rangs de la IV^e Internationale, sont passés sur les positions de la petite-bourgeoisie, en reprenant la théorie des blocs par laquelle le stalinisme entend détruire contre la révolution prolétarienne l'unité mon-

diale de la lutte de classe. C'est la déroute pour un Frank qui voyait dans l'Etat guinéen de Sékou-Touré un Etat ouvrier. C'est la déroute pour Pablo et Mandel, qui voyaient dans l'Etat que Ben Bella-Boumediène ont construit en Algérie après les accords d'Evian de 1962 autre chose que ce qu'il était : un Etat bourgeois formellement indépendant, dont la première tâche a été de liquider comme syndicat ouvrier l'Union générale des travailleurs algériens.

LA LUTTE DE CLASSE TEND A REVENIR A SA SIMPLICITÉ PREMIÈRE

Ce qu'il y a de frappant dans la situation internationale de la lutte de classes actuelle, c'est à quel point les problèmes tendent à revenir à leur simplicité première. Le prolétariat ne pourra survivre comme classe que s'il refuse de perdre les positions, conquêtes, droits et libertés qu'il a arrachés dans sa lutte plus que séculaire. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la réaction sur toute la ligne. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la réforme de l'enseignement Guichard-Faure-Fouchet, qui vise à interdire aux jeunes tout enseignement véritable. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la déqualification et le chômage, la destruction des conquêtes sociales avec la mise en place de l'automatisation. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la militarisation de l'économie, des centaines de milliers de milliards de francs gaspillés à l'échelle internationale pour la préparation de la troisième guerre mondiale atomique et de la contre-révolution. L'impérialisme dans l'impasse, c'est LE SOCIALISME OU LA BARBARIE. Car l'impérialisme dans l'impasse, c'est aussi la volonté de résistance de millions et de centaines de millions d'hommes qui, à travers le monde, sont amenés à refuser de subir pour simplement

survivre.

La lutte de classe tend à revenir à sa simplicité première : classe contre classe. A l'aube du développement du capitalisme, pour simplement pouvoir survivre, c'est-à-dire être une classe, le prolétariat s'est organisé contre la bourgeoisie et l'Etat. Mais ces organisations, positions, libertés, conquêtes arrachées à la bourgeoisie sont dominées par les appareils qui cherchent à domestiquer la classe au profit de l'impérialisme. Mais l'impasse des appareils et de la petite-bourgeoisie est l'impasse même de la bourgeoisie impérialiste. Là, et nulle part ailleurs, est la clé pour comprendre la situation en Jordanie.

Après la défaite, dans la guerre des six jours, les Palestiniens se sont organisés. La majeure partie d'entre eux constitue 60 % de la popu-

lation de la Jordanie. Leur volonté de survivre comme peuple les amenait, indépendamment de leurs directions, à s'opposer à l'Etat bourgeois-féodal comprador du roi Hussein, soutenu par Nasser-Kossyguine-Nixon et Dayan. Ce même mouvement qui entraînait les ouvriers et les fellahs palestiniens à résister pour survivre à une politique qui les mène à la destruction, ce même mouvement qui les amenait à se dresser contre la jungle impérialiste, la bureaucratie stalinienne, les bourgeoisies nationales arabes et la caste des propriétaires fonciers, ce même mouvement qui les entraînait à Irbid à aller spontanément aux soviets avait pour effet le mouvement en sens inverse des possédants et des exploités entraînant Hussein à multiplier les provocations contre le peuple palestinien. En novembre 1968, les forces de sécurité jordaniennes attaquent le peuple palestinien. Le peuple palestinien leur inflige une première défaite. En février 1969, les forces de sécurité du boucher Hussein attaquent de nouveau. Encore une fois elles sont défaites. En juin 1970, nouvelle provocation de l'assassin couronné, nouvelle défaite ; mais ce qui déjà se dessinait dans le mouvement antérieur s'affirme de plus en plus. Dans la crise de juin 1970, note la presse internationale, des éléments palestiniens armés mais non contrôlés se sont manifestés à Amman. Ce diplomate américain avait raison : il n'y a plus de gouvernement, plus d'ordre, plus rien que les masses qui échappent au contrôle de ceux qui freinent leur combat. Dans toutes ces crises, chacun des Etats arabes dit réactionnaire ou dit progressiste joue son rôle pour interdire aux masses la destruction de l'Etat féodalo-bourgeois jordanien. Les Irakiens et les Syriens interdisent en juin 1970 aux commandos palestiniens de poursuivre leur attaque contre le palais Royal ; Nasser soutient ouvertement Hussein ; les Tunisiens, les Algériens, les Libyens, les Marocains constituent commission sur commission dans le seul but réel de sauver le trône chancelant de Hussein. A chaque étape, les dirigeants de la résistance palestinienne sont

amenés à signer des accords avec Hussein que celui-ci viole immédiatement. Accord après accord, par lesquels Hussein cherche à imposer l'autorité de son Etat au peuple palestinien ; accord après accord, qui constituent pour lui de simples manœuvres pour reprendre l'attaque en vue de saigner le peuple palestinien. Enfin, à l'ombre du plan Rogers, Hussein va tenter d'ouvrir la phase finale dans laquelle il va chercher à crucifier définitivement la révolution palestinienne. Une fois encore, il ne pourra atteindre son objectif. C'est le 16 septembre qu'il constitue un gouvernement militaire et donne l'ordre d'en finir avec le peuple palestinien. Il attaque sur tous les fronts : à Amman et à Irbid, dans le nord, dans le centre, aux frontières. Partout. Des milliers et des milliers de morts.

Deux semaines durant, la guerre civile fait rage. Deux semaines durant, le peuple palestinien résiste. Deux semaines pendant lesquelles les forces armées spéciales royales, les forces spéciales de sécurité du boucher Hussein seront contraintes de reculer. Camarades, je voudrais vous livrer le contenu d'une interview d'un commandant des commandos Saika — Ahmed Schabli : ces commandos Saika sont appuyés par les baassistes syriens — et les illusions des combattants palestiniens à l'égard du gouvernement des Etats compradores syriens et irakiens peuvent être fatales à la lutte du peuple palestinien. Comme un seul homme, pour résister à la provocation de Hussein, les commandos et les milices du peuple organisés dans les villes et en particulier à Amman se sont levés. Les forces de l'armée royale ont dû reculer. Le 1^{er} octobre 1970, dans une interview au *New York Times*, Schabli déclarait : *« Les forces de l'armée royale et Hussein ne reprendront jamais pied dans le secteur de Amman que nous contrôlons. Dans la bataille d'Amman, le régime du roi Hussein a été vaincu et son armée a été mise en déroute. L'expérience acquise dans ces douze jours de combat donne une nouvelle force pour affirmer notre cause. »* Il est exact que Hussein a cherché en septembre 1970 à saigner définitivement le peuple palestinien ; il est non moins exact qu'il a été vaincu et que son armée a été mise en déroute. Mais Hussein a été vaincu à différentes reprises. En novembre 1968 — en février 1970 — en juin 1970, et son armée a été mise à chaque fois en déroute. Et à chaque fois Hussein a repris l'offensive et il reprendra à nouveau l'offensive comme il l'a déjà reprise dans ces derniers jours, tant que les illusions des dirigeants palestiniens lui donneront l'occasion de préserver et de maintenir son Etat. Ce même commandant qui déclare au journaliste du *New York Times* : *« Je crois que Hussein tentera de faire maintenant un nouveau coup d'Etat »* n'en déclare pas moins : *« Nous désirons un accord d'armistice — nous luttons pour un gouvernement civil national — nous ne dési-*

rons pas renverser le régime. » Là, et pas ailleurs, se situe la menace contre la révolution palestinienne.

Certes, il ne s'agit pas pour nous, du haut de cette tribune, de condamner des compromis dans lesquels les dirigeants palestiniens sont contraints de s'engager. Certes, il ne s'agit pas pour nous de proclamer une solidarité verbale à l'égard du peuple palestinien à Paris, à Bruxelles ou ailleurs. Certes, nous savons que ce qui freine, ce qui interdit pour l'heure des actions réelles de solidarité pour la défense de la Commune d'Irbid, ce sont les directions qui contrôlent encore le mouvement ouvrier français. Nous savons que de telles actions de solidarité nécessiteraient un appel au Front unique, à des manifestations de masse où, par centaines de milliers, les travailleurs français, mobilisés par leurs organisations, manifesteraient devant l'ambassade royale de Jordanie à Paris. Mais nous savons également que, bien qu'entravée par les appareils, la classe ouvrière internationale n'en manifeste pas moins, par sa seule présence, la solidarité la plus réelle. Nous savons que l'internationalisme prolétarien ne saurait s'identifier à de creuses homélies ou à des aspirations abstraitement généreuses. Si l'impérialisme américain a été contraint de reculer dans ses intentions et dans sa volonté d'intervention en Jordanie, c'est parce qu'il était parfaitement conscient que ses troupes contre-révolutionnaires débarquant de sa 6^e Flotte et de son aviation auraient abouti à mettre le feu à tout le Moyen et Proche-Orient. Alternant des déclarations menaçantes et des démentis, combinés avec des déclarations des dirigeants du Kremlin condamnant ces menaces, l'ensemble de ce jeu n'avait qu'un but : amener les dirigeants de la résistance palestinienne à reculer. Certes, le rôle contre-révolutionnaire du gouvernement Dayan-Meir doit être dénoncé ; à ce sujet, aux travailleurs juifs qui affirment que l'Etat d'Israël serait, s'il était reconnu, facteur de progrès pour l'ensemble des peuples de ce secteur du monde, il faut dire : pendant ces événements, au moment où les travailleurs d'Irbid forgeaient leur soviét, au moment où le peuple palestinien et ses milices armées résistaient à l'Etat bourgeois-féodal de Hussein, le gouvernement israélien se concertait avec Nixon pour, si Hussein était renversé, occuper la Jordanie et imposer aux Palestiniens l'ordre impérialiste, l'ordre bourgeois. L'internationalisme prolétarien, je le répète, c'est la grève de la General Motors où, très certainement, les grévistes n'ont aucune idée, ou peut-être même des opinions réactionnaires, sur la lutte du peuple palestinien, mais qui refusent de payer le prix de la politique impérialiste de Nixon au Moyen-Orient. Le seul fondement de l'internationalisme prolétarien, ce sont les conditions matérielles réelles dans lesquelles prolétaires et opprimés du monde entier combattent la bourgeoisie impérialiste.

LES DIRIGEANTS PALESTINIENS ET LA NATURE DE L'ÉTAT

La question n'est pas de juger si les dirigeants palestiniens devaient ou ne devaient pas faire ce compromis. Nous ne sommes pas de ces petits-bourgeois qui ressassent aux Palestiniens que le pouvoir est au bout du fusil, qui encensent les guérilleros, qui proclament à tort et à travers que le F.P.L.P. de Habbache, le F.P.D.L.P. de Hawatmeh sont la direction révolutionnaire, qui les encensent pour, au moment où le feu se déchaîne, écrire comme le pabliste Weinstock : « *En effet, les événements actuels, aboutissement des préparatifs unitaires que l'on sentait venir et dont on s'étonne qu'ils aient pu prendre les dirigeants palestiniens au dépourvu...* » Petit-bourgeois installé au chaud à Bruxelles et bavardant sur la révolution palestinienne, qui, aux premiers coups de feu, quitte le navire, pour y remonter ensuite quand les masses auront fait reculer Hussein !

Revenons au compromis. Il s'agit de la nature du compromis ; il s'agit de la politique qui est à la base de ce compromis comme de la politique au service de laquelle sont les fusils. Il s'agit de l'Etat et de la nature de l'Etat.

Alors que, d'une manière constante et délibérée, dans tous les compromis et les accords entre Hussein et la résistance palestinienne — compromis signés sous l'égide des Etats arabes « révolutionnaires » ou pas — Hussein tend constamment à rétablir et à faire respecter le contrôle par son Etat, son armée, sa police, des commandos et à la dissolution des milices armées du peuple palestinien, ses interlocuteurs, les dirigeants de la résistance palestinienne, se refusent à poser la question de la nature du régime.

Il est inutile de parler longuement de la position d'Arafat, qui ne se contente pas de refuser de poser la question de la nature de l'Etat dans la lutte menée par le peuple palestinien, mais qui voit en Hussein un interlocuteur valable. Mentionnons seulement la position de Habbache et de Hawatmeh.

On peut lire, dans *Le Monde diplomatique* de juillet 1970, la déclaration suivante de G. Habbache : « *La nature du futur Etat palestinien ne me paraît pas urgente à définir. Disons que pour nous, au terme d'une guerre longue, le mouvement révolutionnaire arabe libérera la Palestine qui redeviendra arabe. Il y aura une solution démocratique pour le peuple juif en Palestine. Mais la Palestine ne sera pas une mosaïque de nationalités.* »

Tout citoyen, quelle que soit son origine ethnique ou confessionnelle, jouira pleinement de ses droits démocratiques. Mais actuellement, nous avons des problèmes plus urgents à résoudre car les difficultés à l'étape actuelle ne manquent pas. »

De la même façon, il n'a pas entrepris la réforme agraire dans les territoires qu'il contrôle.

Voici maintenant, d'après *Le Monde* de 11 et 12 octobre 1970, un passage d'une déclaration de Nayef Hawatmeh : « *Nous acceptons le cessez-le-feu et le départ du pouvoir militaire, mais nous estimons que la clause concernant le retour à un pouvoir civil n'est pas formulée de façon suffisamment claire. Nous demandons la constitution d'un gouvernement national, alors que l'accord du Caire permet le maintien au pouvoir des autorités jordaniennes responsables des massacres de septembre et qui ne méritent donc aucune confiance... Si les feddavin quittent les villes, les armes resteront entre les mains de la milice.* »

Camarades, il faut le dire et le dire nettement, si les aspirations du peuple palestinien peuvent être satisfaites, elles ne le peuvent que par la destruction de l'Etat bourgeois-féodal et compradore de Hussein. La nature de l'Etat est la question la plus importante, ce pourquoi on lutte est la chose la plus importante pour engager des combats victorieux. Certes, il est possible de réaliser des compromis, certes, il est possible de reculer et de louvoyer, mais une chose doit être claire : s'il est exact qu'il ne faut pas toucher au régime du roi Hussein, alors, comme la révolution espagnole en 1936, la révolution palestinienne sera finalement crucifiée. Lors de la révolution espagnole, on a pu voir que c'est la politique qui contrôle les fusils qui est décisive : derrière les fusils que Staline donnait — au comote-gouttes d'ailleurs — il y avait la politique de maintien du régime bourgeois, il y avait la victoire de Franco. Derrière la politique menée aujourd'hui par les formations petites-bourgeoises, derrière la politique des grandes organisations ouvrières, derrière la politique des moins grandes organisations, des toutes petites organisations, sans prise de pouvoir, il y aurait la défaite du peuple palestinien. Mais le peuple palestinien a réussi à imposer son soviet. Mais le peuple palestinien, par le fait même qu'il a réussi à imposer ses soviets, même s'il subit aujourd'hui les coups de Hussein, les camps gardés par les tanks que Nixon a livrés tout dernièrement à Hussein, est en marche sur la voie qui conduit à la victoire. Les soviets représentent, non seulement une menace mortelle pour l'impérialisme mais l'aide la plus réelle à la révolution palestinienne. C'est parce qu'ils ont peur de voir s'étendre les soviets à l'échelle du Proche et du Moyen-Orient que la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain hésitent à intervenir. Cette politique qui est celle du peuple palestinien rejoint les aspirations du prolétariat international. Camarades, c'est cela, la leçon de la guerre civile palestinienne. C'est cette leçon qu'il faut nous ancrer dans la tête parce que demain, ici même, les mêmes problèmes, des problèmes de nature identique se trouveront posés. Déjà, nous en voyons les premiers prodromes. Déjà, dans les

usines et les chantiers, dans la jeunesse, nous voyons les forces commencer à se regrouper et nous voyons une politique des organisations qui tend à disloquer les forces qui commencent à se regrouper. Camarades, les problèmes de la révolution palestinienne, les problèmes du soviet d'Irbid, les problèmes des soviets, ce sont ces problèmes qu'il nous faudra résoudre, ce sont ces problèmes que nous n'avons pas été à même tactiquement de résoudre dans la grève générale de mai 1968, ce sont ces problèmes qui exigent la construction d'un parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale.

INTERVENTION D'UN CAMARADE PALESTINIEN

Tout d'abord, je voudrais vous demander de m'excuser si je ne m'exprime pas très bien en français. Je suis un militant du F.D.P.L.P. Et je voudrais que ma contribution à ce débat donne quelques éclaircissements sur la lutte du peuple palestinien. En effet le peuple palestinien vit depuis plus de vingt ans dans une situation semblable à celle du peuple juif avant la création de l'Etat d'Israël. Les Palestiniens, ce sont une histoire commune et une civilisation commune. Ils ont en même temps une langue commune et tout ceci a contribué à faire d'eux une nation. Mais outre cela, ce sont les misères et les frustrations quotidiennes, subies depuis plus de vingt ans dans les camps de réfugiés, qui ont contribué à maintenir et à renforcer le sentiment de l'appartenance à une même nation, la nation palestinienne. Durant ces vingt années de misère, l'opinion publique internationale se refusait à attribuer au peuple palestinien le statut d'une nation et se contentait de les considérer, chacun à titre individuel, comme des réfugiés. Les camps de réfugiés, comme on les appelle, étaient pour la plupart installés en Jordanie et ce pays ne pouvait offrir aucune espèce d'emploi. C'est ainsi que ces réfugiés ou, comme je les appellerai d'un mot qui leur conviendrait mieux, ces apatrides, dépendaient pour leur subsistance de la charité internationale et des dons hebdomadaires de l'O.N.U.

Désespérant de l'action de l'O.N.U. le peuple palestinien est passé à la lutte armée. L'O.N.U., en effet, cherche avant tout à promouvoir la paix et les deux impératifs de la paix et de la justice peuvent être quelquefois inconciliables. La paix peut passer par-delà la justice. Cette justice pour le peuple palestinien consiste avant tout dans le droit de disposer de lui-même, droit dont la condition *sine qua non* est le droit d'avoir un territoire. Cette lutte acharnée du peuple palestinien a débuté le 1^{er} janvier 1965. C'est ce jour-là que la première balle fut tirée. Les *mass media* et les moyens d'information internationaux ont bien sûr passé sous silence cet événement. En effet ces organes de presse sont à peu près tous dominés par des sionistes ou des pro-sionistes. Ils ont essayé de présenter

la lutte palestinienne comme une lutte essentiellement raciste. Les Palestiniens seraient ainsi mus par l'antisémitisme. Il convient de préciser ici que la race, c'est une vue métaphysique qui ne correspond à aucune réalité objective ; du point de vue de la race, Arabes et Juifs sont d'une même race, la race sémite. Mais cette propagande sioniste ne suffit pas à expliquer l'attitude de sympathie et d'attendrissement que les pro-occidentaux ont adopté vis-à-vis de l'Etat d'Israël. Ces milieux, tout en reconnaissant l'action sous-jacente de l'impérialisme dans la structure actuelle de l'Etat d'Israël, et tout en reconnaissant le fait palestinien, cherchent toujours le compromis comme solution ; et ces compromis sont presque toujours aux dépens de la cause palestinienne. On retrouve, à l'origine de cette attitude, une certaine mauvaise conscience des intellectuels de l'Occident vis-à-vis des Juifs. Mauvaise conscience qui est due à la persécution, à l'extermination systématique dont a été l'objet le peuple juif à l'Occident, surtout durant la deuxième guerre mondiale. Mais les Palestiniens et les Arabes ne partagent pas cette mauvaise conscience, puisqu'ils étaient à l'époque presque en dehors de l'histoire internationale, réduits pour la plupart au statut de colonie ou de protectorat.

Cette introduction générale une fois faite, je voudrais faire quelques remarques au sujet de l'exposé du camarade Lambert : en effet, il m'a semblé que le camarade Lambert, surtout dans sa première partie, a procédé à un certain déniement de Nasser. Je voudrais ici rappeler l'action de Nasser pour le peuple palestinien et la nation arabe en général. Si on cherche à analyser l'exposé du camarade Lambert, on trouve qu'il a donné des arguments quand il a parlé du sionisme comme création de l'impérialisme et qu'il a démontré que le sionisme est une création de l'impérialisme : mais quand il parlait du pan-arabisme, il a seulement affirmé que c'est une création de l'impérialisme. Son analyse du pan-arabisme était plutôt une analyse du sionisme. Je ne crois pas que ce soit là l'analyse du pan-arabisme.

Pour ce qui est de Nasser, tel que je le conçois, il n'est pas essentiellement l'incarnation de l'arabisme. L'arabisme qui a adopté un nationalisme fait de références au passé, mais de modernisme et d'espoir de résurrection. L'action de Nasser à l'échelle du monde arabe, les transformations qu'il a suscitées et imposées dans le monde arabe ont été un apport fondamental à la pensée et à l'action universelle de libération. En effet, c'est d'abord dans le monde arabe qu'ont été remis en question, puis dénoncés et enfin éliminés les schémas, les carcans et les mythes grâce auxquels l'internationalisme prolétarien européen a pu diviser les mouvements nationaux de libération, considérer le nationalisme des peuples opprimés comme réactionnaire et en cela, retarder la révolution mondiale. L'arabisme se concrétise par l'élimination progressive des systèmes féodaux corrompus, par la solidarité de 100 millions d'opprimés dans

la lutte anti-impérialiste ; ce mouvement d'arabisme s'est imposé comme force révolutionnaire à l'échelle régionale du Moyen-Orient. En fait, si on cherchait à analyser ce qu'on appelle nasserisme, on pourrait dire qu'il n'y a pas de nasserisme, ou, plus exactement, jamais Nasser n'a voulu être ou créer une idéologie. Ce qu'on appelle le nasserisme, ce sont les initiatives multiples d'un homme qui a incarné la révolution démocratique et nationale du monde arabe.

Ceux pour qui la pensée révolutionnaire est faite d'un schéma prétendument socialiste ont voulu donner une analyse de classe de ces initiatives, des initiatives de Nasser. Mais ceux qui ont voulu donner cette analyse de classe des initiatives de Nasser n'ont fait que débiter les lieux communs sur la petite-bourgeoisie ou la bourgeoisie de gauche ou de droite. Les initiatives de libération qu'a suscitées Nasser étaient avant tout tournées, étaient avant tout basées sur une organisation de la production à la mesure des moyens dont il disposait dans son pays, et ce pays était haut, il faut le reconnaître. Tout ce sol, la guerre finie, est cultivable. Le programme qu'il a cherché à promouvoir n'a pas encore été complètement réalisé. Les initiatives de libération, d'organisation de la production et de la société sur des bases de plus en plus progressistes n'ont été que le développement normal de la révolution démocratique et nationale en Haute-Egypte qui va de pair avec l'élargissement du mouvement anti-impérialiste dans le monde arabe et partout ailleurs. Le caractère spécifique de la révolution démocratique et nationale en Egypte, ce qui fait de Nasser l'expression authentique de l'aspiration de son peuple, ce qui explique que, malgré ou à cause de la défaite de juin 1967, ce même peuple l'a supplié de rester à la barre, ce qui explique la douleur sans précédent manifestée par tous les peuples arabes à sa mort, c'est que Nasser et les Etats arabes avaient lutté pour la révolution démocratique et nationale sans séparer le sionisme de l'impérialisme. Cela doit être souligné car, en 1948, les professeurs de socialisme et de révolution voyaient en Israël un facteur de progrès. Ceci dit, je voudrais ajouter certaines choses. Dans l'exposé du camarade Lambert, qui cherchait à analyser la résistance palestinienne, il s'est tout d'abord attaqué à Arafat ; il a dit que c'est un bourgeois qui ne pose pas le problème de la nature des classes. Habbache lui aussi ne peut pas plus. Quant à Hawatmeh, il ne peut même presque plus en parler. Alors je voudrais vous demander, je me demanderais moi-même, pourquoi est-ce que la résistance palestinienne n'a pas cherché à poser le problème de l'Etat ? C'est que, si l'Etat est avant tout le reflet des contradictions de la société, dans un mouvement comme celui que vit actuellement le peuple palestinien, il vaut mieux faire passer ces contradictions qui sont peut-être principales en temps de paix au second plan, à l'arrière-plan, et une contradiction peut être secondaire mais essentielle, étant

donné que, seule, elle peut affirmer le fait palestinien, cette contradiction qui est avant tout anti-sioniste, au premier plan. Et c'est pour ça que Habbache, dans l'interview citée par le camarade Lambert, ne cherche pas à définir très précisément la nature du futur Etat. Le futur Etat, tel que le conçoit la résistance palestinienne, est, quant à son principe, un Etat multi-racial et multi-confessionnel. Mais on conçoit que les Israéliens qui, depuis vingt ans, ont travaillé en Israël, ont lutté pour en faire un pays productif, on conçoit que ces trois millions d'Israéliens ne veulent pas intégrer ces Palestiniens qui n'ont aidé en rien dans le développement d'Israël, il faut bien le dire. Et c'est pourquoi Habbache, tout en affirmant la nécessité d'un Etat multi-racial et multi-confessionnel, ne peut pas préciser les modalités de réalisation de cet Etat. La Palestine est actuellement un peuple en lutte et c'est à travers la lutte qu'on cherche à définir l'identité future du peuple et de l'Etat palestinien. Merci.

REPONSE DE LAMBERT

Un certain nombre de questions — des questions écrites aussi — m'ont été posées, et je ne pourrai malheureusement répondre à toutes. Je voudrais essentiellement rassembler ma réponse sur l'intervention du camarade palestinien, parce que je pense que les problèmes qu'il a soulevés sont véritablement au cœur du débat. Je le dis d'ailleurs d'une manière très nette, je suis en désaccord avec ce camarade. Je suis en désaccord sur des questions de principes et sur une question de fait. Pour commencer, la question de fait. Quand le camarade a pris la parole pour nous expliquer le rôle progressiste de Nasser, je crois qu'il a fait un acte de foi. Je ne crois pas que la révolution puisse vaincre simplement par la foi. Je crois qu'il est nécessaire, et l'Histoire l'a démontré, qu'elle ait une tête, des buts, une science qui la guide, une force qui la dirige, des idées et des objectifs et des mots d'ordre. Pour caractériser les résultats de la politique de Nasser, je pense que la meilleure des façons c'est de faire le bilan d'une gestion qui a commencé en 1952 et je citerai simplement quelques éléments de ce bilan, faute de temps.

On sait qu'un des problèmes clefs des pays arriérés est la question de la terre. Reliée très étroitement à la question nationale, la question de la terre mesure très exactement le contenu de classe de l'Etat. En Egypte, depuis 1952, Nasser a réalisé deux réformes agraires qui prétendaient liquider les rapports sociaux hérités du passé. Voici les bilans : la première mesure a été la limitation des propriétés. Résultat : le groupe des grands propriétaires fonciers augmente de 1952 à 1962 de 6.000 à 11.000. La surface cultivée appropriée par ce groupe augmente considérablement. Le groupe des plus grands propriétaires fonciers passe de 3.000 à

5.000 ; leur domaine augmente, en dépit de la limitation des propriétés, de plus 14 % ; en même temps la réforme agraire qui devait permettre aux fellahs sans terre de devenir propriétaires les contraint à verser de lourdes indemnités payables en trente ans. Camarades, voilà le contenu exact, le contenu réel d'une politique qui se veut sans idéologie, mais qui défendait des intérêts qui n'étaient pas idéologiques, les intérêts de la caste des propriétaires fonciers, contre les masses travailleuses. Effectivement, Nasser a été fidèle à la règle de conduite qu'il s'était fixée : ne pas faire des propriétaires fonciers, qui exploitaient plus de 15 millions de fellahs, des travailleurs ; il a accru la toute puissance économique et politique de cette caste dans le pays. En fait, la réforme du prétendu socialisme nasserien a abouti à augmenter la masse des petits fellahs propriétaires dans la situation misérable qui les voue à la famine et à rester, leur vie durant, sous la coupe des prêteurs privés auxquels ils doivent s'adresser pour emprunter à des taux usuraires. L'usure continue à pressurer les fellahs faméliques qui ont à peine de quoi vivre sur des terres qui leur permettent à peine de subsister. eux et leur famille. Les ouvriers agricoles continuent de travailler dans les anciennes conditions d'avant 1952, très souvent les plus féodales. Et, pour tromper son monde, le tout est baptisé « coopérative ». Les merveilles de l'auto-gestion à la campagne ! Qui dirige la campagne ? 15 millions d'Égyptiens ? C'est toujours le grand propriétaire féodal. Un seul exemple : dans un article publié par un homme qui n'est pas exempt de sympathie pour Nasser, dans *Les Temps modernes*, on lit qu'« une grande famille détenait, grâce à la complicité des services de la réforme agraire, plus 1.300 fedhans ; le fedhan est l'équivalent de nos 32 hectares, la réforme agraire limitait la superficie des terres de 100 à 200 fedhans. »

D'ailleurs, Nasser lui-même, dans les confidences qu'il faisait, expliquait qu'il n'avait réussi ni dans la réforme agraire ni dans l'éviction des capitalistes, et que, au surplus, il ne cherchait pas à réussir dans cette voie. Camarades, ceci, ce sont des faits. Je pense que la révolution palestinienne, comme toute révolution, ne peut se baser que sur des faits. Le bilan de la gestion de Nasser, c'est le bilan d'un gouvernement représentant la caste des propriétaires fonciers et la bourgeoisie nationale comprador, et il faut aller plus loin : si le camarade palestinien estime que Nasser est un facteur positif dans la vie politique dans cette région du monde, alors, il faut qu'il nous dise ce qu'il pense de la position de Nasser qui a approuvé le plan Rogers. Camarades, il faut être très, très, très, très clair. Ce qui est en jeu, c'est la vie de millions et de millions d'hommes, c'est la vie des travailleurs et des fellahs qui, aujourd'hui, à l'échelle des pays du Proche et du Moyen-Orient, continuent à chercher la voie de leur libération et leur libération signifie : expropriation des expropriateurs !

Il faut aller plus loin : le camarade nous dit que la résistance palestinienne est une résistance qui ne doit pas se poser la question de la nature de l'Etat. Mais il faut accepter les faits tels qu'ils sont. Quand Arafat, le 16 octobre 1970, déclare : « Il est urgent de reprendre la lutte, de détruire Israël, mais également il est urgent de respecter l'accord signé avec le roi Hussein qui a mis fin à la guerre civile » — quand Arafat fait cette déclaration, il désarme, qu'il en ait conscience ou non, le peuple palestinien : quelques jours après, Hussein, qui a mis fin à la guerre civile par un accord avec Arafat, attaquait de nouveau à Irbid. Et il continuera d'attaquer, de provoquer, jusqu'à crucifier le peuple, tant que son pouvoir ne sera pas renversé par le peuple. Alors, camarades, soyons clairs : la politique de Hussein, c'est la politique de Nasser, c'est la politique du plan Rogers, c'est la politique de l'écrasement de la révolution palestinienne (de la résistance palestinienne). Si, aujourd'hui, le problème de la nature de l'Etat ne se pose pas, alors il faut dire que la résistance palestinienne sera crucifiée. Quand Arafat continue à dire, comme le roi Hussein, qu'il lutte pour l'unité du monde arabe et de la nation arabe, il est contraint de respecter « l'accord que nous avons signé avec Hussein » (qui, lui, ne le respectera pas) « au nom de la révolution palestinienne », selon ses propres paroles.

Il ne s'agit pas de faire un acte de foi, il s'agit d'un accord paraphé par un boucher qui est l'instrument des impérialistes et de Dayan-Meir, un boucher qui se prépare à saigner le peuple palestinien. Je le répète encore : je ne condamne pas en soi l'accord qu'Arafat a pu être amené à signer. C'est là une question de rapport de forces. Ce qu'il faut condamner, c'est la politique qui sous-tend cette signature. Camarade palestinien, ne pas poser la nature de l'Etat, c'est procéder par actes de foi. Les actes de foi ne servent jamais à rien de bon. Camarades, quand j'écoutais ce camarade, je me souvenais de l'expérience, toute chaude encore, pour ceux de ma génération, de la révolution espagnole. Je me souvenais qu'un authentique parti révolutionnaire, le P.O.U.M., d'authentiques dirigeants révolutionnaires, ont accepté, au nom d'une politique dite de « la victoire d'abord », une politique qui était menée sous le signe de « la guerre qui doit être victorieuse », de participer à un « conseil national de la résistance » qui s'appelait à ce moment-là le gouvernement bourgeois de la Généralité de Catalogne. Le résultat, ça été mai 1937 ; bien que ni le P.O.U.M. ni Andrés Nin n'en portent la responsabilité, le résultat a été l'écrasement de la révolution espagnole. La révolution ou la guerre révolutionnaire sont des moments de la lutte de classe. C'est avant tout d'avoir une politique juste qu'il s'agit. Pour vaincre dans une grève, comme dans une révolution, il faut une politique correcte, ce qui implique qu'elle soit conduite sur l'objectif des « soviets », c'est-à-dire, en premier, lieu, le refus, sous quelque forme que

ce soit, de participer à des organismes ou à des gouvernements de collaboration des classes.

La question m'a été posée : si vous estimez que les dirigeants de la révolution palestinienne ne peuvent mener à la victoire, que proposez-vous ? Je répondrai que j'ignore si la politique que je préconise suffirait à assurer la victoire, mais que ce dont je suis sûr, c'est que la politique d'Arafat et d'Habbache, elle, doit conduire sûrement à la défaite. Les leçons de toute l'histoire de la lutte de classe internationale du prolétariat l'attestent. Je sais qu'une politique qui refuse de poser le renversement de l'Etat du roi Hussein ne peut mener qu'à la défaite. Cela, c'est l'histoire, c'est la lutte des classes, ce sont les faits qui l'enseignent. Alors, camarades, dans l'autre camp, celui de la résistance palestinienne, pour ceux qui pensent que l'Histoire a répondu à ces problèmes, il est de leur devoir de le dire, de n'encenser personne, de ne pas s'abaisser devant de prétendues victoires qui ne sont que des victoires éphémères, parce que la victoire, c'est la destruction de l'Etat bourgeois-féodal, la victoire c'est la destruction des Etats bourgeois-féodaux. Un camarade m'a posé une autre question : l'Etat est le reflet de contradictions. Non, camarades, l'Etat n'est pas le reflet de contradictions, l'Etat est l'Etat d'une classe ; il n'y a pas d'Etat qui soit le reflet de contradictions sociales. L'Etat de Hussein est l'Etat de la caste des propriétaires fonciers et de la classe des bourgeois, l'Etat agent compradore de l'impérialisme. L'Etat est l'organe d'une classe et l'Etat qui correspond aux aspirations du peuple palestinien, c'est l'Etat que veulent construire et que peuvent encore construire les masses, c'est l'Etat que les milliers de travailleurs de la ville d'Irbid ont constitué : le soviét. C'est l'Etat d'une classe, ce n'est pas l'Etat au-dessus des classes. Camarades, s'il faut attendre la « paix » pour poser ces problèmes, alors il faut comprendre que les gens, les intérêts, qui guident cet Etat, dont la fonction est de régler les contradictions de la société au profit de la classe dominante, feront que cet Etat règlera ces contradictions en écrasant le peuple palestinien. Dans ces conditions, l'union des classes qui est proposée aujourd'hui mènera le peuple palestinien à la défaite.

Camarades, le problème est un problème politique, comme d'habitude. Et dans ce domaine, nous ne cacherons pas au mouvement politique palestinien notre position, parce que nous pensons qu'il n'y a pas d'autre méthode pour la victoire.

On m'a posé une autre question, mais je ne pourrai pas y répondre complètement ; je dirai simplement ceci : il y a aujourd'hui un conseil national palestinien, il y a aujourd'hui en Palestine l'équivalent du conseil national de la résistance en France, l'équivalent de ce qu'était le Front populaire ; dans ce conseil national palestinien, toutes les organisations prétendant exprimer les intérêts des masses sont représentées, y compris le F.D.L.P. Dans ces conditions, je le dis, autant il est nécessaire que la lutte armée

se mène en commun avec toutes les forces armées, autant il est nécessaire de préserver l'indépendance politique. Il n'y a pas d'indépendance politique pour une organisation qui participe à l'organe de collaboration de classe que représente le conseil national palestinien. Là est la menace mortelle pour la révolution. A partir des faits, à partir de l'Histoire, à partir des leçons de l'Histoire qui n'ont jamais été démenties, nous pouvons dire : il n'y a pas d'autre politique à proposer que celle de Marx, Lénine, Trotsky, celle du marxisme, théorie et pratique de la révolution prolétarienne ; c'est là ce qu'il faut comprendre.

On m'a posé une question et c'est par là que je terminerai, concernant le mot d'ordre de la Constituante palestinienne : je l'ai dit, je refuse de fonder un Etat sur la race, je ne sais pas ce que veut dire la religion ou la race, comme fondement de l'Etat. Une nation est fondée sur d'autres critères et principalement, en dernière analyse, sur le développement des forces productives et les conditions matérielles de production. Il n'était pas possible, dans mon exposé ou dans ma réponse, de donner les fondements de ce qui constitue une nation, mais aujourd'hui, dans les pays qui n'ont pas réglé la question nationale, elle ne peut être réglée que par la dictature du prolétariat, que par la république soviétique. Aucune autre voie : il n'y a pas d'indépendance économique de l'Algérie, de la Tunisie ou du Maroc ; il y a la nécessité de planifier à l'échelle des pays, des continents, à l'échelle du monde entier, les forces productives qui permettent aujourd'hui d'aller vers le socialisme. Il n'y a pas d'indépendance économique pour un pays isolé.

Il y a un certain nombre d'aspirations nationales qui doivent être satisfaites, et qui peuvent être satisfaites aujourd'hui par le prolétariat. A partir de là se pose un problème : si le mot d'ordre, posé comme un pas en avant vers la république universelle des soviets, c'est celui des Etats-Unis socialistes et soviétiques du Proche et Moyen-Orient, il est non moins exact qu'à l'heure actuelle, il est nécessaire, pour atteindre cet objectif (dont nous venons de voir à quel point il répond à la réalité avec la constitution des soviets dans le nord de la Jordanie), que des mots d'ordre de transition permettent d'assurer l'unité des travailleurs juifs et des travailleurs arabes. Je ne suis pas aussi généreux que le camarade palestinien qui m'a précédé. S'il est parfaitement exact qu'avec la pluie de capitaux qui affluent du monde entier, et plus particulièrement des U.S.A., en Israël, il y a développement économique d'un pays de type plus ou moins occidental, je dis que le problème ne saurait être posé dans ces termes. Il y a une nation palestinienne en constitution, c'est-à-dire qu'il y a un Etat national palestinien, dont les deux composantes sont l'une juive — je ne dis pas israélienne, je dis juive — et l'autre arabe, puisque ce sont les termes qu'il faut utiliser. Donc, pour ma part je n'ai aucun intérêt à déterminer si le fondement de la nation

serait le fait que Juifs et Arabes sont sémites ; je dis simplement que les uns et les autres sont en Palestine. Ils ont en face d'eux un même ennemi, la caste des propriétaires fonciers et la bourgeoisie, un même ennemi, la bourgeoisie juive de Palestine, l'impérialisme. Ils sont donc dans la nécessité impérieuse de s'unir, parce qu'il n'y a qu'une solution. Cette solution n'est pas dans le cadre de deux États, car, dans ce cadre, c'est la politique de 1948, c'est la politique issue de Yalta et de Potsdam, la politique qui a constitué l'État d'Israël comme un bastion destiné à empêcher la révolution de se développer dans ces pays. Dans ces conditions, la seule façon de régler le problème, c'est un mot d'ordre qui unifie travailleurs juifs et arabes, et petites gens, paysans juifs ou arabes, un mot d'ordre qui les unifie tous contre l'ennemi commun pour réaliser cette nation à laquelle ils aspirent les uns et les autres. Ce mot d'ordre, l'Histoire l'a donné, c'est la Constituante, une Constituante palestinienne. On posera alors la

question : quelle sera la forme de l'État ? Je répondrai ce que Lénine répondait à ceux qui lui posaient avant la révolution de 1917 cette question : les travailleurs, les masses populaires, régleront eux-mêmes ce problème à partir du moment où ils auront exproprié les expropriateurs, où seront détruits les États bourgeois, les États féodaux-bourgeois. Voilà la seule réponse possible à donner. Peut-être cette réponse ne suffit-elle pas, peut-être n'est-elle pas assez concrète ; mais les autres réponses formulées, les autres réponses qui nous sont données mènent à l'écrasement du peuple, elles permettent à l'impérialisme, à la caste des propriétaires fonciers, à la bourgeoisie nationale des pays dits arabes, à la bourgeoisie israélienne, de continuer à dominer, à opprimer, à diviser les travailleurs contre eux-mêmes. Il n'y a pas d'autre voie, il n'y a pas de solution miracle, il n'y a que la révolution prolétarienne qui peut accomplir les tâches nationales héritées du passé.

Extrait de la revue :

"Quatrième Internationale" No. 45 de Septembre 1970.

La résistance palestinienne en danger

Les événements se développent au Proche-Orient avec tant de rapidité qu'une analyse de ceux-ci écrite au moment où nous terminons la copie pour ce numéro serait largement dépassée quand elle paraîtrait. Aussi, insisterons-nous essentiellement dans cette note sur les orientations des forces étatiques principales qui interviennent dans le Proche-Orient et sur les dangers extrêmement grands qui résultent dans l'immédiat pour la révolution arabe en général, pour les résistants palestiniens plus particulièrement. Nous avons, en effet, dans cette partie du monde une illustration éclatante de la politique soviétique de « coexistence pacifique » et de l'exploitation qu'en fait l'impérialisme américain.

Rappelons tout d'abord que, depuis la défaite des pays arabes dans la guerre des Six Jours, la résistance palestinienne a progressé non seulement en combativité, mais surtout politiquement du fait de l'apparition de formations comme le F.P.L.P. et le F.P.D.L.P. qui préconisent une orientation socialiste à la lutte des fedayin. Dans le monde arabe étaient ainsi apparus les éléments susceptibles de cristalliser une direction de rechange par rapport à la direction nationaliste petite-bourgeoise de Nasser.

C'était là un danger politique considérable pour les impérialismes d'une part, pour la bureaucratie du Kremlin pour laquelle toute montée révolutionnaire entraîne un affaiblissement de son autorité à l'intérieur comme à l'extérieur d'autre part. En outre, aussi bien Washington que Moscou ont un intérêt économique à ce que le canal de Suez fonctionne à nouveau : inutile d'explicitier ici les choses, la presse mondiale l'ayant largement fait.

Cette situation a amené les « super-grands » à s'entendre sur le « plan Rogers » présenté comme un plan de « paix ». En réalité ce « plan Rogers » constitue en premier lieu l'acceptation par les Etats-Unis des nouveaux rapports de force qui existent dans cette partie du monde, et dont témoigne la présence en Méditerranée orientale d'une importante flotte soviétique. Ce n'est pas l'accord global, à l'échelle de la planète, que recherche le Kremlin, mais c'est un accord qui enregistre ses progrès de grande puissance dans une zone d'importance stratégique considérable.

Mais, cet accord, il faut le faire accepter par les puissances satellites sur le terrain, et aussi trouver le moyen de réprimer, d'éliminer si possible les mouvements de masse pour qui cette « coexistence pacifique » signifie le maintien d'un *statu quo* d'exploitation, d'oppression, de misère.

Les dirigeants des Etats arabes les plus concernés, c'est-à-dire Hussein de Jordanie et Nasser d'Egypte, se sont montrés assez aisément prêts à accepter le « plan Rogers ». Moscou a longuement discuté avec Nasser pour obtenir son accord, mais c'est probablement avec des promesses qu'il demandait pour l'avenir.

Les Etats-Unis ont plus de difficultés avec Israël en ce qui concerne le « plan Rogers », car il implique pour Israël que ses victoires militaires ont été vaines et que la politique américaine est prête à se faire aux dépens d'Israël quand ses intérêts le demandent. Israël pourra pendant un temps entraîner des perturbations, mais Israël qui dépend économiquement totalement des Etats-Unis ne pourra, sans risquer le suicide, résister longuement à la pression de Washington. Israël le pourra d'autant moins que l'état de guerre larvée depuis les « Six Jours » l'épuise économiquement et provoque une lassitude et, aussi, des doutes dans une partie, encore minime, de sa jeunesse.

Le seul obstacle au « plan Rogers » c'est celui des Palestiniens dont les conditions sont intolérables, et de qui sont issus des groupements d'avant-garde aux affinités indéniabiles avec d'autres mouvements révolutionnaires dans le monde.

Contre eux, les chœurs de la « coexistence pacifique » n'ont pas tardé à se faire entendre. Nasser et Hussein ont oublié leurs querelles anciennes. Nasser a commencé par priver les Palestiniens de moyens d'expression à la radio. Et c'est à Hussein qu'est revenu très naturellement le sale boulot. Dans les premiers mois de cette année, il reculait sous la pression des fedayin, il avait dû éliminer de la direction de son armée certains chefs, y compris des membres de sa famille, apparemment trop désireux d'écraser les Palestiniens. A présent, sûr de ses arrières, il se permet des provocations destinées à entraîner des affrontements et un bain de sang. Ses hésitations présentes s'expliquent seulement par son désir de dissocier les résistants et par ses craintes que ses troupes ne soient pas en état d'écraser rapidement les fedayin.

Le « plan Rogers » sera-t-il mis complètement en application ? Ce n'est ni de Nasser et de Hussein ou du gouvernement israélien que cela dépend. Mais l'avenir le plus immédiat, pourrait-on dire, de la résistance palestinienne est en cause, et avec elle la révolution socialiste arabe. Il faut aider les combattants aujourd'hui menacés à se défendre et à progresser politiquement au niveau des dangers qui pèsent sur eux.

Sionisme, antisionisme, désionisation

1. - Au moment de la guerre de juin 1967, une effroyable confusion régnait dans l'extrême-gauche à propos d'Israël et du sionisme. Des militants révolutionnaires convaincus se sentaient désemparés, hésitaient à prendre clairement position. Le désarroi fut évidemment bien plus accusé encore au sein de la gauche non révolutionnaire. De nombreux intellectuels occidentaux qui avaient combattu courageusement le colonialisme français en Algérie et l'impérialisme américain au Vietnam prirent fait et cause pour l'Etat sioniste, sans restriction aucune.

Les raisons de cet aveuglement ont souvent été exposées et parfois les intéressés eux-mêmes, comme Jean-Paul Sartre, parurent plus ou moins conscients des sentiments contradictoires qui les déchiraient. La question juive, qui rappelle inévitablement les génocides perpétrés par les Nazis, suscite une profonde culpabilité en Occident. Depuis la montée du fascisme allemand il est de tradition de considérer le Juif comme le symbole par excellence de l'homme opprimé. Par ailleurs, un manque flagrant d'information sur la situation réelle en Palestine ainsi qu'une propagande particulièrement habile ont réussi à transférer le capital de sympathie dont jouissaient les survivants de l'Holocauste à l'avantage du mouvement sioniste. Israël semblait l'incarnation même d'une réparation historique envers les Juifs : ce peuple qui avait subi tant de persécutions et de souffrances obtenait enfin un Etat-refuge, havre potentiel qui garantissait les communautés juives du monde entier contre toute résurgence de l'antisémitisme.

Rappelons qu'il n'existait aucune étude de fond sérieuse de la question sioniste en langue française, avant que Maxime Robinson n'écrive en 1967 son **Israël, fait colonial**, pour le numéro spécial des « Temps Modernes » consacré au conflit israélo-arabe. La presse occidentale avait réussi à refouler hors de sa conscience l'existence du peuple palestinien. A peine évoquait-on parfois la présence de réfugiés arabes.

La résistance palestinienne est venue bouleverser cette ignorance tranquille et a suscité une prise de conscience du phénomène sioniste dans l'avant-garde. Elle n'a pas encore dissipé pour autant toutes les confusions, ce qui se comprend d'ailleurs car la théorie révolutionnaire est toujours le fruit d'une élaboration politique et non pas le reflet mécanique des luttes qui se déroulent autour de nous.

2. - Le problème palestinien ayant été en quelque sorte catapulté tout récemment dans notre conscience politique, la compréhension des ressorts de la question reste encore fragmentaire. En outre, la réflexion théorique doit quasiment commencer à zéro puisqu'à l'exception de quelques secteurs d'avant-garde du mouvement révolutionnaire — essentiellement la Quatrième Internationale — aucun effort d'analyse politique n'a été fait à ce sujet depuis la deuxième guerre mondiale. Le stalinisme a joué ici un rôle particulièrement néfaste en abandonnant la traditionnelle critique communiste du sionisme ou, pis encore, en pratiquant sous le couvert d'« antisionisme » une politique carrément antisémite. Les infâmes procès de Prague en 1952, suivis en U.R.S.S. du « complot » des « assassins en « blouse blanche » ont précédé dans cette voie l'ignoble campagne anti-juive menée par la bureaucratie polonaise et, dans une moindre mesure, par les dirigeants soviétiques.

S'y ajoutait au surplus la propagande souvent antisémite des milieux réactionnaires arabes. L'audience du mouvement sioniste ne pouvait que croître face à des adversaires de ce calibre là.

Chacun peut observer aujourd'hui les séquelles de ce passé qui est bien loin d'être surmonté. Il n'est que de considérer le vocable « sioniste ». Tour à tour on s'en sert pour désigner le fait de peuplement juif en Palestine, l'Etat israélien, l'ensemble des partisans de cet Etat, les Juifs qui lui apportent leur soutien, la population israélienne, etc. Il est bien évident qu'en baptisant de « sioniste » tout ce qui touche de près ou de loin à Israël on ne peut qu'aggraver la confusion existante. D'où la nécessité d'une clarification idéologique.

Nous appellerons sionisme le courant idéologique et le mouvement politique de colonisation juive en Palestine. Partant de là, le sionisme apparaît donc avant tout comme un système donné de rapports sociaux entre les Juifs de Palestine (c'est-à-dire les Israéliens), d'une part, et les Arabes palestiniens d'autre part, de même que tout colonialisme se résume en un type de relation déterminée entre colonisateurs et colonisés.

Concrètement le projet sioniste ne pouvait se réaliser que par la violence puisqu'il fallait l'imposer de force à la population autochtone. Il s'ensuit que la dépendance de la colonie juive de Palestine vis-à-vis de l'impérialisme est demeurée une constante

QUATRIEME INTERNATIONALE

inévitables dans le mouvement sioniste. L'inféodation actuelle d'Israël aux Etats-Unis perpétue l'alliance initiale conclue avec le pouvoir ottoman en Palestine qui fut suivie d'une longue période de collaboration avec le colonialisme britannique.

Cette définition permet d'écartier une série de conceptions erronées qui obscurcissent la compréhension du problème et nuisent au mouvement de solidarité à la révolution palestinienne.

Pratiquement, le caractère sioniste d'Israël se manifeste dans sa législation discriminatoire qui institue des privilèges nationaux pour les Juifs (Loi du Retour et Lois sur la nationalité) tout en les refusant aux Arabes, dans la législation coloniale héritée des Britanniques qui est appliquée à la population palestinienne (Défense Emergency Regulation), dans les expropriations de terres arabes et le « repeuplement » des régions habitées par des Palestiniens, dans la discrimination multiforme qui s'exerce au niveau social, politique et économique contre les Arabes, dans la répression des mouvements politiques palestiniens, dans la dictature de la classe capitaliste et l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois justifiée au nom de l'unité nationale (sioniste), dans la dépendance de l'Etat hébreu des bailleurs de fonds étrangers et des puissances impérialistes nécessitée par la politique sioniste elle-même, dans les relations extérieures de l'Etat israélien fondées sur la lutte contre les mouvements progressistes du monde arabe et sur l'expansionnisme. L'ensemble de la politique israélienne est déterminée par la structure ségrégationniste de l'Etat et les conséquences politiques — telle que l'hostilité profonde des masses arabes envers le fait colonial israélien — qu'elle entraîne. La politique d'exploitation coloniale directe inaugurée après les conquêtes territoriales de juin 1967 a évidemment exacerbé ces tendances latentes du sionisme.

a) Le sionisme ne doit pas être confondu avec le fait de peuplement juif en Palestine.

Bien que la population israélienne soit un produit de la colonisation sioniste qui s'est effectuée au détriment des Palestiniens et ce durant une époque toute récente, — de sorte que la meurtrissure est encore profondément ressentie par les Palestiniens, peuple traumatisé par l'exil et la dépossession brutale de son territoire — aucun marxiste digne de ce nom ne peut mettre en cause l'implantation des Israéliens en Palestine. Les révolutionnaires prennent pour cible des structures sociales et politiques et non l'équilibre démographique ou ethnique. La lutte contre le colonialisme vise le système colonial et les privilèges qu'il institue et non la présence physique d'une communauté d'origine étrangère dans le pays colonisé. Le F.L.N. algérien n'a jamais réclamé le départ des Européens d'Algérie de même qu'aujourd'hui les révolutionnaires d'Afrique du Sud ne préconisent nullement l'expulsion des blancs. Ce principe est d'ailleurs officiellement admis non pas seulement par l'aile gauche du mouvement de résistance palestinienne mais également par sa fraction bourgeoise qui est la plus nombreuse, le Fatah. Dès lors il est aussi absurde de qualifier de « sionistes » des Israéliens que de qualifier le peuple américain pris en bloc et collectivement d'« impérialiste ». Car en agissant de la sorte, on accrédite l'idée que le combat est dirigé contre la population juive au lieu de l'être contre le système politique sioniste.

b) La lutte vise les structures de l'Etat israélien et non les partisans d'Israël. Il est vrai que la majorité des Israéliens et des Juifs soutient fermement la politique sioniste. La conséquence à en tirer est la nécessité de mener une lutte politique de longue haleine au sein de la communauté hébraïque et de la population juive pour les arracher à l'emprise de l'idéologie sioniste. Dans la mesure où tous les mouvements représentatifs de la révolution palestinienne inscrivent — à bon droit — leur combat dans la perspective d'une coexistence future des Juifs et des Arabes en Palestine, il est clair que les masses israéliennes, encore trompées par l'idéologie sioniste aujourd'hui, seront précisément les partenaires futurs de la révolution palestinienne. C'est assez dire combien apparaît importante l'action de l'avant-garde antisioniste agissant aujourd'hui au sein de l'Etat hébreu. Faire la révolution avec les Juifs de Palestine présuppose évidemment la croissance des forces révolutionnaires au sein de la population israélienne. Cela étant, il s'agit de comprendre les facteurs qui expliquent l'appui accordé par les Israéliens et les communautés juives au sionisme Chauvinisme sans doute. Encore faut-il saisir les racines de ce nationalisme juif. Il s'explique d'une part par la tragédie juive contemporaine et, de l'autre, en ce qui concerne les Israéliens eux-mêmes, par des dizaines d'années de propagande arabe chauvine et raciste qui ont facilité la tâche de la bourgeoisie israélienne ainsi que par la faiblesse de l'avant-garde internationaliste arabe. La tâche des révolutionnaires palestiniens consiste donc à proposer aux Juifs d'Israël une perspective de coexistence qui garantirait leur avenir. Même si l'on peut tenir pour insuffisantes les conceptions actuelles de la majorité des organisations palestiniennes à ce sujet, il est certain que d'importants progrès ont été réalisés dans cette voie. Mais en définitive la meilleure des garanties serait

QUATRIEME INTERNATIONALE.

la participation effective des Israéliens à la révolution arabe. ce qui revient à souligner à nouveau le rôle crucial de l'avant-garde antisioniste au sein de l'Etat hébreu. S'agissant des communautés juives, le soutien massif à la direction sioniste d'Israël s'explique essentiellement par le scepticisme profond des masses juives à l'égard du socialisme comme solution de l'antisémitisme. Ici la réponse ne peut venir que de la nouvelle génération révolutionnaire dont le rôle historique consiste précisément à construire les partis de masses qui permettront de manière générale de redonner vie à l'espérance socialiste malgré Staline et ses successeurs, malgré Gomulka et Moczar, malgré Brejnev.

3 - Lutter radicalement contre le courant sioniste signifie le combattre à sa racine même et par conséquent mettre à nu les **bases matérielles** du sionisme qui doivent être anéanties. Car quel que soit le poids des facteurs psychologiques et historiques — il est indéniable qu'en l'espèce il s'avère considérable — il faut remonter d'abord à l'infrastructure du mouvement. Dès lors, on peut distinguer trois éléments essentiels qui sous-tendent la structure sociale sioniste et dont l'existence conditionne et alimente la conscience sioniste :

a) La bourgeoisie israélienne :

Il existait autrefois des secteurs minoritaires du capitalisme juif en Palestine, avant la création de l'Etat d'Israël qui contestaient la ligne politique sioniste parce qu'elle menaçait de les isoler des marchés arabes du Proche-Orient (ce fut notamment le cas de l'émanation politique des nouveaux immigrants allemands des années 30). Mais aujourd'hui l'ensemble du capitalisme israélien envisage son avenir dans le cadre de la consolidation des structures sionistes (le grand parti bourgeois formé de l'alliance du Hérouth fascisant et des sionistes généraux appuie fermement l'expansion territoriale dans sa recherche d'un marché plus vaste que les frontières exigües de 1949). Historiquement, sa politique actuelle a été déterminée par le processus même de sa constitution. Le potentiel anticapitaliste de la révolution palestinienne accentue la dépendance structurelle, — économique, politique, diplomatique, militaire — de la bourgeoisie israélienne envers l'impérialisme. Bien que douée d'une relative autonomie politique, la bourgeoisie israélienne ne peut fonctionner économiquement qu'en tant que relais de l'impérialisme et politiquement elle est contrainte par ses intérêts vitaux d'assurer ce rôle face à la révolution arabe. La guerre de 1967 a confirmé cette orientation puisque les nouvelles frontières d'Israël mettent à la disposition de sa classe dirigeante en la personne des Arabes palestiniens un véritable sous-prolétariat colonial, source de surprofits.

En résumé, la bourgeoisie israélienne est structurellement liée à l'impérialisme et cette dépendance accentue son essence sioniste puisqu'aux yeux de ses protecteurs Israël n'a d'utilité qu'en tant que gendarme du Proche-Orient. La nature sioniste de la bourgeoisie israélienne est donc en quelque sorte surdéterminée.

b) La bureaucratie ouvrière :

Comme on le sait, le mouvement ouvrier sioniste constitue la colonne vertébrale de l'Etat hébreu. Principal artisan de la colonisation juive, il a déterminé sa forme ségrégorationniste spécifique. L'équilibre social d'Israël dépend de l'intégration de la classe ouvrière juive à l'Etat bourgeois qui a été réalisée par le biais du syndicat unique, qui est également un syndicat-patron, la Histadrout, et par l'interpénétration des partis ouvriers (principalement le Parti Travailleuse) avec la bureaucratie d'Etat, l'appareil administratif et les cadres des organisations sionistes.

La bureaucratie ouvrière fait partie intégrante des structures étatiques et militaires (elle dominait déjà l'appareil pré-étatique à l'époque du mandat britannique). Elle s'impose comme un allié indispensable à la bourgeoisie pour enrayer la naissance d'un courant prolétarien, politique ou syndical, authentique. Les institutions au travers desquelles elle exerce son hégémonie (coopératives, kibboutzim créés sur la base de l'expulsion de la population arabe, entreprises industrielles et commerciales, partis politiques, etc.) sont structurellement et historiquement liés à la lutte contre les Palestiniens. A ces facteurs s'ajoute le rôle indispensable qu'elle a rempli en substituant le chauvinisme sioniste à la conscience de la classe. C'est pourquoi la liquidation des assises politiques et sociales de la bureaucratie ouvrière est le préalable nécessaire et indispensable à la défaite du sionisme.

c) L'infrastructure sioniste extérieure :

La dépendance d'Israël envers l'impérialisme se double des liens entre « l'establishment » israélien et l'Organisation Sioniste Mondiale qui assume notamment le rôle de bailleur de fonds de l'Etat hébreu.

Pendant de longues années l'O.S.M. était essentiellement constituée par les masses juives auxquelles s'opposaient souvent les capitalistes juifs proprement dits (par exemple la Jewish Board of Deputies britannique, l'American Jewish Committee et des organismes similaires dans d'autres pays occidentaux). Or, le rôle stratégique accru rempli par Israël dans le cadre de la lutte contre la révolution arabe et son

importance nouvelle — surtout depuis 1967, comme relais économique de l'impérialisme au Proche-Orient — ont déterminé une évolution sensible de la composition du réseau de soutien organisé de l'Etat hébreu. Depuis 1967, la classe dirigeante israélienne a été amenée à chercher un soutien organique auprès des divers grands capitalistes d'origine juive et auprès du capitalisme international tout court — voir la dépêche de Reuter publiée par *Le Monde* du 9 avril 1970 sur la délégation de banquiers européens qui s'est rendue en Israël en vue de négocier des projets d'investissements — dépendance commandée par les difficultés économiques, structurelles et les problèmes posés par la « digestion » des territoires conquis. Le déplacement du centre de gravité de la structure politique d'Israël en faveur des partis bourgeois a facilité cette réorientation. A leur tour, les nouveaux bailleurs de fonds (voir les conférences des milliardaires juifs) ont imposé l'abandon d'un certain nombre de privilèges acquis par la bureaucratie sioniste à leur profit (pénétration économique étrangère, dénationalisations, participation aux entreprises coopératives ou étatiques), s'installant dans les secteurs rentables de l'économie israélienne.

La lutte contre le sionisme passe nécessairement par la rupture radicale avec le capitalisme étranger.

4 - Certains pourraient objecter que de toute manière la perspective d'alliance entre l'avant-garde israélienne et la révolution palestinienne est vaine parce que la population d'Israël est le produit du colonialisme sioniste et ne saurait mettre en cause ses propres intérêts et privilèges de groupe.

Cette position est erronée car elle ne tient pas compte du caractère spécifique du colonialisme sioniste. En effet, le fondement de l'économie israélienne n'est pas l'exploitation de la **main-d'œuvre palestinienne** (bien que celle-ci y joue un rôle croissant depuis les conquêtes de 1967), mais bien l'exploitation de la **classe ouvrière juive**. Or les travailleurs israéliens ne sont pas structurellement liés au sionisme dont ils ne retirent pas en tant que tels des bénéfices. Le ségrégationisme spécifique du mouvement ouvrier sioniste a eu pour effet le développement en Palestine d'une économie juive en vase clos qui refoulait les Palestiniens et non pas d'une société axée sur l'exploitation des indigènes. Il en est résulté que les travailleurs juifs d'Israël ne forment pas aujourd'hui, en bloc, une aristocratie ouvrière de type colonial occupant une place intermédiaire dans la stratification sociale entre le capitalisme colonial d'une part et les prolétaires indigènes de l'autre. Leur statut n'est pas lié à l'hégémonie d'une couche dirigeante coloniale sur la masse des Arabes. Par conséquent, elle n'a pas d'intérêt propre au maintien de la structure coloniale sioniste, n'étant pas économiquement privilégiée grâce à la surexploitation coloniale des autochtones (ce raisonnement ne vaut évidemment que pour la classe ouvrière israélienne prise dans son ensemble et non pas pour certaines couches supérieures privilégiées).

Le développement séparé de la communauté juive en Palestine — produit de la politique du mouvement ouvrier sioniste qui était désireux de garantir aux travailleurs juifs une place dans la production en leur assurant le monopole de l'embauche au sein d'une économie purement juive — a eu pour résultat la transformation des colons juifs en une nation israélienne dotée de sa propre structure sociale (bourgeoisie et prolétariat), de sa propre économie (fermée) et de sa propre culture (hébraïque) qui la distinguent aussi bien des Arabes palestiniens, qui étaient exclus par principe du système social sioniste, que des Juifs du monde entier, économiquement intégrés dans la structure socio-économique des pays où ils vivent. On peut sans doute qualifier les Juifs d'Israël de « Palestiniens juifs » mais uniquement à condition de rappeler que les Arabes palestiniens forment la nation **arabe** de Palestine. Lorsque certaines organisations palestiniennes insistent sur le caractère « palestinien » des Israéliens, il convient de rendre hommage à l'esprit qui les anime : la volonté de considérer ces Juifs comme des citoyens à part entière de la Palestine future. L'on ne saurait oublier pour autant que la différence entre les deux peuples est d'essence **nationale** et non pas **religieuse**.

Le fait que cette nation israélienne s'est constituée au détriment des autochtones par le refoulement des Arabes (boycott, expropriations, expulsions) ne change rien à la réalité de son existence en tant que nation et surtout pas au fait que le prolétariat israélien a des intérêts distincts de sa bourgeoisie. Voilà pourquoi l'évolution de la lutte de classes au sein de la société israélienne s'avèrera déterminante pour l'avenir des Israéliens au Proche-Orient. C'est en cela que le « cas » israélien est spécifique et se distingue fondamentalement du colonialisme classique.

5 - Arrivé à ce point de notre raisonnement, nous pouvons aborder la question de la **désionisation**. Les révolutionnaires israéliens entendent par là la destruction des structures socio-économiques et politiques oppressives et coloniales d'Israël. Or, il est évident que cet objectif suppose au préalable une lutte révolutionnaire au sein d'Israël.

QUATRIEME INTERNATIONALE

En effet, la liquidation des structures sionistes ne peut se faire qu'avec la participation d'un secteur important de la classe ouvrière israélienne. Si elles devaient s'écrouler par le seul effet d'une force extérieure, rien ne serait résolu puisque la communauté nationale hébraïque, même privée d'un Etat propre, engendrerait à nouveau une structure de type colonial par le seul jeu de la circulation des capitaux, de l'avance technologique israélienne et l'existence d'une puissante bourgeoisie industrielle et financière juive. La base ouvrière israélienne doit donc être amenée par le développement du processus révolutionnaire à conquérir l'hégémonie politique au sein de la nation en abattant sa bourgeoisie et ses alliés de la bureaucratie ouvrière au terme d'une lutte de classes. Du reste, les conditions spécifiques de la lutte des fedayin (armée de partisans massés aux frontières de l'Etat sioniste, majorité des Palestiniens réduits à la condition d'exilés, conditions géographiques défavorables à la guérilla, proportions numériques en faveur des Israéliens), **imposent** cette alliance comme **axe stratégique essentiel**, de même qu'elle commande la **liaison organique** de la révolution palestinienne avec la révolution arabe. L'avenir de la lutte palestinienne décidera sur l'arène du Proche-Orient tout entier y compris la lutte sociale qui se déroule au sein d'Israël.

Mais la désionisation ne risque-t-elle pas d'être un paravent masquant le maintien du statu quo sous un « emballage » juridique nouveau ? Non. Elle présuppose la destruction radicale des structures politico-sociales existantes à défaut de laquelle elle ne saurait se réaliser. Pourtant, diront certains, désioniser Israël, c'est finalement œuvrer en faveur de l'existence d'un Etat israélien, ce qui est contraire aux objectifs des Palestiniens qui veulent précisément l'abolition de cette entité à base mono-ethnique et coloniale instituée sur leur territoire. En vérité, on ne saurait prédire quelle sera la forme constitutionnelle précise de la Palestine future sous peine de prophétiser dans le vide ou, pis encore, de se substituer aux premiers intéressés. On ne peut qu'énoncer des **principes** : droit au retour des réfugiés, autodétermination des Palestiniens, libre exercice par les Israéliens de leurs droits nationaux. Un tel programme peut se concevoir dans un cadre unitaire palestinien, comme dans une structure fédérale ou confédérale ou même dans un ensemble arabe. L'essentiel est de comprendre qu'il **n'est pas possible d'escamoter par des subtilités verbales le problème national israélien**. Laissons aux impuissants le plaisir de se gargariser en des formules creuses du type : « soi-disant Etat israélien », « prétendue nation israélienne », « colonie sioniste en Palestine occupée »... qui reflètent leur indigence idéologique ; ils croient résoudre la difficulté en la niant. La destruction des structures sionistes d'Israël — qui requiert nécessairement la participation des révolutionnaires israéliens eux-mêmes — laisse donc la place libre à de nombreuses formules institutionnelles. Ce qui est capital c'est la nécessité pour la communauté israélienne de s'intégrer d'une manière ou d'une autre au mouvement révolutionnaire arabe.

Il est encore trop tôt pour savoir si ce cadre sera limité à l'aire géographique de la Palestine. Cette question, comme celle du cadre institutionnel, dépend en dernière analyse du développement futur de la lutte de classes à l'intérieur d'Israël et de la croissance ultérieure du courant révolutionnaire arabe. Mais la reconnaissance des droits nationaux israéliens n'a rien à voir avec le maintien des actuels rapports de type colonial entre Israéliens et Arabes. L'impossibilité de coexister avec Israël ne résulte pas du fait que l'Etat hébreu se trouve être juif mais bien de son **essence coloniale**. Aussi est-ce seulement dans la révolution contre les structures oppressives que le dialogue israëlo-palestinien peut prendre naissance et que se forgera l'avenir des deux peuples.

Extrait de la revue : "Quatrième Internationale" No. 9/10
de Septembre-Octobre 1973.

DÉCLARATION DU SU SUR LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Depuis les 25 années d'existence de l'Etat sioniste en Palestine, l'Orient arabe est plongé dans une situation permanente de guerres intermittentes. La responsabilité entière de cette situation incombe au rôle de gendarme des intérêts de l'impérialisme tenu par Israël, combiné aux buts particuliers de l'entreprise sioniste en Palestine.

La 4ème guerre israélo-arabe de l'automne 73 est une nouvelle phase de la résistance armée des peuples arabes à la politique contre-révolutionnaire d'agression systématique pratiquée par l'Etat sioniste. Quand bien même cette guerre oppose les armées des régimes arabes bourgeois aux armées sionistes, sa nature est celle d'une lutte contre le colonialisme et l'expansionnisme israéliens. Il en découle pour les marxistes-révolutionnaires la nécessité d'affirmer le caractère légitime de la lutte des Etats arabes contre le sionisme et de prôner leur victoire. Mais aucune illusion sur la capacité des régimes arabes à affronter conséquemment le sionisme et l'impérialisme n'a plus cours. Qu'il s'agisse de l'Egypte ou de la Syrie ou de l'ensemble des Etats arabes qui les appuient, l'enjeu de la guerre est un compromis entre Israël et les régimes arabes, qui soit moins défavorable aux bourgeoisies et aux bureaucraties militaires arabes en leur permettant de maintenir dans des limites acceptables pour leurs intérêts économiques et politiques la mobilisation des masses arabes contre le sionisme et l'impérialisme. Alors, la reconnaissance du fait colonial sioniste en Palestine, de l'Etat d'Israël, deviendra possible de la part des classes possédantes et exploiteuses arabes, entérinant du même coup l'oppression et l'expulsion du peuple arabe de Palestine.

Aucune solution, ou mesure apparaissant comme telle, ne pourra jamais être acquise dans le conflit israélo-arabe si elle ne reconnaît pas les droits des Arabes de Palestine à retourner sur leurs terres. Là réside l'origine du conflit et là demeurent les conditions de conflits futurs. Parce que la lutte des Arabes de Palestine est une lutte fondamentalement et radicalement anti-impérialiste et prolétarienne, elle est une menace permanente pour les bourgeoisies arabes comme pour l'Etat sioniste. Elle requiert la destruction des structures socio-

économiques du sionisme, réalisable uniquement par la révolution socialiste dans la région, alliant dans un combat commun les masses travailleuses juives et arabes. Tous les régimes arabes, comme Israël, comme leurs soutiens militaires et financiers respectifs, s'opposent à cette solution, la seule possible pour l'instauration d'une paix authentique et durable dans l'Orient arabe.

Une soi-disant « solution pacifique » imposée par les grandes puissances signifie l'acceptation de l'Etat sioniste. Les marxistes-révolutionnaires s'opposent à cette mystification et dénoncent l'intervention des grandes puissances dans le conflit israélo-arabe. Aucun accord réalisé par Washington et Moscou ne peut instaurer la paix dans le Proche-Orient ou dans le monde. La politique dite de « coexistence pacifique » ne peut aboutir qu'à des compromis partiels entre les intérêts de l'impérialisme américain et les intérêts de la bureaucratie soviétique, compromis obtenus aux dépens de la lutte révolutionnaire des masses pour le socialisme. Si les marxistes-révolutionnaires sont évidemment favorables au retrait unconditionnel des armées sionistes des territoires occupés au lendemain de l'agression israélienne de juin 67, ils ne séparent jamais cette revendication du droit de retour des Palestiniens dans leur pays. Ils dénoncent l'attitude des régimes et de la réaction arabes visant à des compromis sur le dos des masses arabes en général et palestiniennes en particulier. Ils appellent à l'armement et à l'organisation des masses arabes pour transformer la guerre présente en offensive révolutionnaire contre le sionisme et l'impérialisme ; ils réclament une liberté d'action totale des résistants palestiniens dans et à partir de tous les pays arabes. Ils appellent à soutenir la lutte des Juifs anti-sionistes en Israël, composante essentielle de la lutte contre le sionisme, à laquelle les bourgeoisies arabes n'ont ni le droit ni la possibilité de se substituer valablement et qui doit se mener conjointement avec celle des ouvriers et des paysans du Moyen-Orient.

Pour la défaite du sionisme et de l'impérialisme !
Vive la lutte des masses laborieuses de l'Orient arabe !

Vive la révolution socialiste dans l'Orient arabe !
23 octobre 1973

Résolution sur la révolution palestinienne

adoptée par la Conférence mondiale des sections
de IV^e Internationale-CIR en janvier 1988

Depuis le 9 décembre, le peuple palestinien et la jeunesse se sont soulevés sur tout le territoire de la Palestine, de part et d'autre de la frontière de 1948, et affrontent l'armée de l'Etat d'Israël, la plus puissante du Moyen-Orient. Ce grandiose soulèvement, qui a pris le caractère d'une grève générale quasi insurrectionnelle, ne connaît pas de répit malgré la quarantaine de morts (officiels), les centaines de blessés et les milliers d'arrestations. C'est qu'il met à nu la nature véritable du problème national palestinien, d'un peuple dépossédé de sa terre, de son droit à se constituer en nation et des droits politiques les plus élémentaires.

UN SEUL ÉTAT PALESTINIEN SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PALESTINE

La grève générale et le soulèvement des masses palestiniennes en Cisjordanie, à Gaza, en Galilée dégagent de plus en plus clairement l'exigence centrale de la révolution palestinienne : un seul Etat palestinien sur tout le territoire de la Palestine, exigence incompatible avec l'existence de l'Etat d'Israël et de la monarchie féodale de Jordanie et impliquant leur destruction.

Un seul Etat, comme réalisation de l'Assemblée constituante palestinienne élue au suffrage universel direct et secret, garantissant les droits égaux des deux communautés, arabe et juive : il faut souligner que cette perspective doit être comprise comme le seul moyen de préserver les masses juives des conséquences de la décomposition inévitable de l'Etat d'Israël.

Cette exigence de la révolution palestinienne se traduit aujourd'hui par la mise en place de structures tendant à unifier la direction de la grève générale (conseil de délégués élus des prisonniers, Comité des municipalités arabes d'Israël, comités de délégués élus dans les villages et les quartiers, etc.) dont l'existence même exprime de plus en plus clairement le caractère totalement inacceptable de tout nouveau plan de partition de la Palestine (Etat croupion en Cisjordanie et à Gaza), plan de partition qui vise à garantir l'existence d'Israël, à emprisonner les masses de Cisjordanie et de Gaza dans un vaste camp de concentration sous les miradors de l'Etat d'Israël d'un côté,

de la monarchie féodale de Hussein de l'autre, à contraindre le peuple palestinien (et notamment sur le territoire d'Israël et dans les camps du Liban) à renoncer définitivement à son droit à la terre et à son droit au retour. Car tel est le contenu du projet de conférence internationale à laquelle s'efforcent d'aboutir l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin et une partie de l'appareil d'Etat sioniste (le Parti travailliste), avec le concours de la direction Arafat de l'OLP. Car tel est le contenu de l'accord Reagan-Gorbatchev sur le Moyen-Orient pour tenter de contenir et d'étouffer la révolution palestinienne.

Dès novembre 1947, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique parvenaient à un accord fondamental sur la succession à donner au pouvoir colonial britannique en Palestine. Ce pays devait être démembré entre deux entités confessionnelles, où l'entité "arabe" allait être elle-même partagée et octroyée en partie (la Cisjordanie) au royaume hachémite de Jordanie, création de l'impérialisme britannique en 1921, et l'autre (le territoire de Gaza) à l'Egypte. Le mouvement national palestinien né en 1959 (création du Fath) allait être pourchassé dans ces trois Etats (répression en Cisjordanie des mouvements de 1958 et de 1965-67, répression du mouvement El Ard ["La Terre"]) en Israël en 1959-1965, arrestation des infiltrés palestiniens à partir de Gaza), ou enrégimenté (création de l'OLP première mouture en 1964, sous l'égide du régime égyptien).

Les guerres de 1948-49, 1956, 1967, 1973, 1982 entre l'Etat d'Israël et les Etats arabes furent la conséquence directe à chaque fois de l'explosion du problème palestinien.

Ainsi la lutte armée de la population palestinienne contre le partage du pays fut étouffée par l'invasion des armées arabes qui prirent soin de mettre fin à toute tentative organisée de mettre sur pied un Etat (Jéricho, mai-juillet 1948). Les Palestiniens "infiltrés" venaient d'abord, après 1949, récolter la moisson de leurs champs, et leurs affrontements avec l'armée israélienne décidèrent l'Egypte à les enrégimenter pour ses besoins propres. L'escalade allait entraîner la guerre de 1956, dont le but premier était pour Israël "l'anéantissement des bases d'infiltrés" à Gaza. Ces premières attaques du Fath, dans le nord d'Israël, allaient obliger le gouvernement israélien à mener une guerre contre la Syrie (et donc ses alliés égyptiens et jordaniens), afin de disposer des conditions politiques permettant de paralyser le nouveau mouvement de guérilla, en même temps que de réprimer le mouvement insurrectionnel en Cisjordanie, tâche dont le royaume hachémite s'avérait incapable.

La guerre de 1973 (dite "du Kipour") avait, pour l'impérialisme, pour la bureaucratie soviétique et pour les Etats arabes, l'objectif de rééquilibrer les relations politico-militaires entre Israël et les Etats arabes (en provoquant un retrait — partiel ou total — d'Israël des territoires occupés en 1967) en vue de les ramener à leur dimension véritable : la préservation de l'ordre contre-révolutionnaire au Moyen-Orient et de pilier central de celui-ci, qui est le cadenas du peuple palestinien.

L'invasion par Israël du Liban en 1982 visait expressément à "*anéantir les bases terroristes*", autrement dit à détruire la présence organisée du mouvement national palestinien dans les camps de réfugiés au Liban et détruire par la terreur armée son existence politique en même temps que le soulèvement en Cisjordanie et à Gaza en septembre 1981 - mai 1982. A cette fin, rien ne fut épargné : les milliers de morts, les destructions successives étaient le prodrome des massacres de Sabra et Chatila.

UNE PIERRE ANGULAIRE DE L'ÉDIFICE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Or c'est bien de cela qu'il s'agit : l'Etat d'Israël constitue une pierre angulaire de l'édifice contre-révolutionnaire au Moyen-Orient, dont la préservation est indispensable à la défense de l'ensemble, non seulement pour l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, mais pour tous les Etats en place dans cette région. De là l'acharnement des puissants de ce monde et de cette région à détruire non seulement politiquement, mais aussi physiquement les masses palestiniennes dont la présence représente une menace pour cet ordre et dont l'existence politique, la revendication nationale ne peuvent être qu'un appel au renversement de l'ordre établi dans les Etats arabes. L'allié du peuple palestinien, ce sont, ainsi, les masses ouvrières et paysannes de ces pays : la révolution palestinienne s'intègre nécessairement à la révolution prolétarienne dans tout le Moyen-Orient. De là, donc, les massacres répétés : Dir-Yassin en mai 1948, Kibya en 1953, Kafr-Kassem en 1956, Septembre noir (20 à 30 000 tués) en 1976, Tall-El-Zaatar en août 1976, Sabra et Chatila en septembre 1982, massacres auxquels ont participé Israël, la Jordanie et la Syrie. Ces massacres ne sont pas des accidents de parcours dans le combat contre-révolutionnaire contre la Palestine opprimée, mais des nécessités irrépressibles de l'ordre en place, dont l'existence est contradictoire à l'existence même des masses palestiniennes. Et c'est pour cette même raison que l'existence physique de ces masses, ainsi que leur expres-

sion politique sont un ferment révolutionnaire permanent, minant l'ordre établi dans toute la région, fondant par là même l'alliance de combat du peuple palestinien et des masses exploitées et opprimées du Moyen-Orient, nourrissant les développements de la révolution dans toute la région, du Maghreb au Pakistan.

Ainsi donc, les guerres entre l'Etat d'Israël et les Etats arabes ont toujours eu leur origine dans la spoliation du peuple palestinien de sa terre et de son droit à se constituer en nation, en même temps qu'elles ont servi en définitive à paralyser et à anéantir sa résistance à cette spoliation.

La signification profonde du soulèvement généralisé qui a commencé le 9 décembre 1987 est que les oripeaux et les faux-semblants destinés à masquer la nature véritable du "conflit israélo-arabe" ont été emportés par les événements. Il ne s'agit pas d'un conflit entre Etats mais fondamentalement du problème national de la Palestine, de l'affrontement des masses palestiniennes spoliées et de l'Etat d'Israël spoliateur. La "guerre du Liban" de 1982-1983 avait montré, dans le sang des milliers de victimes palestiniennes, que face à l'Etat d'Israël, les masses palestiniennes ne devaient pas compter sur l'aide des Etats arabes, leurs mortels ennemis : bien loin de se porter à leur aide, le régime baathiste de Damas, avec la caution active de la bureaucratie soviétique, a procédé à sa propre guerre anti-palestinienne dans la Bekaa et à Tripoli (Nord-Liban), et provoqué le deuxième exode des cadres palestiniens, après celui de Beyrouth provoqué en septembre 1982 par l'impérialisme américain et Israël.

L'accord Hussein-Arafat du 19 février 1985, où la direction de l'OLP abandonnait même la revendication formelle d'un "Etat indépendant" (il n'était même plus question d'un Etat croupion) et renonçait au principe d'une représentation palestinienne indépendante dans le cadre d'une conférence diplomatique internationale, confirmait une fois de plus l'alignement total d'Arafat sur les plans de Reagan-Hussein-Peres, avec le soutien intégral de Gorbatchev, pour étouffer la révolution palestinienne.

Le caractère permanent de la révolution palestinienne se mesure dans le fait qu'en dépit de tous les coups qui lui sont portés, elle trouve toujours de nouvelles ressources. Commencée dans la diaspora, en Jordanie puis au Liban, elle a gagné les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Elle emporte aujourd'hui dans son mouvement les 650 000 Arabes israéliens, réalisant ainsi pour la première fois

l'unification d'importance historique de tout le peuple palestinien dans la lutte pour la nation.

Le sommet des Etats arabes à Amman, début novembre 1987, où pour la première fois aucun tribut verbal ne fut même payé à la formule du "problème palestinien, problème n° 1 du monde arabe", les déclarations officielles depuis deux mois selon lesquelles "le règlement du conflit et la conférence internationale sur le Moyen-Orient" étaient repoussés *sine die*, la réintégration du régime égyptien, partenaire de Camp David, dissipaient définitivement l'écran de fumée dont les différentes directions avaient enveloppé sciemment la situation du peuple palestinien : il ne devait compter que sur lui-même, sur son propre combat de masse face à l'ennemi direct, et non plus sur les faux amis et vrais ennemis de la soi-disant "nation arabe" (ou de sa version gauche : la révolution arabe). Ces masques étaient tombés, le peuple palestinien devait prendre son sort entre ses propres mains, se battre sur son terrain, sur le terrain de la lutte des masses. C'est ainsi que l'armée israélienne allait livrer sa première guerre à l'intérieur même des frontières qu'elle contrôle.

Les mouvements précédents (particulièrement 1971-1972, 1976, 1981-1982, 1986) avaient eu pour principal théâtre la Cisjordanie : le territoire de Gaza est resté longtemps sous le choc de la répression incroyablement sauvage menée en 1969-1972 sous l'égide du général Sharon. Mais le soulèvement généralisé commencé le 9 décembre 1987 est parti du territoire de Gaza, à partir d'affrontements qui n'ont cessé de se multiplier depuis le 1^{er} octobre 1987, et ont débouché sur la conflagration du 9 décembre pour s'étendre rapidement à tout le territoire de la Palestine. Là également, le caractère permanent de la révolution palestinienne s'est exprimé avec la plus grande intensité en ce que, pour la première fois, les Arabes palestiniens exploités et opprimés à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël se sont engagés dans le combat.

C'est à Gaza que la situation des masses palestiniennes, victimes de la spoliation de leur terre nationale et de leur droit à l'existence nationale, se trouve à l'état le plus concentré, en quelque sorte le plus pur. 630 000 habitants sur cette bande de 340 km², la plus forte densité humaine au monde, plus élevée qu'à Calcutta. Au milieu de cette masse de déshérités, 2 500 colons israéliens sont établis dans des implantations pour lesquelles l'armée a exproprié 30 % des terres, et où chaque colon a droit à 27 000 m³ d'eau par an pour 200 m³ à chaque Palestinien.

Car à Gaza, comme en Cisjordanie, la question de la spoliation des sources d'eau se conjugue à celle des terres et force la population à se transformer en masse de prolétaires exploités par le capitalisme débile de l'Etat d'Israël comprador. C'est dans ces conditions que les masses spoliées, quadrillées par les forces d'occupation, humiliées par la répression quotidienne, comme dans leur dignité humaine, se sont soulevées.

UN SOULÈVEMENT GÉNÉRALISÉ

Le soulèvement généralisé actuel, qui a réalisé l'unité de combat des Palestiniens de la diaspora, des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, des Palestiniens à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël, est — de très loin — le plus puissant par son ampleur, sa durée, son audace, qu'ait connu l'Etat d'Israël. Manifestations massives dans les endroits les plus reculés et réputés les plus "calmes" du nord de la Cisjordanie, face à face quotidiens, des manifestants qui ne reculent pas devant une armée chargée de "*rétablir l'ordre par tous les moyens*", grève générale partie le 15 janvier 1988, première de cette ampleur et de cette durée, qui mobilise la totalité du peuple palestinien, des deux côtés de la frontière de 1948.

Il faut souligner l'importance énorme de la grève générale commencée le 21 décembre 87 des 650 000 Arabes palestiniens habitant l'Etat d'Israël (depuis 1948), à l'unisson avec leurs frères des territoires occupés (depuis 1967) et des manifestations qui ont éclaté sur le territoire israélien à Nazareth, Oum-El-Fahem, Lod, Jaffa, Akka.

La suppression de fait de la "Ligne Verte" séparant l'Etat d'Israël et les territoires occupés depuis 1967 avait entraîné ce que les officiels israéliens appellent la "*palestinisation*" de leur propre population arabe. Le 30 mars 1976 avait éclaté la première Journée de la Terre, grève générale de protestation contre les spoliations dont elle était victime (expropriation massive de terres) et les six tués de cette journée allaient donner lieu à une grève générale annuelle de commémoration et de combat, des deux côtés de l'ancienne frontière.

L'Etat d'Israël avait de lui-même aboli la division territoriale et politique entre les masses spoliées, et la grève générale du 24 juin 1987 des Palestiniens arabes d'Israël avait vu l'émergence définitive du Comité des municipalités arabes d'Israël, non plus seulement comme représentation, mais désormais comme direction politique qui tend à devenir une véritable institution nationale dans les territoires occupés en 1948.

La relation de l'Etat d'Israël et des masses des territoires occupés est celle d'une oppression de type colonial : l'économie est rendue, par voie d'ordonnances militaires, entièrement dépendante de la métropole, les investissements quasi inexistant, parce qu'entravés par l'autorité occupante, les créations de nouvelles entreprises empêchées systématiquement, le développement d'une agriculture locale paralysée autant par l'expropriation des sources d'eau indispensables dans ce climat semi-désertique que par l'interdiction faite à l'exportation directe des produits agricoles qui doivent passer par l'office israélien Agrexco, et subissent ainsi des quotas destructeurs. Le PNB par habitant est de 950 dollars contre 5 200 en Israël ; les secteurs du textile et de l'alimentation sont une chasse gardée du capitalisme israélien (le développement dans tout autre secteur industriel, illusoire en raison de l'entrave administrative aux investissements), de sorte que la balance commerciale entre les deux parties montre un solde déficitaire pour les territoires occupés de 500 millions de dollars, le bénéfice du Trésor israélien (taxes moins investissements, contributions, subventions) se situant à 103 millions de dollars (1).

Cette politique provoque l'afflux de 120 000 ouvriers palestiniens en Israël, privés de droits élémentaires : syndicalisation, conventions collectives, droit de grève, et qui, bien que ne bénéficiant d'aucune caisse de prévoyance (Sécurité sociale, chômage, retraite...), voient retenir sur leurs salaires un montant égal à celui des retenues sociales des salaires israéliens qui va aussi alimenter, sans retour, le Trésor public de l'Etat d'Israël. Enfin, les firmes israéliennes, surtout dans le textile, emploient massivement du personnel sur place : la ville de Gaza est devenue une fourmilière d'ateliers de couture travaillant pour des sociétés de confection de Tel-Aviv.

La répression menée par l'Etat d'Israël depuis 1967 a pris des formes spectaculaires avec le soulèvement actuel : officiellement, plus de 40 morts, près de 3 000 détenus politiques, pour lesquels de nouveaux camps ont été ouverts (Daha Ryé au sud de Hébron, etc.) ; des centaines de blessés, dont beaucoup grièvement en raison de la nouvelle politique dite "de bastonnade" contre les manifestants, les internements administratifs pour 6 mois renouvelables (dont les cas de Raja Agbaryé et Gassan Jabarin, dirigeant des "Fils du Village") ; torture officialisée depuis la publication du rapport Landau en novembre 1987 ; couvre-feu prolongé sur une semaine et plus dans les camps de réfugiés ; 9 nouveaux bannissements annoncés dont 4 déjà réalisés.

LE MOT D'ORDRE DÉMOCRATIQUE DE CONSTITUANTE PALESTINIENNE

La lame de fond qui soulève l'ensemble des territoires contrôlés par l'Etat d'Israël, de part et d'autre de la frontière de 1948, pose désormais en toute clarté — quels que soient les rythmes du développement de la révolution palestinienne, qui seront vraisemblablement longs — l'exigence centrale du peuple palestinien : un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, une seule république palestinienne libre, laïque et démocratique, dont le peuple déterminera lui-même la forme et le contenu dans le respect des droits égaux des deux composantes, juive et arabe, de la nation palestinienne. Tel est le contenu du mot d'ordre démocratique de Constituante palestinienne.

La grève générale menée par les masses démontre que le prolétariat tend à devenir la classe dirigeante de la lutte émancipatrice. La victoire de la révolution palestinienne exige donc que le prolétariat en forge les instruments, notamment par la constitution de la centrale syndicale indépendante, dépassant l'émiettement et la division.

Sur son drapeau, le parti prolétarien inscrit : pour la victoire de la révolution palestinienne, Assemblée constituante souveraine établissant un seul Etat laïque et démocratique, la République palestinienne sur toutes les terres de l'ancienne Palestine, composée de la Cisjordanie, de la Jordanie, d'Israël et de Gaza.

Il faut souligner une fois de plus que la lutte pour constituer la nation palestinienne en Palestine est étroitement reliée au mot d'ordre du *"retour des populations dispersées, expropriées, contraintes à l'exil"*.

Cette revendication ne peut être réalisée sans l'expropriation de la bourgeoisie israélienne et de ses kibboutzim, qui ne sont pas autre chose qu'un instrument d'exploitation des travailleurs juifs, qui ne sont pas autre chose qu'une des assises, avec les syndicats intégrés de l'Histadrout, de l'Etat d'Israël, agence directe et réactionnaire de l'impérialisme.

La revendication du retour est étroitement reliée et conditionnée par le combat anticapitaliste et anti-impérialiste pour l'expropriation des terres d'où les Palestiniens ont été chassés, combat sur lequel la lutte révolutionnaire du peuple palestinien se présente comme une sauvegarde des travailleurs juifs exploités.

La politique de la direction de l'OLP montre qu'elle est entièrement orientée sur son intégration à un processus diplomatique visant — sous la forme d'une conférence internationale co-présidée par les représentants de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique — à détruire le mouvement vers la constitution de la République palestinienne libre et démocratique, et à constituer de fait un Etat croupion qui ne pourrait être — aux côtés de la Jordanie et d'Israël — qu'un troisième Etat compradore, c'est-à-dire un relais direct de l'impérialisme contre les masses. Mais un tel Etat croupion est lui-même illusoire : non seulement il devrait passer par l'extermination des masses palestiniennes, mais l'impérialisme et l'Etat d'Israël, par peur des déséquilibres qu'il pourrait provoquer dans l'ordre établi au Moyen-Orient, veulent choisir des solutions moins coûteuses pour eux, comme le démontre la résiliation par Hussein de son accord de février 1985 avec Arafat et les hésitations de l'impérialisme américain à l'égard du projet de conférence internationale. Cette requête de la direction de l'OLP, depuis le CNP de 1974 où était décidé *"la constitution d'un Etat indépendant sur toute partie libérée de la Palestine"*, ne peut donc en aucun cas répondre à l'aspiration à la liberté et à l'indépendance de la nation palestinienne.

Le projet d'un gouvernement en exil pourrait, dans certaines circonstances, constituer un facteur important de centralisation du combat pour la nation palestinienne. Mais, pour la direction d'Arafat, ce projet s'inscrit dans les grandes manœuvres diplomatiques visant à aboutir à une conférence internationale qui consacrerait un nouveau plan de partition de la Palestine directement opposé aux développements de la révolution et aux aspirations des masses palestiniennes à un seul Etat, de part et d'autre de la frontière de 1948.

Plus se multipliaient les capitulations de la direction de l'OLP, plus se renforçait la résistance d'Israël et de l'impérialisme, ne serait-ce qu'à un fantôme d'indépendance nationale. Et c'est bien pourquoi les masses palestiniennes arrivaient à la conclusion que les treize années de concessions sur l'essentiel à un ennemi qui ne pouvait en vouloir avaient abouti à une impasse. C'est cette conviction inévitable qui est à l'origine du mouvement insurrectionnel actuel, où les masses prennent leur sort dans leurs propres mains. Une étape entièrement nouvelle a commencé en Palestine, où la preuve vient d'être faite dans les camps et dans les villes des deux côtés de la frontière de 1948, qu'est dépassé l'éparpillement antérieur et le sentiment d'impuissance qui l'accompagnait. Il ne reste plus pierre sur pierre des construc-

tions politiques que l'on voulait imposer aux masses : cette époque est désormais révolue.

Sous la chape de plomb de l'occupation militaire et de son quadrillage permanent, des courants souterrains bouillonnaient. Après les générations de militants tombés sous les coups de la répression, une génération neuve est née pour la lutte, marquée précisément par son très jeune âge, et derrière laquelle se dresse un peuple tout entier. Dès lors que toutes les voies tentées par le passé avaient montré leur impuissance, le soulèvement général commencé le 9 décembre était inévitable. L'embrasement a gagné tout le pays. Fondamentalement, les 50 000 manifestants juifs du 23 janvier dressés contre la répression, et sur le mot d'ordre de "*retrait des troupes israéliennes des territoires occupés*", renouant avec les traditions démocratiques du peuple juif, rejoignent ce même mouvement par-dessus la division institutionnalisée qu'ont organisée l'impérialisme et la bureaucratie soviétique.

La révolution palestinienne a pris un nouveau départ, soyons-en sûrs : contre les formidables obstacles dressés de toutes parts, elle va triompher.

(1) Chiffres cités par Meron Benvenisti, « *Projet de l'Institution d'Etudes sur la Cisjordanie et Gaza* », Jérusalem, 1987.